



**HAL**  
open science

## Resistência Nacional Moçambicana, de la victoire à la déroute ?

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Resistência Nacional Moçambicana, de la victoire à la déroute ? : Pluripartisme sans pluralisme et hégémonie sans stabilité. Sociétés politiques comparées. Revue européenne d'analyse des sociétés politiques, 2009, 17. halshs-04121406

**HAL Id: halshs-04121406**

**<https://shs.hal.science/halshs-04121406>**

Submitted on 7 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



n°17, septembre 2009

Michel Cahen

(CNRS – Université de Bordeaux – Centre d'étude d'Afrique noire –  
Institut d'études politiques de Bordeaux)

*Resistência Nacional Moçambicana,*  
**de la victoire à la déroute ?**

Pluripartisme sans pluralisme et hégémonie sans stabilité\*

« Je ne suis pas allée voter parce qu'à chaque fois que nous votons, nous entendons que la Renamo a perdu. Personne dans ma famille n'est allé voter à cause de cela. [...] Si je vais voter, mon vote est donné à une autre personne, non à la personne pour qui j'ai voté [...] notre vote ne vaut rien »

Maria Antónia, Quelimane, 4 décembre 2004<sup>1</sup>

– *Quem vai nos salvar dessa gente ?*

– *E pá, isto está a demorar !* »

Lino Jeque, Mambone, 21 septembre 2006<sup>2</sup>

La *Resistência nacional de Moçambique* (Résistance nationale du Mozambique, Renamo) a fait couler beaucoup d'encre dans la mesure où sa genèse n'est pas séparable du contexte géopolitique des années 1975-1991, quand l'Afrique du Sud raciste et, jusqu'à fin 1979, la Rhodésie étaient les plus puissants voisins de la

---

\* Cet article est notamment le fruit d'une mission réalisée au Mozambique en 2006 – projet : « L'identité politique des marges : la Renamo (Mozambique) face à l'échec, 1994-2005 », Institut français d'Afrique du Sud, Ambassade de France au Mozambique, Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, septembre-octobre 2006 – complétée par un bref séjour en 2007.

<sup>1</sup> Interrogée par Sérgio Chichava : S. Chichava, *Le « Vieux Mozambique »*. *Étude sur l'identité politique de la Zambézie*, thèse en sciences politiques, Bordeaux, Université de Bordeaux-IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, juin 2007, multigr., p. 487.

<sup>2</sup> « Qui va nous délivrer de ces gens [du Frelimo] ? – Oh ! là là ! ça tarde à venir ! » Conversation avec un groupe de militants de la Renamo, dont le délégué local Lino Jeque, Mambone, 21 septembre 2006.

République populaire du Mozambique, dont le parti unique, dit « parti Frelimo » (*Frente de libertação de Moçambique*, Front de libération du Mozambique), s'était réclamé officiellement du « marxisme-léninisme » à partir de 1977. L'appui des régimes de Ian Smith, puis de l'apartheid, à la Renamo ne fait pas l'objet de contestation, même si l'on peut en discuter l'intensité et la qualité. Cette discussion « subsidiaire » fait sens notamment si l'on compare les soutiens respectifs reçus par la Renamo au Mozambique et par l'Unita (*União nacional para a Independência total de Angola*, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), qui combattait un autre régime « marxiste-léniniste », celui du Mouvement populaire de libération de l'Angola (*Movimento popular de libertação de Angola*, MPLA) soutenu par l'URSS et Cuba. Autant, en raison d'un soutien sud-africain très lourd, l'Unita était presque devenue une armée professionnelle, avec tanks et même aviation, strate importante d'officiers supérieurs et toute une organisation économique (notamment autour de l'exploitation des diamants), autant la Renamo était restée une armée de va-nu-pieds s'armant prioritairement dans les casernes du gouvernement et devant par conséquent vivre de liens tissés avec la population. La question était donc de savoir si ces rebelles étaient seulement le « bras régional de l'apartheid » dénué de contenu politique (ce qui expliquerait par la même sa violence et ses destructions systématiques d'infrastructures), ou si, dès le commencement ou tout du moins à partir de quelques années, l'organisation insurgée avait aussi la fonction d'un appareil utilisé par des segments de la population pour se protéger d'un État de paternalisme autoritaire voulant moderniser sa paysannerie au knout, sans avantages sociaux réels pour elle. Bref, avait-on seulement affaire à une guerre de déstabilisation externe, ou à une véritable guerre civile<sup>3</sup> ?

Certes, ce débat a été globalement clos par le résultat des élections d'octobre 1994, à la suite des accords de paix signés à Rome le 4 octobre 1992 entre le gouvernement

---

<sup>3</sup> Ce n'est pas le lieu de décrire ici l'historiographie de ce débat. L'auteur de ces lignes a fait partie de ceux qui ont analysé le conflit comme étant devenu, au moins à partir du milieu des années 1980 (et sans doute avant), une guerre civile. Sur ce débat (et pour d'autres références bibliographiques), se reporter par exemple à deux articles publiés récemment par *Politique africaine* (Paris, Karthala) : M. Cahen, « À la recherche de la défaite. Notes sur une certaine historiographie de la "révolution" et de la "contre-révolution", au Mozambique et sans doute ailleurs », *Politique africaine*, 112, décembre 2008, pp. 161-181 ; A. Dinerman, « Regarding totalities and escape hatches in Mozambican politics and Mozambican studies », *Politique africaine*, 113, mars 2009, pp. 21-44 ; pour une comparaison avec l'Angola, se reporter aux dossiers suivants : « Mozambique : guerre et nationalismes », *Politique africaine*, 29, mars 1988, pp. 2-85 [dossier dirigé par M. Cahen] ; « L'Angola dans la guerre », *Politique africaine*, 57, mars 1995, pp. 3-111 [dossier dirigé par C. Messiant] ; « L'Angola dans la paix. Autoritarisme et reconversions », *Politique africaine*, 110, juin 2008, pp. 5-122 [dossier dirigé par D. Péclard].

mozambicain et la Renamo. Cette dernière n'avait pas remporté les élections<sup>4</sup>, mais elle avait indéniablement arraché une victoire de légitimation : comment expliquer, si elle n'était qu'un ramassis de « bandits armés » sans base sociale, qu'elle ait obtenu la majorité absolue des voix dans les régions les plus peuplées du pays, y compris dans des zones qu'elle n'avait jamais occupées militairement et où sa capacité d'intimidation de la population était faible ? Celle-ci avait certes « voté pour la paix », mais son vote n'avait pas été seulement guidé par la peur d'un retour à la guerre. Il y avait bien des valeurs politiques qui s'exprimaient, nourries par la souffrance de la modernisation autoritaire et de la guerre civile<sup>5</sup>. Si la Renamo avait poursuivi son chemin dans la stabilisation d'un grand parti d'opposition, le doute sur sa nature n'aurait plus existé. Cependant, depuis son score impressionnant de 1999<sup>6</sup>, elle n'a cessé de perdre du terrain aux élections tant présidentielles ou législatives (2004<sup>7</sup>) que locales (2003<sup>8</sup>, 2008-2009<sup>9</sup>), au milieu de grandes tensions internes souvent nourries par sa propre présidence, à tel point que l'on peut se demander si tout cela ne viendrait pas de son origine militaire (voire externe) et non point politique (et interne). Des commentateurs ont écrit que la population se détachait de la Renamo puisque, le danger de guerre

---

<sup>4</sup> Sur les élections de 1994, voir résultats et sources du tableau I, ainsi que B. Mazula (ed.), *Moçambique : eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo (Embaixada do Reino dos Países Baixos), 1995 ; L. de Brito, *Cartografia eleitoral de Moçambique 1994*, Maputo, Livraria Universitária, 2000 ; M. Cahen, « "Dhlakama é maningue nice !" An atypical former gerrilla in the Mozambican electoral campaign », *Transformation. Critical Perspectives on Southern Africa* (Durban, University of Natal), 35, juin 1998, pp. 1-48 ; M. Cahen, *Les Bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Publications du Centre culturel Calouste Gulbenkian, juillet 2002.

<sup>5</sup> Sur la nature politique du vote en faveur de la Renamo lors des élections de 1994, voir M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.* Sur l'histoire de la Renamo et sa transformation en parti politique, voir notamment C. L. Manning, « Constructing opposition in Mozambique : Renamo as a political party », *Journal of Southern African Studies* (Basingstoke, Carfax), XXIV (1), 1998, pp. 161-169 ; C. L. Manning, *The Politics of Peace in Mozambique : Post-Conflict Democratization 1992-2000*, Londres, Praeger, 2002 ; D. A. Robinson, *Curse on the Land : a History of the Mozambican Civil War*, thèse d'histoire, University of Western Australia, School of Humanities, Perth, 2006.

<sup>6</sup> Voir tableaux I et II. Le manque de transparence des opérations de recensement, d'organisation du scrutin et de dépouillement, et le fait que jamais les résultats détaillés des élections n'ont été publiés (comme ceux de 1994 l'avaient été en 1998) font peser un doute important sur la véracité des résultats. Une thèse assez largement répandue veut que la Renamo ait bel et bien gagné les présidentielles, mais non les législatives. La communauté internationale, persuadée que le Frelimo était meilleur gestionnaire de l'insertion du Mozambique à l'économie-monde (ce que l'on appelle généralement la « stabilité »), laissa faire. Voir M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique africaine*, 80, décembre 2000, pp. 111-135.

<sup>7</sup> Voir tableaux III et IV. Voir également les divers articles de *Mozambiquefile* (Maputo, AIM), 342, janvier 2005.

<sup>8</sup> Les résultats officiels des élections locales du 19 novembre 2003 sont publiés dans Conselho Constitucional, « Deliberação n° 16/CC/04 : atinente à validação e proclamação dos resultados das Eleições autárquicas de 19 de Novembro 2003 », *Boletim da República – I série* (Maputo), 26 janvier 2004, 3/3<sup>e</sup> suppl., pp. 91-167, reproduit in António Gregório Carrasco (coord. général), *Eleições autárquicas 2003*, Maputo, Secretariado Técnico de Administração Eleitoral, 2006, CD-rom.

<sup>9</sup> Sur les élections locales de 2008-2009, la source la plus commode jusqu'à présent est la série spéciale du *Local Election Bulletin* édité par J. Hanlon, du 5 novembre 2008, n° 1, au 15 décembre 2008, 37, supplément au *Mozambique Political Process Bulletin*, Awepa.

étant maintenant éloigné, elle pouvait en quelque sorte reprendre sa liberté et donc se séparer des anciens rebelles... : « C'est le vote de la Renamo [et non du Frelimo] qui s'est effondré [...]. La conclusion est inévitable – la faible participation est un phénomène lié à la Renamo. Ce sont les électeurs de la Renamo qui ont refusé d'aller aux bureaux de vote. Le Frelimo a mobilisé le cœur de son électorat, pas la Renamo<sup>10</sup>. » On verra que ce n'est pas si simple...

Le présent article cherche à démontrer que le militarisme dans le fonctionnement de la Renamo est certes une cause très importante de ses difficultés mais ne saurait remettre en cause sa nature de parti politique, et que, parallèlement, le renforcement du Frelimo ne saurait être surestimé, bien qu'il dispose de l'arme redoutable du néopatrimonialisme. Enfin, il s'agira de montrer que le possible effondrement de la Renamo n'ouvre pas pour autant la voie à un renforcement durable du parti au pouvoir, ni à l'émergence d'une troisième force : en revanche, il n'est plus exclu qu'une « nouvelle Renamo » apparaisse, sur le terreau de la même base sociale que la première. La bipolarisation étonnante de la vie politique mozambicaine n'en serait alors pas vraiment modifiée, même si le jeu politique pourrait prendre une nouvelle dynamique.

Dans une première partie, on reviendra sur la trajectoire de la Renamo ; dans la deuxième, on abordera les élections de 1994 à 2003 ; dans la troisième, on évoquera la catastrophe qu'ont été pour la Renamo les élections nationales de 2004 et locales de 2008. Dans la quatrième partie, on réfléchira aux causes et aux conséquences de ces défaites cumulées, avant de conclure par quelques réflexions sur le futur possible de ce parti et, plus généralement, de l'opposition.

#### LA LEGITIMATION

La Renamo a été un exemple réussi de transformation d'un corps social guerrier<sup>11</sup> en parti civil, un processus de *civilisation* au sens littéral du terme. En effet, même si l'on peut défendre la thèse que, dès le départ et malgré le contrôle de ses sponsors, la Renamo était porteuse de certaines valeurs politiques, il ne fait aucun doute qu'elle

<sup>10</sup> « General election results in full », *Mozambiquefile*, 342, p. 4.

<sup>11</sup> Sur l'analyse de la Renamo comme corps social guerrier, voir C. Geffray, *La Cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 ; M. Cahen, *Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, avril 1990, Indigo Publications (« La Lettre de l'océan Indien »). Sur le concept de corps social, voir C. Meillassoux, « Du bon usage des classes sociales », in B. Schlemmer (dir.), *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998, pp. 7-59

n'était pas une structure politico-militaire comme le furent (ou le sont encore) de nombreuses guérillas latino-américaines et comme le furent, en Afrique, le FLN algérien, l'UPC camerounaise, le PAIGC capverdien-guinéen, le Frelimo mozambicain, le MPLA, le FNLA ou l'Unita angolais, le FPLE érythréen, etc. – c'est-à-dire des groupements politiques préexistants décidant, à une étape de leur histoire, de passer à la lutte armée (fût-ce en scission d'un mouvement antérieur refusant ce choix). La Renamo naît comme appareil militaire, et pourtant elle réussit excellemment, en 1992-1994, ce à quoi l'Unita angolaise échoue totalement en 1991-1992. Très vite, dans les localités, les districts, les provinces, les militaires sont marginalisés au profit des civils, pour deux raisons.

La première fut « négative », en ce sens qu'elle renvoie à la décomposition rapide de la structure militaire des deux camps, les soldats voulant d'abord et avant tout rentrer chez eux, craignant par-dessus tout de devoir s'engager dans la « nouvelle armée unifiée » prévue par les accords de paix<sup>12</sup>. Du côté de la Renamo, ce processus fut accéléré en raison de la faiblesse même du soutien sud-africain, qui n'avait pas abouti à la genèse d'une forte structure militaire professionnalisée : raptés ou volontaires, les soldats de la Renamo n'avaient nullement envie de rempiler et voulaient obtenir rapidement le *subsídio* de démobilisation et réintégration offert par l'Opération des Nations unies au Mozambique (Onumuz), seuls leurs hauts gradés souhaitant rester des militaires.

Néanmoins, s'il n'y avait eu que cette raison, la Renamo se serait alors totalement écroulée, tel un appareil militaire vidé de sa substance. L'histoire est plus complexe. Si la composante militaire a évidemment toujours été la plus importante pendant la guerre, il y a toujours eu une petite composante civile clandestine : sans même parler des évadés des camps de rééducation du Frelimo qui formèrent le noyau initial des opérationnels, il y eut dans certaines régions, dès 1977 (rarement<sup>13</sup>) ou au milieu des années 1980 (le plus souvent) de petites cellules clandestines de la Renamo dans les villes du centre et du nord du pays. Mais ce fut surtout après sa grande extension en 1985-1986, quand elle se mit à occuper des portions entières des provinces, que la

---

<sup>12</sup> Sur la démobilisation des appareils militaires mozambicains en 1993-1994, voir C. Messiant, « La paix au Mozambique : un succès de l'ONU », in R. Marchal et C. Messiant, *Les Chemins de la guerre et de la paix. Fin de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997, pp. 49-106.

<sup>13</sup> Pour un exemple de ralliement civil très précoce, dans la zone de Machanga et Mambone, voir M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.*, chapitre Machanga.

rébellion créa une véritable administration civile séparée de ses bases militaires<sup>14</sup>. Or, c'est cet appareil civil formé de responsables de province et de région, de responsables du ravitaillement, de professeurs, d'infirmiers, d'agents de renseignements, sans oublier les « chefs traditionnels<sup>15</sup> », qui apparut au grand jour en 1992-1993 et devint la colonne vertébrale du parti aux échelons de base et moyens, seule la direction centrale restant de manière prédominante d'origine militaire. Bien sûr, toute une série de civils qui n'avaient eu aucun rôle auparavant se mirent aussi à rejoindre le *partido Renamo*.

La civilisation de la Renamo n'enlève rien au fait que son histoire est totalement différente de celle du Frelimo. À la naissance de ce dernier, en juin 1962, il y a tout de suite un appareil politique, qui devient politico-militaire de manière croissante entre 1964 (début de la lutte armée) et 1969 (prise définitive du pouvoir au sein du Front par les « militaires marxistes ») et va le rester jusqu'à la fin institutionnelle des Forces populaires de libération du Mozambique (FPLM) en 1992-1994, avec la « départisanisation » officielle des nouvelles Forces armées du Mozambique (FADM)<sup>16</sup>. À la naissance de la Renamo, il y a un petit appareil militaire, certes porteur de valeurs politiques, mais il n'y a pas de *partido Renamo*. La modification commence au milieu des années 1980 avec la montée de l'appareil civil<sup>17</sup>. Même en interne, les documents de la Renamo parlent alors systématiquement du « parti Renamo », en un mimétisme saisissant du discours du « front Frelimo » transformé, à son III<sup>e</sup> congrès de 1977, en

---

<sup>14</sup> Comme le montra C. Geffray, les bases militaires de la Renamo avaient eu des liens avec les civils, par le biais des chefs traditionnels et de leurs milices, les *mudjibas* (ou *mujeebas*), mais il s'agissait uniquement de ce qui était nécessaire aux bases et non point de la gestion des civils. C. Geffray, *La Cause des armées au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990.

<sup>15</sup> On n'entrera pas ici dans la discussion sur la nature traditionnelle ou coloniale desdits chefs (les deux, et souvent un mélange des deux, étant avérés), abolis par une directive du commissaire politique national du Frelimo – un certain Armando Guebuza – le 26 juin 1975 (le lendemain même de l'indépendance). Cela n'enlève rien au fait que, face à un État autiste envers ses propres populations, les *régulos* et autres *chefes de povoações* (reconnus par l'ancienne administration portugaise) et d'autres chefs considérés légitimes par la population ont à nouveau acquis une grande importance dans certains segments de la population, comme seuls représentants possibles pour elle. Alors que la strate des chefferies était déjà dans un état de crise avancée à la fin de la colonisation, c'est la politique de négation du Frelimo qui en a refait une question stratégique.

<sup>16</sup> Les FPLM n'étaient bien sûr plus l'armée de guérilla en 1992, la plupart des généraux anciens guérilleros étant passés à la réserve. Mais elles gardaient ceci de particulier qu'elles n'étaient pas une structure de l'État, mais du parti unique. Leur sujétion à l'État se faisait par le biais du président du Frelimo, certes lui-même président de la République, mais dans ce sens-là et non point dans le sens inverse que l'on retrouve souvent dans les régimes de parti unique. La « partidarisation » était donc tout à fait officielle.

<sup>17</sup> Pour plus de détails sur la trajectoire de la Renamo, voir, outre C. Geffray, *op. cit.* : A. Vines, *Renamo. Terrorism in Mozambique*, Londres, James Currey, Bloomington, Indianapolis, Indianapolis University Press, 1991 ; Human Rights Watch, *Conspicuous Destruction. War, Famine & the Reform Process in Mozambique*, New York, etc., HRW, 1992 ; W. Finnegan, *A Complicated War. The Harrowing of Mozambique*, Berkeley, etc., University of California Press, 1992 ; J.-C. Legrand, « Logique de guerre et dynamiques de la violence en Zambézia, 1976-1991 », *Politique africaine*, 50, juin 1993, pp. 88-104 ; M. Hall et T. Young, *Confronting Leviathan. Mozambique since Independence*, Londres, Hurst, 1997 ; M. Cahen, « "Entrons dans la nation !" Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique », *Politique africaine*, 67, octobre 1997, pp. 70-88, et *Les Bandits...*, *op. cit.*

*partido Frelimo*, et signe d'un effort important d'autolégitimation<sup>18</sup>. La trajectoire est donc sensiblement inverse de celle du Frelimo, du militaire vers le politique. Sa « civilisation » des années 1992-1994 l'a institué sans doute possible en parti politique, c'est-à-dire en un instrument d'intervention dans la société politique utilisé par certains milieux sociaux pour tenter d'atteindre les bénéfices de l'État moderne.

La trajectoire de la Renamo est également inverse de celle de l'Unita angolaise. Cette dernière, née comme groupe politique, a connu une militarisation croissante et si poussée qu'elle explique largement sa défaite électorale de 1992 – incapable qu'elle était d'intervenir autrement que comme force armée auprès de la population civile pendant la campagne électorale – et sa défaite militaire finale à la suite de la mort au combat de son leader (22 février 2002) et de la signature du protocole de Luena le 4 avril suivant, véritable accord de reddition qui préservait cependant son existence comme parti politique<sup>19</sup>.

L'institution de la Renamo comme parti politique n'a en revanche jamais signifié qu'elle ait réussi à être « forte » politiquement. La faible capacité de la Renamo à proposer un vrai programme alternatif, à inventer une autre culture politique, est restée patente (voir *infra*).

Si le *partido Renamo* est devenu vraiment civil, à sa direction le poids des anciens militaires, qui imaginent la vie politique comme une vie militaire par d'autres moyens, reste fort. La mentalité interne à la Renamo est restée très militariste. La Renamo n'est pas un parti où, à la base pour des problèmes locaux, et aux échelons intermédiaires pour des questions régionales, on prend des initiatives. C'est un parti où tout un chacun « *está à espera de orientações* » (« est dans l'attente de directives »). Le même défaut existe certes au sein du Frelimo, mais la qualité des directions locales et surtout intermédiaires est bien meilleure, de même que la rapidité des communications entre les divers échelons. Par ailleurs, le Frelimo possède l'État pour agir, ce qui est déterminant.

Dans la vie de la Renamo, il y a une tension permanente entre la nature des aspirations de sa base sociale et l'orientation politique. En effet, pour des raisons

---

<sup>18</sup> Divers documents internes de la Renamo du début des années 1980, consultés par moi.

<sup>19</sup> Sur la trajectoire de l'Unita, voir notamment, G. de Loanda, « La longue marche de l'Unita vers Luanda », *Politique africaine*, 57, mars 1995, pp. 63-70 ; J. Pearce, « L'Unita à la recherche de "son peuple". Carnets d'une non-campagne sur le Planalto », *Politique africaine*, 110, juin 2008, pp. 47-64.



évidentes, la trajectoire politique de la Renamo est « de droite<sup>20</sup> ». Mais si l'on regarde les aspirations de sa base sociale, telles qu'elles s'expriment lors des centaines de meetings des campagnes électorales – développement des communautés paysannes, défense de la terre contre des concessions obtenues par de hauts fonctionnaires bien placés, véritable pluralisme politique, fin de la fusion parti-État, fin des abus policiers, promotion sociale et des cultures africaines, meilleure attention aux questions de « démocratie interethnique », etc. –, on s'aperçoit très vite qu'il s'agit d'un ensemble d'attentes qui pourraient être qualifiées « de gauche » dans d'autres contextes politiques. La Renamo n'a aucune politique en direction des syndicats : elle ne soutient pas les syndicats indépendants apparus en rupture de l'ancienne centrale unique, l'*Organizaçāo dos Trabalhadores moçambicanos* (OTM), et n'a pas même cherché à créer des syndicats qui lui soient favorables. La contradiction est demeurée béante entre une aspiration populaire massive, qui s'est notamment exprimée lors des élections de 1999, et l'incapacité politique du principal parti d'opposition à la traduire en campagnes politiques structurantes de son champ social. Lors de ces élections, en dépit de problèmes organisationnels et politiques déjà patents, la Renamo fut cependant dépassée par cette intense volonté de changement de larges secteurs de la population l'utilisant, quoi qu'elle dise et fasse, comme un outil pour chasser le groupe social au pouvoir.

#### LE TEMPS DE L'ESPOIR

Les élections de 1994 ont, on l'a vu, définitivement réglé le débat sur le « banditisme armé ». Cette expression utilisée systématiquement par le pouvoir et reprise tout aussi systématiquement par ses sympathisants occidentaux<sup>21</sup> n'est pourtant pas née avec les agissements hostiles au parti unique. Ceux-ci, quand ils concernaient la vie quotidienne, étaient qualifiés du surnom de Xiconhoca, l'agent de la police secrète portugaise, l'intrigant, le corrompu, le fainéant, etc. Mais quand il s'agissait des menées militaires ourdies, en territoire mozambicain, par les services secrets rhodésiens (notamment pour l'attaque des camps de la résistance zimbabwéenne), on

---

<sup>20</sup> La Renamo est la section mozambicaine de l'Internationale chrétienne-démocrate.

<sup>21</sup> « *South African backed MNR bandits* » est alors une expression courante, y compris dans des revues académiques (le « MNR » est le sigle anglais de la Renamo – *Mozambique National Resistance* – utilisé systématiquement afin de mieux montrer l'extranéité du groupe).

parlait alors bien de menées « contre-révolutionnaires », par conséquent politiquement caractérisées. L'extériorité manifeste de ces actions rendait admissible leur caractérisation politique. L'expression « *bandidos armados* » (« bandits armés ») apparaît à la suite de l'indépendance du Zimbabwe, que le pouvoir considérait comme devant conduire « logiquement » à l'asphyxie des rebelles. Or ceux-ci, certes bénéficiant dès lors du soutien de l'Afrique du Sud, sont désormais, pour l'énorme majorité d'entre eux, basés en permanence au Mozambique, et de nombreux chefs traditionnels sont passés de leur côté. La Renamo est devenue un groupe interne, et qualifier ses combattants de « contre-révolutionnaires » signifierait qu'une lutte politique est à l'œuvre à l'intérieur du pays, ce qui est inconcevable pour le parti de tout le peuple. Il s'agit donc de « bandits », de « hordes ». Même pendant les négociations de Rome, ce vocable ne changera pas, et sera petit à petit abandonné seulement après les accords de paix (4 octobre 1992), ressortant cependant périodiquement dans le feu des polémiques.

Mais quand un parti obtient 35 % des voix, y compris de zones jamais occupées militairement, cela prouve qu'il bénéficie d'une véritable assise sociale, qu'il s'agit d'un phénomène politique. Les élections de 1994 furent donc pour la Renamo moins une « défaite électorale » qu'une formidable victoire politique de légitimation. Tout semblait donc bien parti pour l'institutionnalisation durable d'un fort parti d'opposition, d'autant plus que, dès le départ, la bipolarisation s'est avérée forte, sans tierce brouillage<sup>22</sup>. Autre caractéristique favorable, à l'inverse de ce qui fut bien souvent écrit, l'électorat de la Renamo était moins concentré ethniquement que celui du Frelimo<sup>23</sup>. En effet, les cinq victoires provinciales de la Renamo en 1994 reposèrent, y compris dans les provinces les plus peuplées, sur des majorités relatives ou de faibles majorités absolues, à la seule exception de la province de Sofala : aux présidentielles, par exemple, A. Dhlakama obtint respectivement 47,54 % et 42,80 % dans les très

---

<sup>22</sup> Un seul autre parti d'opposition a jamais réussi à avoir des députés hors d'une alliance avec la Renamo, pour la législature 1994-1999 (et en grande partie grâce au *voto por engano*, le vote par erreur, car J. Chissano, le candidat présidentiel du Frelimo était en queue de liste du bulletin présidentiel, et l'*União democrática*, groupuscule totalement inconnu, également en queue du bulletin des... législatives). Sur les raisons historiques de cette caractéristique, voir M. Cahen, « Mozambique : histoire géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopie* (Paris, L'Harmattan), n° 1-2, juin 1994, pp.213-266 ; et « Lutte armée d'émancipation anticoloniale ou mouvement de libération nationale ? Processus historique et discours idéologique. le cas des colonies portugaises, et du Mozambique en particulier », *Revue historique* (Paris, PUF), CCCXV/1 (637), janvier 2006, pp. 113-138.

<sup>23</sup> Sur le facteur ethnique dans les électorsats de la Renamo et du Frelimo, voir M. Cahen, « Nationalisms and ethnicities. Lessons from Mozambique », in E. Braathen, M. Bøås et G. Sæther, *Ethnicity Kills ? The Politics of War, Peace and Ethnicity in Sub-Saharan Africa*, Londres, MacMillan, New York, St.Martin's Press, 2000, pp. 163-187.

populeuses provinces de Zambézie et de Nampula, 50,42 % et 42,37 % dans celles moins peuplées du Manica et de Tete, avec l'exception des 73,48 % à Sofala, qui inclut la deuxième ville du pays (Beira). Le Frelimo obtint la majorité dans six provinces moins peuplées, mais il y obtint alors souvent des majorités écrasantes, de sociétés entières, et très localisées à l'extrême sud et, de manière moins nette, dans l'extrême nord des anciennes zones libérées de la guérilla anticoloniale : J. Chissano obtint dans les trois provinces du Sud, de faible densité démographique, 94,92 % à Gaza, 89,94 % à Maputo (province), 78,44 % à Inhambane, ainsi que 87,10 % à Maputo (capitale<sup>24</sup>), et enfin 67,92 % au Cabo Delgado (ancien fief des « zones libérées » de la guerre anticoloniale) et 56,53 % dans l'immense et faiblement peuplé Niassa<sup>25</sup>. La concentration ethnique du vote était dès lors bien nette dans le score du Frelimo qui, ancien parti de tout le peuple, était menacé de n'être plus que le parti du Sud<sup>26</sup>. En 1999, la répartition régionale des votes fut tout à fait comparable, voire accentuée. Les bons scores obtenus par la Renamo permirent de contenir les problèmes internes déjà majeurs, puisqu'il y eut un nombre non négligeable de postes de députés à distribuer. Dès 1996, cependant, une première dissidence interne s'était exprimée, sur laquelle on reviendra *infra*.

### L'erreur de 1998

Mais, en juin 1998, la Renamo, et plus particulièrement sa présidence, commit une erreur politique majeure en boycottant les premières élections municipales pluralistes du pays. Il y avait certes de bonnes raisons de les boycotter – leur limitation à trente-trois *ciudades* (villes) et *vilas* (bourgs) au lieu d'élections locales généralisées, l'absence de nouveau recensement électoral avec la simple actualisation de celui de 1994, l'absence de garantie institutionnelle, etc. –, mais la Renamo était assurée de gagner plusieurs villes – y compris la seconde agglomération du pays, Beira – et, ainsi, de former une strate de cadres moyens pour la gestion publique et de créer les bases de son propre clientélisme. Une victoire, même relative, la mettait en excellente posture pour les élections générales de 1999. Des processus de désignation interne avaient déjà eu lieu

---

<sup>24</sup> Bien que, comme toute capitale, Maputo provoque un certain brassage interethnique, les ethnicités méridionales (ronga, changane, tsua) y sont largement majoritaires.

<sup>25</sup> Résultats selon B. Mazula (ed.), *Moçambique. Dados estatísticos do processo eleitoral 1994*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>26</sup> Sur ces aspects, voir M. Cahen, « Nationalisms and ethnicities. Lessons from Mozambique », in E. Braathen, M. Bøås et G. Sæther, *Ethnicity Kills ?*, *op. cit.*, pp. 163-187.

dans de nombreuses villes<sup>27</sup>, et des candidats parfois même déjà rendus publics. Or ces processus avaient aussi mis au jour, déjà, des tensions notamment entre dirigeants issus de la lutte armée et tenant bien l'appareil partisan mais pas forcément bien reconnus par la mouvance urbaine de la Renamo, et des *filhos da terra* (enfants du pays), civils, urbains et plus prestigieux, mais eux-mêmes de trajectoires diverses (issus des familles côtières des anciens sultanats, ou des lignages de l'intérieur plus tardivement venus sur la côte, etc.), provoquant même parfois des démissions du parti<sup>28</sup>.

Le boycott fut de fait imposé par le président de la Renamo, certes en raison de ses doutes sur l'honnêteté du scrutin, mais aussi par crainte de l'expression de ces bases locales aux propres objectifs civils indépendants de ceux de l'appareil, et, en cas de victoire, de l'émergence de pouvoirs locaux internes potentiellement dangereux pour son *leadership*. Le cas de Beira a dû peser lourd dans la décision, le maire de cette ville pouvant devenir plus important que le président du parti. Le « contrôle » de ce dernier est en effet resté une préoccupation permanente d'Afonso Dhlakama, qui, pour cette raison, ne s'est jamais présenté lui-même aux élections<sup>29</sup>. Pourtant, comme on le verra, c'est cette crainte même qui a augmenté les forces centrifuges au sein de la Renamo. Le mécontentement interne, certes voilé du fait d'une présidence encore incontestée dans le parti, fut en tout cas augmenté par la frustration des candidats devenus boycotteurs par simple discipline de parti. En tout état de cause, si le taux d'absentéisme s'éleva à 85,13 %, ce ne fut évidemment pas seulement en raison de l'appel, de surcroît fort tardif, au boycott de la Renamo et des autres petits partis d'opposition, mais de l'incompréhension de la population pour ces élections fort partielles (concernant 33 agglomérations seulement). La Renamo ne put ainsi pas exploiter le camouflet pourtant reçu par le pouvoir, élu dans toutes les municipalités avec d'écrasantes majorités de 15 % de votants<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> Beira, Angoche, Nacala Porto, Île de Moçambique, Nampula, Pemba, Montepuez, Mocimboa da Praia, Lichinga, Cuamba, Metangula, Monapo, Catandica.

<sup>28</sup> Les cas d'Angoche, d'Île de Moçambique et de Nacala Porto en 1998 sont analysés en détail par Domingos do Rosário, *Les Mairies des Autres. Une analyse politique, socio-historique et culturelle des trajectoires locales. Le cas d'Angoche, de l'île de Moçambique et de Nacala Porto*, thèse de doctorat de science politique, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux-IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, avril 2008, pp. 406-436.

<sup>29</sup> A. Dhlakama n'a jamais caché que le temps passé au travail parlementaire aurait par trop empiété sur le temps nécessaire au « contrôle du parti ». Entrevue avec A. Dhlakama, Maputo, 12 septembre 2006.

<sup>30</sup> Une abondante littérature existe sur ces premières élections municipales pluralistes. Voir notamment E. Braathen et B. Viige Jørgensen, « Democracy without people? Local government reform and 1998 municipal elections in Mozambique », *Lusotopie* (Paris, Karthala), 1998, V, pp. 31-38 ; B. Lachartre, « Élections municipales et démocratisation au Mozambique », *Politique africaine*, 75, octobre 1999, pp. 162-

## La victoire confisquée ?

Les élections de 1999 ont été le point culminant de la Renamo : aux législatives, elle passa de 37,78 à 38,81 % et aux présidentielles de 33,7 à 47,7 % (voir tableaux I et II). Pourtant, ses problèmes organisationnels y furent considérables, la campagne électorale commençant tardivement, avec d'incessants changements d'itinéraires et beaucoup moins d'argent qu'en 1994. La Renamo n'avait pas renforcé son organisation locale, mais néanmoins sa faiblesse institutionnelle ne fut pas encore perçue par l'électorat et par nombre de cadres moyens – à l'exception d'un groupe d'anciens combattants – et supérieurs, pour lesquels les difficultés venaient toujours du sabotage du Frelimo qui cherchait à les « acheter ». Ce dernier n'avait pas encore beaucoup avancé dans sa politique de récupération des *régulos* (chefs traditionnels), même si quelques cas défrayèrent déjà la chronique<sup>31</sup>. Et surtout, la population utilisa la Renamo comme moyen de changement social, presque indépendamment de ce qu'était cette dernière. L'image de Dhlakama, l'ancien chef de guerre, avait décidément changé dans le pays : il était réellement devenu le « chef alternatif » possible.

Durant cette campagne de 1999, la Renamo garda le même discours « anticommuniste », ce qui pouvait paraître surréaliste dès 1994, mais encore bien plus en 1999 : car où étaient les « communistes » ? Le Frelimo n'était-il pas devenu le parti naturel des secteurs les plus modernes du capitalisme mozambicain ? Cependant, même après 1994, le discours « anticommuniste » garda une certaine efficacité à la base, car le Frelimo n'avait pas du tout profité de sa victoire lors des premières élections pluralistes pour « ouvrir socialement » le pouvoir – ce que fait plus assidûment l'actuel président Armando Guebuza depuis 2004.

### *Les salines du Padre*

Un exemple local illustrera mieux cette situation. Dans l'estuaire du rio Save, à la limite entre les provinces d'Inhambane et de Sofala, la mission catholique de la

---

170 ; C. Serra (ed.), *Eleitorado incapturável. Eleições municipais de 1998 em Manica, Chimioio, Beira, Dondo, Nampula e Angoche*, Maputo, Livraria Universtária, 1999.

<sup>31</sup> Les *régulos* sont les chefs « traditionnels » anciennement reconnus par les Portugais, dont une partie sont de vrais chefs légitimes. Légitimes ou reconnus, une bonne partie d'entre eux ont, à des degrés divers, soutenu la Renamo pendant la guerre civile. En ce qui concerne les tentatives précoces du Frelimo de récupérer les *régulos*, le cas le plus connu fut le *regulo* Luís, de Beira, qui semble avoir fait des va-et-vient entre les deux légitimités. D'autres cas se soldaient par l'existence de deux *regulos* rivaux, un pour chaque camp...

Consolata de Nova Mambone possédait depuis des dizaines d'années des salines, l'une des principales ressources de cette région pauvre, sous la direction du charismatique père italien Amadeu Marchiol. Or, elles voisinaient avec des salines de l'État (d'anciennes salines de colons portugais) dans lesquelles la situation des travailleurs était pire que dans celles de la mission, et qui ne profitaient guère à la communauté : la mission était donc ressentie comme une sorte de « sécurité sociale » pour les habitants quelle que soit leur religion (le congrégationalisme américain est fort dans la région), et ce rôle s'accroît évidemment pendant la guerre civile. Le Frelimo tenta à plusieurs reprises de nationaliser les salines missionnaires – « *Você não vê que o italiano anda a explorar*<sup>32</sup> ? » –, sans y parvenir néanmoins face à l'opposition populaire. Mais l'important à présent n'est pas là. Le directeur des salines d'État n'était autre que Salema, devenu un gros commerçant à la faveur de la libéralisation économique et lié à de grandes familles du pouvoir, dont la colonne de véhicules était mieux protégée que les garnisons et passait toujours, quelles que soient les attaques de la Renamo<sup>33</sup>. Or, quand les salines de l'État furent privatisées, l'acquéreur fut évidemment le même Salema qui avait voulu nationaliser les salines de la mission. Il s'agit, à l'échelle locale, de ce que Béatrice Hibou a appelé la « décharge » ou M.-A. Pitcher la *statist privatisation*<sup>34</sup>. Or, à l'échelle nationale, tout le monde sait pertinemment que les privatisations ont été faites au profit d'étroits cercles du pouvoir, sous prétexte de la nécessaire capacité financière et technique. Pour les gens, cela signifiait que « les communistes » restaient bel et bien au pouvoir et le discours « anticommuniste » gardait donc une efficacité politique, voire identitaire, même déclinante notamment auprès des secteurs les plus jeunes de l'électorat.

---

<sup>32</sup> « Ne voyez-vous pas que l'Italien fait de l'exploitation ? », in M. Cahen, *Les Bandits...*, op. cit., p. 263.

<sup>33</sup> Témoignage de Raúl Niquice junior, 23 septembre 1994, Maputo. Cité dans *Les Bandits...*, op. cit., pp. 25-30.

<sup>34</sup> B. Hibou, « De la privatisation des économies à la privatisation des États : une analyse de la formation continue de l'État », in B. Hibou (dir.), *La Privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999, pp. 11-67 ; M. A. Pitcher, *Transforming Mozambique. The Politics of Privatization, 1975-2000*, Cambridge (RU), Cambridge University Press, 2002 (« African Studies », 104).

Ces élections de 1999 ont provoqué une grande peur au sein du pouvoir<sup>35</sup>, qui scella certainement, bien qu'il fût élu, l'avenir politique de Joaquim Chissano<sup>36</sup>. Un assesseur technique du processus électoral pour une Coopération étrangère nota, au soir du second jour, un intense mouvement de voitures de dignitaires du Frelimo vers Nelspruit<sup>37</sup>. On ne saura sans doute jamais si la fraude ou la désorganisation volontaire du recensement furent suffisantes pour assurer la victoire du Frelimo et de son candidat présidentiel<sup>38</sup>, mais de larges secteurs de la population furent convaincus que la Renamo avait gagné.

### L'« incapacité démocratique » de la Renamo

Néanmoins cette dernière, contrairement à ce qui venait de se passer dans la grande île voisine de Madagascar, s'avéra incapable de mener une campagne durable d'orientation démocratique sur la revendication unique de recomptage des voix. De nombreux cadres de la Renamo proposèrent alors à A. Dhlakama cette orientation<sup>39</sup> : quitter la capitale (terrain défavorable pour lui à l'inverse de Tananarive pour le candidat malgache) et s'installer à Beira, le grand port au centre du pays, ou à Quelimane, non point pour « reprendre la guerre » – Dhlakama étant coutumier de ce genre de menaces jamais suivies d'effet –, mais pour y lancer une mobilisation massive et immédiate qui eût pu également faire osciller les ambassades occidentales qui savaient pertinemment qu'il y avait un doute au moins pour les présidentielles. La présidence de la Renamo ne fit pas ce choix et s'enlisa dans des négociations « semi-secrètes » – la Renamo disant qu'elles avaient cours et le Frelimo démentant – pour le

---

<sup>35</sup> Sur cet aspect des élections, voir notamment M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité... », art. cité, et L. de Brito, *Uma nota sobre voto, abstenção e fraude em Moçambique*, Maputo, IESE, 2008 (« Discussion Paper », 4), pp. 5-7.

<sup>36</sup> La Constitution de 1990 permettait au Président de se « représenter deux fois », ce qui signifiait qu'il pouvait se présenter trois fois... Bien qu'au pouvoir depuis la mort de Samora Machel en 1986, Joaquim Chissano ne s'était présenté à des élections pluralistes qu'en 1994 et 1999 et pouvait donc constitutionnellement se présenter encore en 2004. Mais le ballon d'essai qu'il tenta en ce sens se retourna contre lui. Il annonça qu'il n'avait pas l'intention de se représenter, « sauf si on le lui demandait » – ce que personne ne fit... Il semble notamment que les cadres moyens de l'appareil du parti et de nombreux cadres supérieurs furent dès lors à la recherche de leur « Mugabe », un leader prêt à gagner coûte que coûte, et accusaient *mezzo voce* Joaquim Chissano de mollesse.

<sup>37</sup> Entretien (identité non divulgable), Maputo, 12 septembre 2007.

<sup>38</sup> Voir M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité... », art. cité, pour une analyse de ce doute.

<sup>39</sup> Entretiens avec David Aloni, Matola, 11 septembre et 23 octobre 2006, 13 septembre 2007 ; entretien avec Rahil Khan, Ilha de Moçambique, 10 octobre 2006.

« partage des gouverneurs » (la Renamo étant censée recevoir les gouvernorats des provinces où elle était majoritaire, soit les plus riches du pays...), puis pour une simple participation aux conseils d'administration des entreprises privatisées. Face à une base survoltée qui avait besoin de résultats, cette orientation mena à l'impasse et permit des accusations de corruption contre le numéro 2 du parti chargé des négociations, Raúl Domingos<sup>40</sup>, et son expulsion finale du parti. Cela mena aussi, alors que Dhlakama n'avait aucun résultat concret à offrir à sa base, aux manifestations tardives de l'automne 2000, très violemment réprimées par le pouvoir sous le simple prétexte que l'autorisation n'en avait pas été demandée à temps. Le Frelimo montra là ce dont il était capable pour rester au pouvoir, mais force est de constater qu'il n'a pas souvent eu besoin par la suite de répéter ce type de répression pour affirmer son hégémonie<sup>41</sup>.

Les conséquences politiques de l'échec de 1999 et de la répression des manifestations de fin 2000 ont été considérables dans le « camp social » de la Renamo. Le sentiment s'est diffusé que, quoi qu'il arrive, le Frelimo resterait toujours au pouvoir et que le vote était donc un acte civique inutile.

### Les municipales de 2003

En 2003, pour la première fois, la Renamo participa aux élections municipales (bien que les conditions ne fussent pas meilleures qu'en 1998). Première conséquence, les quelques listes « indépendantes » de citoyens qui s'étaient formées en 1998 en profitant du vide produit par le boycott de l'opposition et pouvaient peut-être préfigurer l'émergence d'une troisième force, soit n'ont pas même reconduit leurs tentatives, soit ont eu des scores marginaux. La bipolarisation est redevenue quasi totale<sup>42</sup>. Mais, en dépit de quelques belles victoires, comme les villes de Nacala (le grand port du Nord, 57,00 %), Beira (la seconde du pays, 53,43 %), ou encore Ilha de



<sup>40</sup> Quoique n'ayant jamais été militaire, Raúl Domingos jouissait d'un grand prestige pour avoir été le chef de file de la délégation de la Renamo aux négociations de paix de Rome (1991-1992). C'était le n° 1 des dirigeants civils, hautement apprécié des ambassades occidentales.

<sup>41</sup> Sur le lien entre élections et conflictualité au Mozambique, voir L. de Brito, A. Francisco, J. C. Graziani Pereira et D. do Rosário, *Mozambique 2003 : an assessment of the potential for conflict*, Maputo, Population Studies Center of the Eduardo Mondlane University, mars 2003 ; L. de Brito, « The electoral system and conflict in Mozambique », *Journal of African Elections* (Johannesburg, EISA), II (2), octobre 2003.

<sup>42</sup> Les pourcentages donnés ci-après sont ceux du Conseil constitutionnel pour les élections des maires (*présidentes do Conselho municipal*) qui, dans la tradition juridique portugaise, sont distinctes de celles des conseils municipaux (*Assembleias municipais*). À une seule exception, les deux scrutins ont donné des résultats correspondants, tandis qu'à Marrameu le maire Renamo a été élu d'extrême justesse. Conselho Constitucional, *op. cit.*, pp. 157-167.



Moçambique (la ville mythique de la vieille créolité, 53,16 %) et Angoche (l'ancien sultanat swahili, 52,60 %), auxquelles on peut ajouter la victoire de justesse à Marromeu (50,01 %), ces élections ont été décevantes pour la Renamo<sup>43</sup>. De nombreuses *cidades* ou *vilas* qu'elle pouvait raisonnablement conquérir lui échappèrent, comme Mocimboa da Praia (gagnée par le Frelimo avec 51,07 %), Nampula (avec 57,09 %), Monapo (50,75 %), Quelimane (52,56 %)<sup>44</sup>. Certaines interventions arbitraires de la présidence de la Renamo dans le choix des candidats locaux ont semé trouble et division. On peut prendre l'exemple de Quelimane.

*Les filhos da terra ont-ils trahi ?*

L'exemple de la défaite à Quelimane est archétypique : dans cette capitale de la province de plus vieille colonisation (la Zambézie), ulcérée par son long déclin depuis la fin du colonialisme mercantile et le passage au capitalisme colonial – déclin non remis en cause par le Frelimo<sup>45</sup> –, la Renamo avait obtenu en 1994 sur tout le district<sup>46</sup>, malgré la vieille urbanité *a priori* plus favorable au Frelimo<sup>47</sup>, 51,09 % des suffrages validés aux législatives (contre 41,11 % au Frelimo) et 50,47 % aux présidentielles (contre 38,51 % au candidat du Frelimo)<sup>48</sup> ; en 1999, la Renamo y obtint encore 52,42 % aux législatives (contre 40,62 % au Frelimo) et 57,04 % aux présidentielles 1999 (contre 42,96 % au Frelimo). À l'échelle de toute la Zambézie en 1999, la Renamo obtint 50,72 % mais surtout Dhlakama recueillit 70,4 % des suffrages<sup>49</sup> ! Les contextes régional et du district de la capitale provinciale étaient donc respectivement excellent et bon pour les

---

<sup>43</sup> Sur les élections municipales de 2003 à Nacala, Ilha de Moçambique et Angoche, se reporter à D. do Rosário, *Les Mairies des Autres...*, *op. cit.*

<sup>44</sup> Il faut noter que les élections municipales sont en général plus défavorables que les élections nationales pour la Renamo. En effet, n'est considéré comme relevant de la municipalité que le cœur urbain de l'agglomération : les zones suburbaines ou rurales du district où est située la ville, qui voteraient volontiers pour la Renamo, sont exclues du vote et gérées directement par l'administration de l'État (*Governo do distrito*). Les cœurs urbains, où les milieux sociaux de plus haute éducation ont un rapport plus stabilisé à l'État moderne, votent plus volontiers pour le Frelimo, qui apparaît comme leur parti naturel. Ce n'est bien sûr qu'un facteur parmi d'autres, puisque d'autres villes, et non des moindres (comme Beira, la seconde du pays), votent majoritairement en faveur de la Renamo.

<sup>45</sup> Sur les effets politiques et culturels du sentiment de déclin à Quelimane, voir S. Chichava, *Le « Vieux Mozambique »...*, *op. cit.*, notamment les pages 461-499 qui portent sur le sens du vote zambézien en faveur de la Renamo.

<sup>46</sup> Pour les législatives et présidentielles, le vote se fait au niveau du district, alors que pour les municipales, il se fait uniquement sur l'aire urbaine.

<sup>47</sup> Voir note 44.

<sup>48</sup> Pourcentages selon les données de B. Mazula (ed.), *Moçambique. Dados estatísticos do processo eleitoral 1994*, *op. cit.*

<sup>49</sup> L'énorme différence entre les pourcentages législatifs et présidentiels attire la suspicion. La fraude aurait été plus forte aux législatives qu'aux présidentielles tenues simultanément (voir l'hypothèse exprimée à la note 96). Il faut aussi tenir compte du fait qu'il n'y avait que trois candidats présidentiels, évitant ainsi la plupart des causes du « vote par erreur », alors que huit partis se disputaient les suffrages des électeurs, les six partis extraparlamentaires obtenant près de 13 % des suffrages.

élections locales de 2003. Restaient à les transformer sur l'aire urbaine de la municipalité.

Pour gagner les élections municipales à Quelimane, il fallait forcément un candidat considéré « légitime » par l'élite créole historique de la ville, celle-là même que Samora Machel vitupéra à plusieurs reprises publiquement comme « non libérée », « coloniale », « bourgeoise » – comme si celle de Maputo ne l'était pas autant<sup>50</sup>... Cette vieille élite était défiante non seulement envers le Frelimo « sudiste », mais tout autant envers l'élite récente, issue de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, qui le portait et qui avait usurpé le centre de gravité du Mozambique historique, à savoir la Zambézie et sa capitale Quelimane. Identité ethnorégionale septentrionale<sup>51</sup>, trajectoire historique longue meurtrie par le passage du colonialisme mercantile au capitalisme colonial et des grandes compagnies étrangères au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, identité sociale d'un milieu urbain en déclin, tout cela pouvait assurer un fief solide à la Renamo dans la ville alors que tel était déjà le cas à ses abords immédiats et dans le reste de la Zambézie. Le Frelimo eut l'intelligence de nommer un prestigieux *filho da terra*, Pio Augusto Matos, comme son candidat à la présidence du conseil municipal. Ce n'était nullement la politique générale du Frelimo que de faire cela en 1998 – depuis la présidence de A. Guebuza (2004), ces choix se sont multipliés –, mais accepter le particularisme de Quelimane était le prix à payer pour l'emporter : « Pio Matos était la seule personne capable de l'emporter face à la Renamo » (quand le Frelimo désigna Pio Matos, il ne savait pas que la Renamo allait boycotter les élections)<sup>52</sup>. Pourtant, des rumeurs circulaient sur son appartenance à la Renamo<sup>53</sup>, sans doute nourries par le fait qu'il avait « toujours été très critique<sup>54</sup> » et avait grandi dans une ville à l'historicité bien distincte de celle du Frelimo. Né à Nicoadala<sup>55</sup>, métis d'un père portugais arrivé au Mozambique au début des années 1960 et agriculteur aisé, et d'une mère africaine, Pio Matos était devenu professeur, puis directeur régional des Sports. Bien qu'il soit

---

<sup>50</sup> Sur les discours de Samora Machel stigmatisant l'élite créole de Quelimane, mais aussi les Zambéziens en général, voir Sérgio Chichava, *Le « Vieux Mozambique »...*, *op. cit.*, notamment pp. 351-398

<sup>51</sup> ... à savoir un complexe de luso-créolité ancienne, d'ethnicité chuabo entourées d'ethnicités maganja et lómuè, toutes trois matrilineaires, avec présence musulmane minoritaire.

<sup>52</sup> Entretien téléphonique avec Nobre Canhangá (Maputo), 18 mars 2009.

<sup>53</sup> Le *Canal de Moçambique* (un site plutôt favorable à la Renamo) décrit encore Pio Matos, dans un texte du 28 avril 2006, comme un maire « anciennement militant de la Renamo passé au Frelimo avec un fort appui de quelques entrepreneurs locaux qui jouent sur les deux tableaux » (« 9<sup>e</sup> Congresso do partido Frelimo adiado por causa do Ramadão », <<http://comunidadeemocambicana.blogspot.com/2006/04/9-congresso-do-partido-frelimo-adiado.html>>).

<sup>54</sup> Entrevue téléphonique avec Pio Matos (à Quelimane), 14 mars 2009. Toutes les autres citations de P. Matos sont extraites de cette entrevue.

<sup>55</sup> Bourgade agricole à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Quelimane.

catholique, son adhésion au Frelimo date de 1978, en pleine période antireligieuse, « parce qu'il n'y avait pas d'autre option que d'être membre du Frelimo et que nous devions être dedans ». Cela ne l'empêche pas de reproduire le credo habituel de l'élite « non libérée » de Quelimane : il reconnaît qu'en Zambézie<sup>56</sup> (de fait, à Quelimane),

« la situation était différente de celle des autres provinces. Tous les Zambéziens [*i.e.* habitants de Quelimane] parlent portugais, ils ont été à l'école, à cause du métissage. Il n'y a pas eu ici beaucoup de lutte de libération, c'était une société multiraciale. Ce fut notre petite différence, la caractéristique des Machuabo<sup>57</sup> ».

Le père de Pio Matos avait aidé la population pendant les périodes de famine de la guerre civile, et, ce qui est peut-être encore plus important, il fut lui-même un fameux joueur de basket, puis le président du club Benfica de Quelimane, un club très populaire qui a gagné certains titres<sup>58</sup>. À la suite de problèmes de santé, il renonça aux responsabilités administratives puis devint commerçant, s'éloignant de la vie partisane... et accroissant de ce fait même sa notabilité dans les deux camps. Néanmoins, il accepta le défi de se présenter sous l'étiquette du Frelimo en 1998, avant même de savoir que la Renamo boycotterait. Mais, une fois installé à la mairie, bon connaisseur de son milieu, il se représenta en 2003, cette fois-ci contre un candidat de la Renamo, Leopoldo A. Ernesto.

Leopoldo A. Ernesto n'était pas le candidat initial de la Renamo. Le choix avait d'abord désigné José de Rosário, une « figure proéminente » de la ville, un ancien directeur de lycée ayant fait tout son possible pour faciliter l'accès de la jeunesse à la scolarité. Leopoldo Ernesto ne voulait pas lui-même être candidat, car il était député et aurait dû démissionner en cas de succès. Mais, six mois avant les élections, José do Rosário mourut de pneumonie. Afonso Dhlakama imposa alors Leopoldo Ernesto, « mais il n'était pas personnellement motivé » et jouissait dans la ville d'une aura moindre que celle de José do Rosário<sup>59</sup>. Il y était cependant respecté, en tant que

---

<sup>56</sup> Sur le rapport conflictuel du Frelimo et de la Zambézie, outre la thèse de S. Chichava, *op. cit.*, se reporter aussi, pour un point de vue en partie différent, à celle de Carlos Serra, *De la gestion des corps à la gestion des mentalités en Zambézia, Mozambique (1890-1983). Rapport de domination, conformisme et déviances politiques*, thèse de sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1995.

<sup>57</sup> Groupe ethnique majoritaire à Quelimane.

<sup>58</sup> Il n'y a guère eu de décolonisation dans les appellations des clubs sportifs du Mozambique, nombreux étant ceux qui ont gardé leurs désignations portugaises. L'autre club de Quelimane est ainsi le... Sporting, à l'image des deux clubs lisboètes. Merci à Sérgio Chichava (courriel du 5 mars 2009) qui a aidé à établir le contact avec Pio Matos.

<sup>59</sup> Entretien téléphonique avec Nobre Canhanga (Maputo), 18 mars 2009.

directeur d'école, catholique et noir (de « racines pures », dit de lui Pio Matos). La campagne fut d'ailleurs serrée, la Renamo étant forte de sa majorité dans le district de Quelimane et Leopoldo Ernesto étant également lié à plusieurs grandes familles commerçantes faiseuses d'opinion. Mais, outre sa motivation personnelle incertaine, *il partait en retard d'un scrutin*, puisque Pio Matos venait de faire la preuve que, pour que la vieille créolité quélimanaise puisse gérer elle-même sa ville, l'outil Renamo n'était pas forcément nécessaire : le Frelimo n'avait pas envoyé un dirigeant issu du Sud, ou un politicien très identifié au parti mais moins à la ville (comme Bonifácio Gruveta, qui fut gouverneur de la Zambézie les premières années de l'indépendance), il avait nommé Pio Matos. Ce dernier l'emporta avec 52,56 % des suffrages valides contre 44,65 % à Leopoldo Ernesto, mais avec un taux d'abstention considérable (73,80 % des inscrits)<sup>60</sup>. On voit en tout cas que l'erreur de 1998 (boycott du premier scrutin municipal) fut irrécupérable pour la Renamo. Et elle ne parvint pas non plus à la dépasser en 2008 (voir *infra*).

Malgré l'apparent attachement « politique » de Quelimane à la Renamo, il apparut alors que l'affiliation partisane n'était pas le critère déterminant pour les vieilles familles zambéziennes de la ville. L'important était l'outil, quelle qu'en soit l'étiquette :

« Pio Matos est un enfant du pays. Nous avons voté pour lui parce qu'il vient d'une famille très connue ici. Nous n'avons pas voté pour le Frelimo. Si le Frelimo avait présenté un autre candidat que Pio Matos, il aurait perdu les élections<sup>61</sup>. »

Dans une situation où les électors respectifs des partis sont encore récents et où les différences programmatiques sont tout sauf évidentes, l'instrumentalité du vote en faveur de tel ou tel parti est forte. La Renamo avait été – et resta, à l'échelle de la Zambézie – instrumentalisée par la population pour exprimer la crise de son rapport à

---

<sup>60</sup> Conselho Constitucional, *op. cit.*, p. 100. Si ce taux est effectivement considérable, il n'a pas dénoté des autres municipalités où eurent lieu les élections. Dans la grande majorité des cas, le taux d'abstention a tourné autour de 70 ou 80 % (le taux le plus faible fut 56,41 % à Mocimboa da Praia et le plus fort à Nampula avec 85,64 %). C'est une preuve *a contrario* que l'appel au boycott des élections de 1998 par la Renamo n'avait pas été le facteur principal d'abstentionnisme, qui doit être recherché dans le sentiment que ces élections ne sont guère utiles, sentiment à son tour à mettre en rapport avec la structure étatique fortement centralisée et l'existence d'un parti d'État hégémonique et néopatrimonial sans lequel les municipalités ne peuvent guère vivre : il n'y a donc en général guère d'enjeu (ainsi à Maputo, 78 % d'abstention, à Nampula 85,64 %, etc.). La perception d'un véritable enjeu local a toujours fait un peu baisser ces taux d'abstentionnisme, comme à Mocimboa où de violents incidents éclatèrent par la suite, ou en 2008 à Beira (voir *infra*).

<sup>61</sup> Caldino Dalmas, entretien avec S. Chichava, Quelimane, 25 novembre 2005, in S. Chichava, *Le « Vieux Mozambique »...*, *op. cit.*, p. 493.

l'État mozambicain, mais cet exemple montre qu'une absence d'attention de la direction de la Renamo à la sociologie de son propre électorat pouvait mener au désastre. Or, ces exemples d'inattention, voire d'interventions intempestives se reproduisirent à de nombreuses reprises, notamment à l'approche des élections générales de 2004, que ce soit au niveau des directions locales, municipales ou régionales, menant parfois à la démobilisation complète de pans entiers du parti. La province de Tete peut être considérée comme un laboratoire de catastrophe.

#### *Les remords de Sebastião et la colère de Francisco*

Province d'anciennes mais inégales « zones libérées » du Frelimo pendant la guerre anticoloniale, ayant abrité aussi un groupe armé dissident, la province de Tete devint tôt une zone d'implantation de la Renamo, qui y obtint des majorités relatives aux législatives et présidentielles de 1994 et absolue aux présidentielles de 1999. C'est cependant une zone de grande hétérogénéité identitaire<sup>62</sup>, dans laquelle les dirigeants politiques provinciaux doivent être soigneusement choisis. On note un fort contraste entre la ville de Tete, ancien relais portugais sur le Zambèze et îlot de « modernité » métissée, et le pays de montagnes et de plateaux qui l'entoure. Les résultats municipaux de 2003 ne furent pas bons du tout pour la Renamo ni dans la ville de Tete (25,33 % des suffrages validés) ni dans le bourg voisin de Moatize, ancien centre charbonnier (25,58 %) – les deux seuls centres urbains concernés par les élections municipales dans la province<sup>63</sup>. Il est fort possible que la présidence de la Renamo ait voulu sanctionner la direction locale pour ces résultats, mais elle le fit à sa manière, sans qu'aucune réflexion sur l'échec ne fût menée localement, ce qui était bien dangereux à l'approche de la campagne pour les élections générales de 2004.

Le principal notable de la Renamo pour la région était David Aloni, ancien député de Zambézie (1994-1999) puis tête de liste pour la région de Tete et député de cette province (1999-2004), chef de cabinet de A. Dhlakama marginalisé à partir de 2001 par ce dernier<sup>64</sup>. Il était aussi et surtout membre de la famille royale ngunie, dont une

---

<sup>62</sup> La province de Tete est un « bec territorial » mozambicain enfoncé entre les colonies de l'ancienne fédération des Rhodésies et Nyassaland, exprimant l'implantation portugaise ancienne le long du fleuve Zambèze mais très typique d'un découpage colonial sans aucun respect pour les peuples présents.

<sup>63</sup> Conselho Constitucional, « Deliberação n° 5/CC/2005 de 19 de Janeiro. Valida e proclama os resultados das eleições gerais, presidenciais e legislativas, de 1 e 2 de Dezembro de 2004 », *Boletim da República*, 19 janvier 2005, I série, 3/Supplément, p. 101.

<sup>64</sup> Placé « en rééducation » pendant la période du parti unique, David Aloni ne rejoignit formellement la Renamo qu'après les élections de 1994. Il n'a donc jamais été guérillero ni n'a été un « civil du temps de la guerre ». Voir M. Cahen, *Les Bandits...*, op. cit., pp. 53-59. En 2001, excédé du non-fonctionnement du

branche s'était établie, à la suite du Mfecane, sur le plateau d'Angónia, à la frontière des actuels Zambie et Malawi, et avait conclu un accord avec le grand roi Undi descendant des Maraves. Si la langue ngunie s'est perdue en Angónia, l'identité et la cohésion y restent fortes, ce qui était un atout à l'échelle de la province pour la Renamo, à condition de savoir l'associer aux autres communautés<sup>65</sup>. Or justement, le délégué provincial jusqu'en 2003, Celestino Bento, présentait un tout autre profil : ancien étudiant en médecine, excellent orateur, d'ethnicité nyungué, il était proche des vieilles créolités de la ville de Tete. L'un comme l'autre étaient députés depuis 1994 et étaient typiques de l'émergence d'une Renamo civile, éduquée, capable d'analyse critique. Il est probable qu'existaient envers eux des jalousies diverses qui, dans un parti très vertical, signifiaient que des interventions et rumeurs étaient véhiculées jusqu'à Maputo. Un témoignage au moins – mais non des moindres, celui du chef de programme de la Fondation Konrad Adenauer qui tentait d'améliorer l'organisation de la Renamo – donne comme raison un heurt direct entre C. Bento et Dhlakama :

« À Tete, C. Bento travaillait très bien. Il avait organisé une rencontre [entre Dhlakama et la population] à Cahora Bassa, à Songo. La population était là, et aussi le directeur de l'HCB<sup>66</sup>, qui pourrait être utile. [A. Dhlakama] n'est pas venu, a dit qu'il avait autre chose [à faire]. Finalement, il est arrivé très en retard, est resté très peu de temps. Aussi les relations entre Bento et Dhlakama se sont détériorées et le Président a voulu l'écarter. À chaque fois qu'un responsable travaille dur et de manière un peu indépendante, Dhlakama se fâche avec lui et l'écarte<sup>67</sup>. »

---

« *gabinete presidencial* », il transmet à A. Dhlakama un rapport très technique listant tous les dysfonctionnements. Dès lors, sans être officiellement démis, il n'est plus jamais consulté. Néanmoins, après le désastre de 2004, il sera désigné pour être représentant de la Renamo au Conseil d'État (un organisme que le président de la République ne réunit quasiment jamais) et « ministre » du Commerce et de l'Industrie du *Governo sombra* (gouvernement fantôme). David Aloni, entrevue à Matola, 11 septembre 2006. Voir aussi, sur la marginalisation de D. Aloni et d'autres cadres, le texte de Benjamim Pequeno, *A Renamo por dentro*, publié sur le blog de Machado da Graça, <<http://ideiasdebate.blogspot.com/>>.

<sup>65</sup> À la suite du Mfecane, les devenir ngunis au Mozambique ont été très différenciés. Si l'État nguni de Gaza fut militairement vaincu par les Portugais en 1895, et si l'élite politique du Frelimo provint majoritairement de l'ethnicité changane (historiquement liée aux Ngunis), en revanche les guerriers ngunis du Nord (Angonia et Cabo Delgado) furent des alliés précieux des Portugais lors de la conquête effective des territoires. Le Frelimo ne devait jamais réussir à s'y implanter réellement.

<sup>66</sup> Hidroelectricidade de Cahora Bassa, le consortium qui gère le barrage.

<sup>67</sup> Entrevue avec Sultan Mussa, Maputo, 22 octobre 2006.

La direction centrale de la Renamo suggéra alors le changement de délégué provincial, mais elle se heurta à une forte opposition locale. Il fallut envoyer un cadre de la *Segurança* muni de l'« ordre de l'écartier<sup>68</sup> » : ce dernier reconnut devant moi que

« ce ne fut pas facile parce que Bento était bien accepté par la population et au sein du parti. Mais il y avait des plaintes contre lui, notamment sexuelles<sup>69</sup>, et nous avons eu besoin des Anciens Combattants de Samoa-Moatize<sup>70</sup> [pour le chasser]. J'ai déjà demandé pardon à M. Bento de l'avoir éloigné ainsi<sup>71</sup> ».

De fait, selon un autre témoignage, cette « confusion<sup>72</sup> » ne fut pas suffisante pour que la base décide d'« elle-même » le changement de *delegado*. C'est alors que fut envoyé de Maputo João Alexandre, de la Commission politique nationale, avec un document signé du président exonérant C. Bento et nommant un intérimaire originaire de Tete, José Xavier Kaluemba, et quelques mois après un titulaire, Jaime Kenhi, venu d'une autre province :

« Il est ici mais ne réussit rien du tout, au contraire, il démolit. Les gens veulent Bento. Bento a étudié, il a une vision [de ce qu'il faut faire], il n'a rien fait de mal, c'est seulement de la jalousie face à ses connaissances. Les rumeurs sur des affaires sexuelles, c'est un mensonge pour l'écartier [...]. Ils nous enlèvent les personnes

---

<sup>68</sup> La *Segurança* (Sécurité, appelée aussi *Serviço secreto*) de la Renamo est un service de police interne et clandestine, sans aucune existence statutaire, venu tout droit de l'époque de la guerre civile (créé en 1984 et alors dirigé par le général M. Ngonhamo) et qui dépend directement du président du parti.

<sup>69</sup> Dans d'autres contextes, on accepterait ce genre de « plainte », mais la pratique semble ici tellement courante, y compris aux plus hauts niveaux du parti, qu'une plainte pour mauvais comportement sexuel n'aboutit que si elle couvre un autre problème.

<sup>70</sup> Il s'est produit avec la Renamo un peu la même chose qu'avec le Frelimo : à la fin de la guerre, certains guérilleros, dont la seule socialisation avait été la guerre, ne voulurent pas rentrer chez eux et demeurèrent dans les campements devenus villages. La Renamo a ainsi, elle aussi, quelques « villages d'anciens combattants », comparables aux dizaines, voire centaines de « villages d'anciens combattants » du Frelimo.

<sup>71</sup> Entrevue avec Janota Luís (alias Sebastião Moçulando Chapepa dans l'exil puis la Renamo), Chimoio, 28 septembre 2006. Ce cadre de la *Segurança* a confirmé devant moi les dires de David Aloni, acceptant de parler car, depuis, il était entré en conflit avec le président de la Renamo. Il est parfaitement possible que parfois, dans ce genre d'affaires, ce ne soit pas la présidence qui ait manipulé la base, mais des clans locaux du parti qui aient réussi à manipuler la présidence, y compris via des agents locaux de la *Segurança*. Sa responsabilité dans la gestion de ce type de conflit n'en reste pas moins entière. Dans le cas de Tete, il est fort possible qu'une rivalité « ethno-sociale » ait opposé le couple nguni-nyungué éduqué et urbain que constituaient D. Aloni et C. Bento à la majorité nyungué de bas niveau social ou rurale des dirigeants locaux – ce qui pourrait aussi techniquement expliquer l'envoi politiquement désastreux de ladite brigade formée de gens uniquement extérieurs.

<sup>72</sup> En portugais, le mot *confusão* a un sens très large : ici, intimidation, désordre, claque hostile pendant les réunions, etc.

capables pour mettre des fantoches, c'est pour ça que de nombreux [militants] disent que les dirigeants nationaux ont été achetés<sup>73</sup>. »

La direction nationale envoya une brigade de sa confiance pour assumer la campagne électorale de 2004, mais formée exclusivement de personnes extérieures à la province et ne parlant pas les langues locales. De fait, la préparation fut « *pessima*<sup>74</sup> » aussi bien au niveau de la surveillance du recensement, de la formation des délégués de liste et des scrutateurs, que de la campagne elle-même :

« Nous n'avons eu aucun scrutateur à Zumbo, Maravia, Chifunde, Macanga, Chiuta, Tsangamo, Magóe, Changarra. À Moatize, Angónia [...] et Tete, nous en avons eu [...]. Le Frelimo n'a même pas eu à éloigner nos scrutateurs, c'est la Renamo qui ne les a pas envoyés, elle est désarticulée. Ils ont viré toute la direction de Bento, et maintenant on a Kaluemba qui ne fait rien<sup>75</sup>. »

Ossufo Momade, secrétaire général du parti, donne un autre son de cloche :

« À Tete, [...] la défaite n'a pas été à cause d'un mécontentement interne. Ce fut à cause d'une grande *confusão* organisée par le Frelimo. Nos scrutateurs étaient [bien] à leurs tables mais chassés par la police parce que leur *credencial* [accréditation] faite par le STAE étaient volontairement mal faites. Par exemple à Zumbo, dans ce cas, nous n'avons eu aucun scrutateur, même chose à Chilongué et Magóe. Là, l'erreur a été de notre fait. Mais dans d'autres cas, ce fut à cause de la *credencial* mal faite, et le dirigeant local du STAE refusait alors et appelait la police<sup>76</sup>. »

### *Beira, la victoire indésirable*

Inversement, les quelques belles victoires ont été davantage dues à une mobilisation locale forte qu'à une orientation nationale. L'exemple le plus frappant est celui de la ville de Beira, seconde ville de pays et paradoxalement d'histoire urbaine

---

<sup>73</sup> Entrevues avec Francisco Jorge Almeida Samaria, Tete, 29 et 30 septembre 2006. Il ne m'a pas été possible d'interviewer C. Bento qui, au moment de ma présence à Tete, était à Mutarara avec A. Dhlakama. De graves incidents y avaient éclaté en 2005, et de nombreux militants étaient toujours emprisonnés.

<sup>74</sup> « Désastreuse », selon David Aloni, entrevue à Matola, 11 septembre 2006.

<sup>75</sup> Entrevue avec Francisco Jorge Almeida Samaria, Tete, 30 septembre 2006.

<sup>76</sup> Entrevue avec Ossufo Momade Ossufo, Maputo, 3 octobre 2006.



assez semblable à celle de la capitale coloniale, Lourenço Marques (aujourd'hui Maputo<sup>77</sup>), mais dans un environnement ethnico-régional totalement différent. Beira a toujours été considérée par le Frelimo comme la « ville réactionnaire », stigmaté fondé sur son hostilité à ce parti et à Maputo. Cela occulte par ailleurs une longue tradition de résistance dans la région du Sofala (dont Beira est la capitale), où une maturation politique précoce avait émergé dans le sillage du congrégationalisme américain et d'autres Églises protestantes, et dans laquelle eurent lieu les premières grandes luttes anticoloniales<sup>78</sup>. La région de Sofala a été l'un des principaux bastions de la Renamo pendant la guerre, en raison notamment de l'appartenance ethnique ndau d'une partie de sa direction, mais une telle lecture, si elle devait être exclusive, serait bien insuffisante. Dès l'époque portugaise, cette province (« Manica e Sofala ») ne s'est jamais sentie partie prenante d'un ensemble dirigé depuis Lourenço Marques<sup>79</sup>, son hinterland britannique n'était pas l'Afrique du Sud mais la Rhodésie, l'évêché catholique était notoirement opposant à Salazar, etc. À l'indépendance, la grande méfiance du Frelimo, ne disposant pas de dirigeants historiques issus de cette ville, accrut la défiance. Pendant la guerre civile, la Renamo n'avait aucune difficulté à entrer dans la ville. L'arrivée de A. Dhlakama pour la campagne électorale de 1994 fut une apothéose<sup>80</sup>, et la Renamo s'y organisa très efficacement sous l'autorité de Manuel Pereira, un ancien membre des services secrets du Frelimo tôt passé à la rébellion. En 1998, le boycott fit grincer des dents, mais il n'y eut pas de scission locale. Le succès de 2003 fut facilité par le fait que le candidat au poste de maire, Daviz Mbepo Simango – qui avait longtemps fait figure de simple sympathisant de la Renamo<sup>81</sup> –, était membre d'une famille de grand prestige. Outre que le clan Simango est l'un des plus nobles de la région (bien plus que le clan Dhlakama...), son grand-père, Uria Timóteo Simango, pasteur congrégationaliste, avait été réprimé lors des manifestations de 1953-1954

---

<sup>77</sup> ... c'est-à-dire des villes créées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle *ex nihilo* (Beira) ou à partir d'infimes villages (Lourenço Marques), et donc entièrement façonnées par les caractéristiques du capitalisme colonial contemporain, sans la marque du premier âge colonial comme à Quelimane, Angoche, Ilha de Moçambique, etc., et sans urbanité africaine préexistante (Ilha de Moçambique, ancien sultanat Mussa al Bique).

<sup>78</sup> Voir notamment M. Cahen, « L'anticolonialisme identitaire : conscience ethnique et mobilisation anti-portugaise au Mozambique (1930-1965) », in C. Dubois, M. Michel et P. Soumille (dir.), *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 319-333.

<sup>79</sup> Même les Blancs de Beira étaient « autonomistes » relativement à leurs concitoyens de Lourenço Marques. En 1958, ils donnèrent la majorité absolue au candidat de l'opposition, le général Humberto Delgado.

<sup>80</sup> M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.*, pp. 169-186.

<sup>81</sup> Il s'agissait là d'une politique intelligente d'ouverture. D. M. Simango était également proche d'un petit parti animé par son propre frère Lútero Simango, le PCN (Parti de la convention nationale), qui avait repris le sigle du tout premier groupement créé par U. Simango en Rhodésie, avant même l'Udenamo (sur l'Udenamo, voir *infra*). Néanmoins, D. M. Simango rejoignit peu de temps après la Renamo et le PCN adhéra à l'*União eleitoral*, une coalition de petits partis avec la Renamo.

organisées par le *Núcleo Negrófilo de Manica e Sofala*<sup>82</sup> contre les mauvais traitements infligés par l'administration portugaise locale et les détournements des secours envoyés par le gouvernement central à la suite du cyclone de 1948 ; son père Úria Simango, également pasteur<sup>83</sup>, était cofondateur de l'Udenamo (Union démocratique nationale du Mozambique) en Rhodésie du Sud, l'une des formations ayant contribué à la création du Frelimo en juin 1962 à Dar es-Salaam, puis en était devenu vice-président avant de passer à la dissidence après l'assassinat du premier président du Front, Eduardo Mondlane, en février 1969, et de finir, exécuté sans procès, dans un camp de rééducation de la République populaire du Mozambique<sup>84</sup>.

Daviz Mbepo Simango remporta le poste de maire avec 53,43 % des suffrages valides (contre 42,23 % au candidat du Frelimo, le reste allant à deux petits candidats), et la Renamo réunit 54,54 % des suffrages à l'assemblée municipale (41,25 % au Frelimo), mais avec des taux d'abstention de 73,27 et 72,49 % des inscrits, ce qui dénote une incrédulité quant à la possibilité même d'influer sur le cours des choses<sup>85</sup>. L'implantation du nouveau maire se renforça pourtant au cours des années, car, avec les ressources propres de la municipalité (notamment les taxes de marché, etc.), certes faibles mais infiniment plus grandes que dans les autres petites villes conquises par la Renamo et presque entièrement dépendantes des subsides de l'État, il réussit à libérer la ville de ses ordures et à réaliser d'autres améliorations. Il est unanimement considéré comme un « bon maire ». Mais de ces succès mêmes devaient naître les tensions croissantes avec A. Dhlakama<sup>86</sup>.

---

<sup>82</sup> « Noyau Négrophile du Manica e Sofala », une organisation nationaliste ndau qui fut légale de 1934 à 1953 et définitivement interdite en 1956, mais dont le souvenir reste vif dans toute la région et a tôt nourri l'adhésion à la Renamo, ressentie comme continuation du *Núcleo* (sur cette histoire, voir M. Cahen, « L'anticolonialisme identitaire... », art. cité.).

<sup>83</sup> ... de l'Église uni du Christ au Manica e Sofala. Cette Église était un chapeau légal commun de divers protestantismes dans la région – notamment le congrégationalisme américain –, mis en place en raison du harcèlement de l'administration portugaise. Officiellement, ce chapeau était contrôlé par la « Mission suisse » (Église presbytérienne), la seule légale, qui maintenait ainsi un missionnaire (mais pas d'église propre) à Beira.

<sup>84</sup> Probablement brûlé vif avec d'autres « contre-révolutionnaires ». Un débat véhément a eu lieu à Maputo et Beira en juin-août 2004 sur la biographie politique d'Úria Simango, à la suite de la publication de l'ouvrage contestataire de L. B. Ncomo, *Úria Simango. Um homem, uma causa*, Maputo, Edições Novafrica, 2003 [parution : juillet 2004]. Cela a montré qu'il y a une grande soif de réappropriation de leur histoire par les Mozambicains, indépendamment de l'histoire officielle bien construite par le Frelimo.

<sup>85</sup> L'Ipade (Institut pour le développement), qui avait été formé par Raúl Domingos fin 2000 après son exclusion de la Renamo, obtint environ 3 % des voix dont on peut penser qu'ils seraient allés à la Renamo.

<sup>86</sup> Sur les élections municipales de 2003, voir L. de Brito, E. Macuacua, F. Kulipossa et N. Ernesto, *Partidos, cidadãos, eleições locais em Moçambique, 2003*, Maputo, Imprensa Universitaria, 2005.

Après la grande peur de 1999, le Frelimo ne laissa rien au hasard pour la campagne électorale présidentielle et législative de 2004. Armando Guebuza avait été désigné comme candidat et secrétaire général du parti, et il organisa méthodiquement le quadrillage du pays. Le Frelimo commença la campagne très tôt, bien avant la date officielle de début, et mobilisa y compris des cadres marginalisés depuis longtemps, envoyés dans les provinces pour y refonder la base sociale du parti.

Si le slogan central de la campagne fut « Frelimo, la force du changement<sup>87</sup> », A. Guebuza sut mobiliser son parti en usant d'un mélange étonnant entre des accents « machélistes<sup>88</sup> » et un déni de la mémoire révolutionnaire<sup>89</sup>. Il utilisa à fond le fait que, bien que ses parents soient originaires de Catembe (localité proche de Maputo et d'ethnicité majoritairement ronga), il était né à Murrupula, dans la province septentrionale de Nampula, et y était resté jusqu'à l'âge de... cinq ans, ses parents partant alors pour Maputo et lui-même ne parlant donc nullement l'emacua. Il fut néanmoins présenté comme le « candidat du Nord », et il accorda une attention soutenue à la promotion d'un plus grand nombre de cadres originaires de ces régions. Il ouvrit ainsi la campagne à Nampula et, à Murrupula, sur son lieu de naissance, participa à une cérémonie d'invocation aux esprits – geste impensable quelques années plus tôt pour un dirigeant du parti « anti-obscurantiste ».

L'un des axes centraux de la campagne fut la lutte contre la pauvreté, dont la Renamo était naturellement accusée en raison de la guerre – un thème qui correspondait bien aux demandes de la Banque mondiale et permettait aussi d'aller au-

---

<sup>87</sup> En 1999, le slogan central avait été « *Juntos para o futuro melhor* » (« Ensemble pour un futur meilleur »), qui pouvait sembler relativiser le rôle du parti au profit d'une union nationale. En 2004, le doute n'est plus permis : le parti *est* l'union nationale.

<sup>88</sup> ... du nom du premier président de la République, Samora Machel, de la période « marxiste-léniniste » : des mots d'ordre tels que « La lutte continue ! », « La victoire ou la mort ! » et d'autres expressions « révolutionnaires » furent utilisés, qui laissent songeur quand on sait que A. Guebuza est l'un des hommes les plus riches du pays, sans doute pas seulement en raison de son succès officiel dans l'« élevage des canards ».

<sup>89</sup> Sur l'oubli volontaire du passé révolutionnaire après 1990 et croissant après 1999, M. A. Pitcher, « Forgetting from above and memory from below : strategies of legitimation and struggle in postsocialist Mozambique », *Africa* (Édimbourg), LXXVI (1), 2006, pp. 88-112 ; A. Dinerman, « Independence redux in postsocialist Mozambique », *Revista Relações Internacionais* (Lisbonne, Instituto português de relações internacionais), 15, septembre 2007 ; A. Isaacman et C. Sneddon, *Portuguese Colonial Intervention, Regional Conflict and Post-colonial Amnesia: Cahora Bassa Dam, Mozambique, 1965-2002*, communication à la « Conférence on lusophone Africa : intersection between the social sciences », Cornell Institute for African Development, mai 2003. À noter que ce tournant du discours ne signifie pas nécessairement du tout un changement dans la culture politique du Frelimo, qui s'imagine toujours comme le seul vecteur de la nation et, logiquement, veut la totalité du pays.

devant de reproches sur le grand décalage entre la capitale et le reste du pays, en particulier les provinces du Centre et du Nord. La « nationalisation de la pauvreté<sup>90</sup> » fut ainsi une réponse habile pour attirer, dans une optique d'union nationale sur des projets concrets, des hésitants fatigués d'une opposition sans résultats palpables<sup>91</sup>. Naturellement, les moyens de l'État furent mis à la disposition du parti au pouvoir, notamment pour un patient grignotage des chefs traditionnels favorables à la Renamo, avec un succès non négligeable.

En comparaison, la campagne de la Renamo commença très tardivement (pendant la seule période de la campagne « officielle »), fut faible, incohérente dans son organisation (changements incessants de programme, retards considérables dans les meetings, etc.), sans aucun renouvellement du discours « anticommuniste », avec poursuite des interventions incessantes de la direction centrale dans les choix des directions provinciales et du choix des candidats à la députation. Cette dernière question fut très sensible : les élections internes permettaient de définir l'ordre de la liste des candidats (les élections sont à la proportionnelle par province), mais ces listes étaient ensuite envoyées à Maputo pour accord et revinrent bien des fois méconnaissables, avec en tête des personnalités qui avaient été placées dernières par le vote des militants mais qui étaient des proches du Président<sup>92</sup>. Comme le dit Ossufo Momade, secrétaire général, « la liste est faite en conférence provinciale, mais ensuite elle est passée au peigne fin et la tête de liste doit être de la confiance du Président<sup>93</sup> ». À Tete fut mis en tête de liste Samuel Brito Simango, un homme de confiance du Président, de surcroît ndau comme lui et non originaire de la province.

Ces changements furent la cause de nombreuses rancœurs, divisions locales, et d'un regain de rumeurs des uns contre les autres, les non-élus considérant forcément que les élus l'avaient été uniquement parce qu'ils avaient réussi un meilleur accès au Président. Les ambitions sont d'autant plus aiguës qu'un député gagne 21 millions

---

<sup>90</sup> S. Chichava, « *Por quê Moçambique é pobre ?* » *Uma análise do discurso de Armando Guebuza sobre a pobreza*, Maputo, 22-23 avril 2009, multigr

<sup>91</sup> Sur l'utilisation du thème de la pauvreté dans les discours politiques de A. Guebuza, candidat et surtout Président, se reporter à l'étude de S. Chichava, « *Por quê Moçambique é pobre ?* » *Uma análise do discurso de Armando Guebuza sobre a pobreza*, Maputo, Instituto de estudos sociais e económicos, Grupo de investigação « Cidadania e Governação », janvier 2009, <<http://iese2007.edublogs.org/2009/01/27/%e280%9cpor-que-mocamique-e-pobre>>. Pour une analyse de ces élections sous l'angle de l'économie politique, voir M. A. Pitcher, « Les élections générales de 2004 au Mozambique. Choix, conséquences et perspectives », *Politique africaine*, 88, juin 2005, pp. 149-163.

<sup>92</sup> Entretiens avec David Aloni, Matola, 11 septembre et 23 octobre 2006, 13 septembre 2007 ; entrevue avec Francisco Sanamaria, Tete, 30 septembre 2006 ; entrevue avec Linette Olofsson, Maputo, 12 septembre 2006 et 17 septembre 2007.

<sup>93</sup> Entrevue avec Ossufo Momade, Maputo, 3 octobre 2006.

de *meticais* (environ 700 euros) payés par l'État, pendant que le délégué provincial, sustenté par la Renamo elle-même, n'en gagne qu'un million (environ 33 euros). Indépendamment même des élections internes, des candidats recalés entrèrent en dissidence car ils n'avaient pas trouvé une place éligible malgré les « promesses » qu'ils avaient cru obtenir du Président<sup>94</sup>, etc. Rien que de très classique : mais, dans un parti très hiérarchisé où tout le monde sait bien que la décision finale revient au Président, le mécontentement rejaillit automatiquement sur ce dernier – et donc sur le parti qu'il personnifie –, démobilisant d'autant les énergies nécessaires à une campagne difficile.

Même si des points forts d'implantation rénamiste ont subsisté, les résultats se sont révélés globalement catastrophiques pour la Renamo. Le Frelimo rafla ainsi 62,03 % et 63,74 % des suffrages reconnus valides respectivement pour les législatives et la présidentielle, la coalition Renamo-Union électorale n'en recueillant que 29,73 % et 31,74 %. Une chose au moins fut confirmée, l'inexistence de toute base sociale pour une « troisième force » : Raúl Domingos, l'ancien exclu de la Renamo qui avait fondé son propre parti, le PDD (Parti démocratique et du développement), et avait mené une campagne active, cohérente et semble-t-il bien financée, attirant l'attention des ambassades occidentales, n'obtint que 2,73 % des voix. Deux autres candidats recueillirent moins de 1 % et aucun autre parti ne franchit le seuil de 5 % permettant d'accéder au Parlement<sup>95</sup>. On peut mesurer le désastre en suivant l'évolution relative des scores des présidentiels et législatifs du Frelimo et de la Renamo en 1999 et 2004 sur les tableaux I et II :

---

<sup>94</sup> Entrevue avec Sebastião Moçulando Chapepa, Chimoio, 28 septembre 2006.

<sup>95</sup> Agência de Informação de Moçambique, « Eleições gerais 2004: resultados finais », <<http://www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>>.

Tableau I  
 SCORES COMPARES DE LA RENAMO ET DU FRELIMO  
 aux élections présidentielles de 1994, 1999 et 2004  
 (en pourcentages des suffrages exprimés validés)

Provinces du nord au sud	<i>Frelimo</i>			<i>Renamo</i>		
	1994* Chissano	1999 Chissano	2004 Guebuza	1994* Dhlakama	1999 Dhlakama	2004 Dhlakama
Niassa	57,1	43,0	67,3	27,3	57,0	28,3
Cabo Delgado	68,1	66,0	77,6	18,7	34,0	18,0
Nampula	37,6	43,0	49,8	43,1	57,0	44,0
Zambézie	38,6	28,2	37,5	47,6	71,8	56,8
Tete	40,7	40,2	74,2	42,3	59,8	22,2
Manica	33,9	34,0	47,4	50,5	66,0	47,5
Sofala	17,3	20,0	26,1	74,0	79,9	68,5
Inhambane	78,7	71,0	83,7	10,4	28,9	10,6
Gaza	95,0	95,1	96,4	1,9	4,9	1,8
Maputo- province	90,1	90,0	89,2	6,2	10,0	8,6
Maputo-capitale	87,1	86,7	85,2	8,8	13,3	12,9
Total pays	53,3	52,3	63,7	33,7	47,7	31,7

\* Bulletins nuls revalidés inclus seulement pour le total pays.

Sources : AWEPA, *Mozambique Political Process Bulletin*, numéro spécial élections, n° 33, 3 janvier 2005, <<http://www.mozambique.mz/awepa/issues.htm>> ; B. Mazula (ed.), *Moçambique. Dados estatísticos do processo eleitoral 1994*, Maputo, Secretariado Técnico de administração eleitoral (STAE), 1998 ; M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, pp. 132-135 (l'attention est attirée sur la remarque p. 135, à propos de l'incertitude des résultats de 1999) ; A. G. Carrasco (coordination générale), *Eleições gerais 2004*, Maputo, Secretariado Técnico de Administração Eleitoral, 2006, CD-rom ; M. A. Pitcher, *Mozambique's 2004 General Elections : Choices, Implications, and Visions*, Hamilton (NY), Colgate University, [2005], multigr.

Tableau II  
 SCORES COMPARES DE LA RENAMO ET DU FRELIMO  
 aux élections législatives de 1994, 1999 et 2004  
 (en pourcentages des suffrages exprimés validés)

Provinces	<i>Frelimo</i>			<i>Renamo</i>		
	1994*	1999	2004	1994*	1999	2004
du nord au sud						
Niassa	47,47	46,52	65,42	33,48	53,48	27,66
Cabo Delgado	58,16	69,70	75,04	22,80	30,30	17,47
Nampula	31,08	39,39	47,85	48,81	42,97	40,22
Zambézie	31,50	25,87	35,96	52,45	59,65	52,81
Tete	31,30	37,22	73,44	49,08	49,38	21,47
Manica	27,43	37,98	45,48	57,85	53,89	45,49
Sofala	14,46	19,70	25,34	76,63	70,50	64,98
Inhambane	59,61	62,13	76,79	13,00	20,53	9,99
Gaza	81,63	87,43**	93,80	2,67	3,46**	1,76
Maputo- province	77,74	85,95	85,56	6,95	9,69	8,78
Maputo-capitale	78,74	82,66	81,89	8,97	13,55	13,56
Total pays	44,33	48,54	62,03	37,78	38,81	29,73

\* Bulletins nuls revalidés inclus seulement pour le total pays.

\*\* Pourcentages sur le total des votants (et non sur les suffrages exprimés validés)

Sources : *ibid.* et Conselho Constitucional, « Deliberação n° 5/CC/2005 de 19 de Janeiro. Valida e proclama os resultados das eleições gerais, presidenciais e legislativas, de 1 e 2 de Dezembro de 2004 », *Boletim da República*, 19 janvier 2005, I série, 3/Supplément.

Pour A. Dhlakama, candidat présidentiel de la Renamo, le déclin de – 16 % au niveau national est généralisé, tandis que le candidat du Frelimo ne connaît un léger tassement que dans la capitale et sa province : il n’y a pas une province dans laquelle le premier améliore ses résultats entre 1999 et 2004. Dhlakama devançait Chissano (par des majorités absolues ou relatives) dans six provinces en 1999, il ne devance plus Guebuza que dans trois, dans lesquelles ses pertes sont néanmoins sévères (– 14 % en Zambézie, – 18,5 % à Manica où il n’a plus qu’une mince majorité relative, 11,5 % à Sofala). Dans le Nord ou le Centre, les pertes s’élèvent à 37,6 % à Tete, à 28,7 % au Niassa, 16 % au Cabo Delgado, 13 % à Nampula. Même dans le Sud, en « terre hostile », la marginalisation s’accroît encore : de 18,3 % à Inhambane, 3,1 % à Gaza, 1,4 % à Maputo-province et 0,4 % à Maputo-capitale<sup>96</sup>. Les résultats législatifs donnent des indications similaires : la Renamo était majoritaire (absolument ou relativement) dans six provinces, elle ne l’est plus que dans trois, deux avec la majorité absolue (Zambézie et Sofala) et avec une infime majorité relative (Manica)<sup>97</sup>.

On a évoqué *supra* le cas de Tete, dont la direction provinciale avait été démise peu de temps avant la campagne de 2004 et où cette dernière avait été très peu menée. De surcroît, le bruit « courut » que David Aloni avait été exclu de la Renamo. Il est vrai qu’il avait été exclu de la liste des candidats à la députation. Ce dernier vint quand même faire une campagne « privée » en faveur de la Renamo dans sa « zone Undi » d’Angónia, débordant sur Macanga et Chiuta, pour montrer aux Ngunis qu’il leur demandait toujours de voter pour ce parti, et pour « sauver ce qui pouvait l’être<sup>98</sup> ». L’ampleur des dégâts causés par l’exonération de la direction de C. Bento (voir *supra*)

<sup>96</sup> Il s’agit ici de la simple évolution des pourcentages entre 1999 et 2004. Pour l’évolution des valeurs absolues, voir tableaux III et IV.

<sup>97</sup> Certaines variations semblent difficilement analysables politiquement. Comment expliquer que le parti Renamo ait plus de voix que son candidat présidentiel A. Dhlakama en 1994, ce qui est très étonnant dans le contexte d’un vote très personnalisé ? Comment expliquer que ce soit très nettement le contraire en 1999 et que l’avance du candidat présidentiel sur le parti s’amointrisse fortement en 2004 ? Des raisons purement techniques peuvent jouer : position sur les deux bulletins de vote, proximité de la photo d’autres candidats arborant ou non barbe ou lunettes, multiplicité des candidatures, tous facteurs accroissant le vote par erreur. Ce dernier, loin d’être négligeable (notamment en défaveur du Frelimo en 1994, au profit du groupuscule *União Democrática* qui dépassa les 5 %), semble néanmoins insuffisant, d’autant qu’il devrait avoir le même effet pour le Frelimo, ce qui ne se produit jamais (le candidat présidentiel a toujours plus de voix que son parti) :

	1994	1999	2004
Parti Renamo	37,78	38,81	29,73
A. Dhlakama	33,73	47,70	31,70
Parti Frelimo	44,33	48,54	62,03
J. Chissano/A. Guebuza	53,30	52,30	63,70

La suspicion de manipulations – de surcroît mal maîtrisées – est donc une hypothèse plausible. Est-on autorisé à penser qu’en 1999 un secteur du Frelimo a sciemment « mieux respecté » les votes en faveur de A. Dhlakama (sans pour autant mesurer la force de la poussée populaire en sa faveur et jouant ainsi avec le feu), pour nuire à J. Chissano, tout en « cantonnant » la Renamo à son score habituel ?

<sup>98</sup> Entrevue avec David Aloni, Matola, 11 septembre 2006.



peut être mesurée à un épisode : quand Dhlakama vint à Tete pour la campagne électorale de 2004, la Renamo était « incapable d'organiser la mobilisation et les rues étaient pleines des gens du Frelimo [...]. Le Président dut rester à l'aéroport<sup>99</sup> ». Force est de constater que, des districts de Macanga, Chiuta, Maravia, Zumbo, Angónia, Mutarara et Moatize qui, dans la province de Tete, avaient antérieurement toujours voté pour la Renamo, seuls ceux d'Angónia et de Mutarara lui maintinrent la majorité, respectivement 56,9 et 54,7 % aux présidentielles, et 54,6 et 51,8 % aux législatives. Mais, même ainsi, avec un taux de participation faible.

En effet, une analyse en pourcentages des suffrages validés est loin d'être suffisante.

### **Le déclin inégal des deux partis de la guerre civile**

En effet, l'autre grande donnée de ce scrutin est le taux inégalé d'abstentions pour une élection nationale (63,58 % et 63,66 % respectivement aux élections présidentielles et législatives, contre 30,49 et 31,91 % en 1999, et 12,60 et 12,58 % en 1994). Certes, le taux d'abstention étant calculé sur la base du nombre de citoyens recensés, une discussion est nécessaire sur la valeur de tels pourcentages. En effet, comme le reconnaît le Conseil constitutionnel lui-même, depuis le recensement de 1999 (7 099 105 électeurs), les actualisations successives n'ont fait qu'ajouter de nouveaux inscrits (1 298 155 nouveaux électeurs en 2003, 1 245 971 en 2004), sans que les morts ou ceux qui avaient déménagé et s'étaient inscrits ailleurs ne soient rayés... : l'« univers électoral » fixé par la Commission nationale électorale fut donc de 9 142 151<sup>100</sup>. L'analyste Joseph Hanlon considère que, compte tenu du taux moyen de mortalité entre ces dates et d'une estimation des mouvements migratoires, le corps électoral réel tournerait autour des 7,6 millions et l'abstention ne serait alors que de 56,4 %<sup>101</sup>. Cela est vraisemblable... et laisse alors un volant de 1,5 million d'« électeurs » disponibles pour qui a les moyens d'organiser la fraude.

Néanmoins, en raison de ce flou, pour avoir une idée plus précise du phénomène, il faut mesurer le nombre absolu des voix, c'est-à-dire le nombre des êtres humains qui ont effectivement voté pour l'un des deux partis et leurs candidats présidentiels. On

---

<sup>99</sup> Entrevue avec Francisco Jorge Almeida Samaria, Tete, 30 septembre 2006.

<sup>100</sup> Conselho Constitucional, « Deliberação n° 5/CC/2005 de 19 de Janeiro... », *op. cit.*, p. 2.

<sup>101</sup> *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéro spécial élections, 33, 3 janvier 2005, p. 1.

mesure alors que le renforcement du Frelimo n'est dû qu'à l'effondrement de la Renamo : si A. Guebuza obtient en 2004 un score relatif bien meilleur (63,7 % des suffrages exprimés reconnus valides) que celui de J. Chissano en 1999 (52,3 %), il n'empêche que le même A. Guebuza ne recueille que 85,71 % des voix qu'avaient obtenues son prédécesseur, et moins de 76,10 % de celles que ce dernier avaient obtenues en 1994, comme on peut le voir au tableau III :

Tableau III  
SUFFRAGES DES CANDIDATS DU FRELIMO  
AUX PRESIDENTIELLES DE 1994, 1999 ET 2004  
(valeurs absolues et évolution)

Provinces, du nord au sud	Chissano 1994*	Chissano 1999*	Guebuza 2004	Évolution 2004 en % de 1994	Évolution 2004 en % de 1999
Niassa	124 580	96 419	93 711	- 24,77	- 2,8
Cabo Delgado	310 584	273 956	212 980	- 31,42	- 22,3
Nampula	380 422	369 322	224 206	- 41,06	- 39,3
Zambézie	349 844	234 891	162 142	- 53,65	- 31,0
Tete	113 869	127 919	256 070	+ 124,88	+ 100,2
Manica	81 394	95 477	92 113	+ 13,17	- 3,5
Sofala	66 146	68 480	75 691	+ 14,43	+ 10,5
Inhambane	271 674	197 796	142 729	- 47,46	- 27,8
Gaza	315 874	324 996	304 562	- 3,58	- 6,3
Maputo-Province	239 898	232 763	184 475	- 23,10	- 20,7
Maputo-Capitale	332 725	292 146	217 337	- 34,68	- 25,6
<i>Total</i>	<i>2 633 740</i>	<i>2 338 333</i>	<i>2 004 226</i>	<i>- 23,90</i>	<i>- 14,28</i>

\* Les bulletins nuls revalidés ne sont inclus que dans le total général

Sources : calculs personnels d'après *ibid.*

Le score réel est certainement encore inférieur, puisque, par exemple, le très atypique cas de Tete en 2004 est considéré par tous les observateurs comme issu de la fraude (elle-même sans doute facilitée par la grave désorganisation locale de la Renamo, voir *supra*)<sup>102</sup>. Inversement, il est impressionnant que les reculs concernent aussi bien des zones « traditionnellement » favorables à la Renamo (Nampula, Zambézie avec Sofala comme seule exception, mais relative, à des valeurs absolues faibles) que les bastions du Sud (Inhambane, Maputo et même le saint des saints, Gaza). La victoire d'Armando Guebuza est donc politiquement légitime et exprime l'hégémonie de son parti dans la société politique de son pays, mais n'est pas fondée sur un renforcement de l'assise sociale de cette hégémonie. La situation est donc, du côté du Frelimo, plus fragile qu'il n'y paraît. Naturellement, cela dépend aussi de ce qu'il y a « en face ».

Or, qu'en est-il de la Renamo ? Si l'on prend comme base d'analyse l'élection présidentielle, elle perd plus de 40 % de son électorat « originel » de 1994 et plus de 53 % de celui de sa forte poussée de 1999 (tableau IV).

---

<sup>102</sup> Selon Joe Hanlon, il y a, pour les provinces de Tete et de Gaza, une « forte évidence de bourrages des urnes » si l'on y considère le pourcentage anormalement élevé de « participation », respectivement de 67 et 65 %. Les contextes y sont différents : à Tete, province plutôt favorable à la Renamo, le Frelimo a profité de la grave désorganisation de la Renamo, et à Gaza, où il est chez lui, il ne s'est pas gêné pour « améliorer » des résultats excellents en pourcentages, mais moins bons en valeurs absolues. *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéro spécial, 33, 3 janvier 2005. Voir aussi « Fraud in Tete stains the election », *Mozambiquefile* (AIM), 342, janvier 2005, pp. 11-14.

Tableau IV  
SUFFRAGES DU CANDIDAT DE LA RENAMO  
AUX PRESIDENTIELLES DE 1994, 1999 ET 2004  
(valeurs absolues et évolution)

Provinces, du nord au sud	Dhlakama 1994*	Dhlakama 1999	Dhlakama 2004**	Évolution	Évolution
				2004 en % de 1994	2004 en % de 1999
Niassa	59 483	127 737	39 390	- 37,78	- 69,16
Cabo Delgado	85 372	136 512	49 340	- 42,20	- 63,86
Nampula	436 005	433 129	197 815	- 54,63	- 54,33
Zambézie	431 538	541 161	245 826	- 43,03	- 54,57
Tete	118 311	187 508	76 464	- 35,37	- 59,22
Manica	121 324	185 277	92 161	- 24,04	- 50,26
Sofala	282 338	273 393	198 809	- 29,58	- 27,28
Inhambane	35 816	80 520	18 139	- 49,36	- 77,47
Gaza	6 153	15 586	5 611	- 8,81	- 64,00
Maputo-Province	16 420	25 803	17 782	+ 6,83	- 31,09
Maputo-Capitale	33 405	44 700	32 845	- 1,68	- 26,52
<i>Total</i>	<i>1 666 965</i>	<i>2 133 655</i>	<i>998 059</i>	<i>- 40,13</i>	<i>- 53,22</i>

\* Les bulletins nuls revalidés ne sont inclus que dans le total général.

\*\* Les bulletins nuls revalidés et les votes à l'étranger ne sont inclus que dans le total général.

Sources : *ibid.*

Il s'agit d'une authentique dévastation qui touche toutes les provinces, à commencer par celles de plus fortes et plus anciennes implantations : rien qu'en Zambézie et Nampula (les deux provinces les plus peuplées), la Renamo perd plus de 25 % de la totalité de son électorat de 1994. Ces deux provinces, qui représentaient 52 % de l'électorat de la Renamo en 1994, n'en représentent plus que 44,5 % en 2004. La marginalisation s'accroît aussi dans les « provinces hostiles » du Sud. Le déclin est important dans les deux provinces centrales (Manica et Sofala), ce qui montre une fois

de plus que l'éthnicité n'est qu'un facteur parmi d'autres dans l'identité politique<sup>103</sup>. Il ne fait donc aucun doute que la Renamo s'est effondrée plus que le Frelimo n'a reculé en « assise humaine » réelle, ce qui assure à ce dernier une victoire en termes relatifs. Il n'en reste pas moins que, de 1994 à 2004, de moins en moins d'êtres humains ont voté pour ces deux partis, comme le montre le tableau synthétique V.

Tableau V  
LE DECLIN DES DEUX PARTIS DE LA GUERRE CIVILE

<i>Présidentielles</i>						
	Nombre total de votants		Électeurs Chissano/Guebuza		Électeurs Dhlakama	
1994	5 390 244	100,00	2 633 740	100,00	1 666 965	100,00
1999	4 934 352	91,55	2 338 333	83,86	2 133 655	128,00
2004	3 329 167	61,76	2 004 226	76,10	998 059	59,88
<i>Législatives</i>						
	Nombre total de votants		Électeurs Frelimo		Électeurs Renamo	
1994	5 404 199	100,00	2 115 793	100,00	1 803 506	100,00
1999	4 833 761	89,44	2 005 703	94,80	1 603 811	88,93
2004	3 321 926	61,47	1 889 054	89,28	905 289	50,20

Sources : *ibid*

La Renamo jouait dorénavant son existence, comme l'ont confirmé les élections locales de 2008-2009. Côté Frelimo, la situation est plus confortable, la victoire en termes relatifs masquant l'effritement de l'assise sociale. Cela dit, le nombre de ses électeurs pourrait fort bien remonter lors des prochaines élections générales (novembre 2009), sans pour autant que l'adhésion de la population lui soit mieux acquise : on retrouverait alors les scores importants des élections du temps du parti unique, qui

<sup>103</sup> André Matsangaissa, fondateur de la Renamo mort au combat en 1979, était originaire du Manica, et Afonso Dhlakama l'est du Sofala.

exprimaient le degré d'intégration de la population et non point son adhésion<sup>104</sup>. La politique du Frelimo pour la construction d'une situation ultra-hégémonique va dans ce sens : chaque jour, dans toutes les localités, il montre à tout un chacun (fonctionnaires, chefs traditionnels, paysans, vendeuses de l'informel, jeunes des ONG nationales, etc.) qu'il n'y a pas d'avenir politique, économique, social et professionnel en dehors de ses rangs, qu'il représente à lui seul l'unité nationale<sup>105</sup>.

La puissance du Frelimo comme appareil et « famille nationale » de par l'usage néopatrimonial systématique de l'État<sup>106</sup> est un facteur important, d'autant qu'une attention plus grande est désormais accordée aux notabilités du Nord et du Centre, remettant partiellement en cause l'image de l'État du Frelimo comme « Gazalândia<sup>107</sup> ». Je suis persuadé cependant que ce facteur n'est pas suffisant pour expliquer l'effondrement de la Renamo. À tout prendre, il ne ferait que repousser la question : pourquoi la Renamo n'a-t-elle pas réussi à développer une stratégie alternative à ce néopatrimonialisme lui permettant, sinon de gagner, du moins de stabiliser une forte opposition ?

#### UN DESASTRE QUI VIENT DE LOIN

Certains éléments ont déjà été avancés pour expliquer la faiblesse politique de la Renamo : mentalité militariste asphyxiant politiquement la base, incohérence et incompetence de la direction centrale – on y revient *infra*. Même si le taux global d'abstentionnisme est « statistiquement » exagéré en raison d'une actualisation uniquement « positive » du recensement électoral (ajouts de nouveaux électeurs sans

---

<sup>104</sup> Il faut néanmoins noter que le Frelimo, parti unique, n'a pas jugé utile, lors de la publication des résultats des élections locales, provinciales et nationales du 25 septembre au 13 novembre 1977, d'inclure le nombre des votants et le nombre de voix obtenus par les 22 230 élus locaux, 3 390 élus de district, 460 députés de ville, 734 députés provinciaux et 226 députés à l'Assemblée populaire. [Rui Baltazar], « Relatório da Comissão Nacional de Eleições », décembre 1977, *Tempo* (Maputo), 378, 1<sup>er</sup> janvier 1978, pp. 51-56.

<sup>105</sup> Sur la vision totalisante maintenue du Frelimo au temps du néolibéralisme, voir M. Cahen, « Mozambique : une impossible alternative dans la culture politique ? », in R. Otayek et F. Iniesta, *Identités, représentations, démocratie politique en Afrique et dans l'émigration*, à paraître.

<sup>106</sup> Sur le Frelimo comme « famille nationale », économique et politique, voir M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », art. cité ; et J. Sumich et J. Honwana, *Strong Party, Weak State? Frelimo and State Survival Through the Mozambican Civil War: an Analytical Narrative on State-Making*, Londres, London School of Economics, Crisis States Research Centre, 2007 (« Working Paper », 23)

<sup>107</sup> « Gazalândia » (Gazaland) fait référence à l'ancien Empire nguni du Gaza qui occupa l'essentiel de toute la partie sud du Mozambique du premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle à 1895. Or, les Changanes n'étant autres qu'une « ngunisation » du substrat tsonga de cette région, les élites politiques du Frelimo ayant systématiquement été originaires du Sud sont accusées d'être simplement les héritières de l'empire de Gaza, à savoir d'un État loin de pouvoir représenter l'ensemble des Mozambicains d'aujourd'hui.

retrait des citoyens décédés ou ayant déménagé) et, selon Joseph Hanlon, peut être ramené de 63,6 à 56,4 %, le fait est que la Renamo a perdu aux législatives de 2004, en valeur absolue, la moitié de son électorat de 1994 et, aux présidentielles simultanées, respectivement plus de 40 et plus de 53 % de son électorat de 1994 et 1999. L'interprétation du fort taux d'abstentionnisme est donc d'interprétation délicate, même si certains facteurs lourds paraissent avérés.

Premièrement, les « raisons techniques » sont difficilement mesurables. Elles remontent à la simple actualisation du recensement (sans recensement nouveau) mais tout autant à l'organisation spatiale du scrutin. La Renamo s'est systématiquement plainte – mais sans en avoir fait un relevé national – que la densité au km<sup>2</sup> des bureaux de vote dans ses zones rurales était systématiquement affaiblie, obligeant les habitants à de longues marches pour pouvoir voter. Enquêtant en 2006 du « côté de la Renamo » (et donc sans la patiente construction de l'objectivité), j'ai souvent entendu parler de bureaux de vote situés à plus de 20 kilomètres des lieux d'habitation – ce qui est illégal –, et de nombreuses « inversions » de *cadernos eleitorais* (listes d'émargement des bureaux de vote), les paysans marchant des heures pour aller voter au lieu des précédentes élections, où ils se voyaient notifier que leur bureau de vote était à l'extrême opposé – provoquant autant d'« abstentions » forcées. Ces inversions ont été fréquemment dénoncées<sup>108</sup>. J'ai aussi entendu parler partout (mais toujours du côté de la Renamo) de « rachats » des cartes d'électeurs connus comme opposants<sup>109</sup>. Les administrateurs de district et chefs de poste ont fait leur « travail paternaliste autoritaire » auprès des chefs traditionnels et des habitants les semaines et jours

---

<sup>108</sup> Sur les « imperfections » ou fraudes ouvertes lors des élections de 2004, de nombreux rapports et études ont été élaborés, auxquels je renvoie. En voici un aperçu chronologique : *EISA Election Observer Mission Report. Mozambique, Parliamentary and Presidential Elections 1-2 December 2004*, Johannesburg, EISA, 2005, (« EISA Election Observer Mission Report », 17) ; les rapports du centre Carter, qui envoya une délégation de soixante observateurs aguerris menés par Rosalynn Carter (épouse de J. Carter) et l'ancien président du Bénin Nicéphore Soglo : Carter Center, *Postelection Statement on Mozambique Elections, Dec. 4, 2005*, <<http://www.cartercenter.org/doc1993.htm>> et *Postelection Statement on Mozambique Elections, Jan. 26, 2005*, <<http://www.cartercenter.org/doc1999.htm>> ; A. Cordeiro, *A União Europeia decidiu não pagar novas eleições. Moçambique à beira duma grave crise política prolongada*, [Paris], 12 septembre 2005 ; A. Nuvunga, *Multiparty Democracy in Mozambique: Strengths, Weaknesses and Challenges*, Johannesburg, Electoral Institute of Southern Africa (EISA), 2005 (« EISA Research Report », 14) ; M. A. Pitcher, *Mozambique's 2004 General Elections: Choices, Implications, and Visions*, Hamilton (NY), Colgate University, [2005], multigr. ; *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéros spéciaux 29 à 39, 19 décembre 2004 au 17 février 2005, <<http://www.mozambique.mz/awepa/issues.htm>> ; I. Ruijgrok, *Mozambique's 2004 General Elections, Situation Report*, Prétoria, Institute for Security Studies, 3 février 2005 ; L. de Brito, *Uma nota...*, *op. cit.* ; Le Conselho Constitucional (*op. cit.*) lui-même reconnaît de nombreuses « imperfections » mais valide les résultats.

<sup>109</sup> La technique entendue consiste, de la part de l'administrateur du district, à demander à un habitant s'il a bien été recensé, de lui demander ainsi sa carte d'électeur, puis, s'adressant à un subordonné l'accompagnant, d'ordonner à ce dernier de donner un sac de riz au dit citoyen, et de partir sans lui rendre sa carte.

précédents le scrutin, parfois avec l'aide involontaire d'ONG<sup>110</sup>. Le jour du vote, de nombreuses intimidations ont été dénoncées, avec la police illégalement à proximité des bureaux de vote, des gardes à vue opportunes de scrutateurs de la Renamo la veille au soir et pendant tout le scrutin, etc. Le nombre total exact des bureaux de vote ne fut pas connu, oscillant entre 12 739 et 13 663, mais dans certaines zones de Cabo Delgado et Zambézie il n'y en eut pas du tout, privant 25 000 électeurs de leur droit de vote<sup>111</sup>. Enfin, 699 et 731 *editais* (procès verbaux des bureaux de vote) respectivement aux législatives et présidentielles ne purent être comptabilisés car « non reconnus par le système informatique » (après une année de préparation...)<sup>112</sup>, concernant 606 011 électeurs soit 6,6 % du total aux législatives selon J. Hanlon<sup>113</sup>, dans toutes les provinces, mais surtout à Tete (11,5 % d'*editais* exclus), Sofala (10,5 %), Zambézie (8,1%) – soit trois provinces favorables à la Renamo – et Maputo-Province (7,7 %)<sup>114</sup>.

Il est vrai que tout cela ressemble fort à une désorganisation volontaire, spécifiquement dans les zones rurales favorables à la Renamo – les zones urbaines étant épargnées. Brazão Mazula, président de l'*Observatório Eleitoral* (une ONG mozambicaine) et ancien président de la CNE de 1994, bien que reconnaissant la validité globale des résultats, déclara : « Pour préparer une fraude, il faut commencer par désorganiser le processus<sup>115</sup>. »

Enfin, un doute subsiste, puisque les observateurs internationaux n'ont pas été autorisés par la Commission nationale des élections (CNE) à surveiller le processus d'informatisation des résultats, au nom de la « souveraineté nationale<sup>116</sup> ». Cette dernière, en principe pluraliste, ne contrôle pas réellement les opérations techniques, qui sont à la charge du STAE (Service technique d'administration électorale) : or ce

---

<sup>110</sup> Une ONG intervenant dans un district doit présenter son plan de travail à l'administrateur. Celui-ci sait donc là où elle a l'intention d'agir et le problème qu'elle souhaite résoudre. Il se rend donc lui-même antérieurement en ce lieu, aborde le problème avec la population et annonce qu'il « va envoyer l'ONG x ou y ». Et le jour de l'inauguration (du puits, de l'atelier de femmes, du terrain récupéré par déminage, etc.), il est naturellement là au nom de l'État, c'est-à-dire du parti.

<sup>111</sup> A. Cordeiro, *A União Europeia decidiu não pagar...*, *op. cit.*, pp. 6 (note 20) et 7 (note 28 citant L. Macuacua, *Diário de Notícias*, Maputo, 284).

<sup>112</sup> ... selon le représentant de la Renamo au Conseil constitutionnel, qui déclare pourtant fort modérément que les élections ont été « libres », mais « non entièrement transparentes ni justes ». M. H. Franque, « Declaração do voto », *Boletim da República*, 1 série, 3/supplément, 19 janvier 2005, p. 12. A. Cordeiro fait remarquer par ailleurs que si ces *editais* n'ont cependant pas été comptabilisés parmi les abstentionnistes, cela signifie qu'ils ont été « reconstitués » informatiquement, permettant toute manipulation (*op. cit.*, p. 1).

<sup>113</sup> *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéro spécial, 33, 3 janvier 2005, supplément.

<sup>114</sup> *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéro spécial, 33, 3 janvier 2005.

<sup>115</sup> *Mozambique Political Process Bulletin* (Awepa), numéro spécial, 38, février 2005.

<sup>116</sup> Le concept de souveraineté nationale devait brusquement changer, puisque les observateurs furent autorisés à observer le processus d'informatisation tout à la fin du dépouillement, quand il apparaissait déjà ouvertement que la Renamo était laminée. A-t-on voulu rendre possible une fraude majeure qui aurait pu être nécessaire si le cauchemar de 1999 se reproduisait ? Mais ce ne fut pas nécessaire.



dernier est intégralement un organisme ministériel<sup>117</sup>. Les observateurs ont repéré quelques cas évidents de fraude le jour même du scrutin (comme dans la province de Tete); de mon côté, dans le camp de la Renamo, j'ai à nouveau entendu parler de nombreux cas où les *fiscals* (scrutateurs de la Renamo) étaient expulsés du bureau de vote par la police au moindre éclat de voix, où une réclamation n'a pas pu suivre la voie hiérarchique par refus du président du bureau<sup>118</sup>; et très nombreux furent les récits (avec ce que cela suppose de subjectivité) de responsables brûlant les bulletins dès le premier comptage achevé et le premier *edital* (procès-verbal) envoyé, annihilant ainsi toute possibilité de recomptage<sup>119</sup>. De fait, les partis d'opposition semblent n'avoir pu obtenir de scrutateurs sur toute la durée du vote et du dépouillement que dans la moitié des lieux de vote<sup>120</sup>. Mais il est très difficile – et il m'a été impossible – de se faire une idée précise de l'effet global de cette « fraude rampante » sur le résultat du scrutin. On ne peut qu'émettre l'hypothèse qu'elle a été bien plus importante que ce qui a pu être prouvé explicitement<sup>121</sup>. Cela n'invalide cependant pas l'analyse globale que, s'il y

---

<sup>117</sup> On manque cruellement d'une étude sur le STAE. Jusqu'en 1999, le STAE recrutait encore des membres contractuels, mais il est depuis totalement constitué d'un corps de fonctionnaires permanents, choisis sur la base de la préférence politique mais, d'élections en élections, « ont acquis une vraie compétence, vivent bien et ne parlent pas » (entretien à Nampula, source non divulgable, 6 octobre 2006). Son homogénéité semble totale : on n'a pas connaissance de fuites et le STAE, dirigé jusqu'à il y a peu par A. G. Carrasco, avec l'aide d'un génie de l'informatique comme responsable technique (« le Snr. Comé »), impose en pratique son point de vue à la CNE. A. Carrasco, quittant ses fonctions en août 2007, déclara : « C'est comme si je quittais l'armée », indiquant involontairement sa subordination (*Mozambiquefile*, 370, n.d., p. 18). C'est une structure extrêmement hiérarchisée et, s'il y a fraude, elle est restreinte à un très petit nombre de personnes, voire à une ou deux seulement. Selon un assesseur étranger auprès de la CNE, qui confesse « avoir mis du temps à comprendre comment la fraude fut organisée en 1999 », il y avait au STAE national une commande, sur un seul PC, qui permettait de dupliquer un résultat quand il était favorable au Frelimo. Naturellement, cela empêchait ensuite de publier le détail des résultats par bureaux de vote. Ce PC a disparu dès le lendemain de la proclamation des résultats, et il est vrai que l'on attend toujours la publication des résultats détaillés des élections de 1999. Entretien (identité non divulgable), Maputo, 12 septembre 2007.

<sup>118</sup> Pour qu'une réclamation déposée dans un bureau de vote par un *fiscal* (scrutateur) remontât aux échelons supérieurs, il fallait qu'elle fût paraphée par le président du bureau de vote : bien des fois, ce dernier s'y refusait, par cynisme ou incompréhension que son paraphe n'était pas une approbation de la réclamation, mais la seule mention d'une prise de connaissance de son existence. Dans un contexte où les présidents du bureau de vote confondent leur fonction au service de l'État et celle au service du parti, leur réaction « partisane » n'a rien d'étonnant. Il n'empêche que, de la sorte, de très nombreuses réclamations énoncées au niveau local sont restées lettre morte, et l'« échelon supérieur » eut beau jeu de dire que la Renamo se plaignait de quelque chose pour laquelle elle n'avait pas même déposé de réclamation...

<sup>119</sup> Divers témoignages lors de ma mission de recherche de septembre-octobre 2006.

<sup>120</sup> Une grande inégalité règne, du reste, parmi les scrutateurs et délégués de liste. Pendant que ceux du Frelimo sont rémunérés et ravitaillés (aliments, boissons), ceux de la Renamo, le plus souvent, restent deux ou trois jours sans aucun ravitaillement, ce qui les mène forcément, à un moment ou à un autre (parfois avec l'aide de leurs collègues du Frelimo qui leur donnent gentiment une pièce), à s'absenter pour acheter de quoi se sustenter.

<sup>121</sup> Selon Marc Tonnelaere, en 1999, c'est au niveau provincial que les totaux de tous les *editais* des bureaux de vote avaient été effectués, et c'est donc d'abord au niveau provincial que la manipulation informatique avait pu être faite. Pour 2004, la Renamo avait exigé que les comptages des bureaux de vote soient effectués au niveau de chaque district, ce qui fut accepté. « Mais parallèlement, le comptage provincial a continué – sans faire la somme des *editais* des districts, en repartant de la base. Cela veut dire que la

eut fraude en 2004, ce ne fut probablement pas principalement, comme en 1999, par la manipulation directe des résultats (si ce n'est l'industrie de fabrication des bulletins « nuls<sup>122</sup> »), mais plus par la désorganisation du recensement, l'intimidation et une politique néopatrimonialiste active. C'est ce qui a été décrit dans le cas algérien comme l'« effet Bouteflika<sup>123</sup> ». Il semble donc certain qu'une partie des électeurs de la Renamo n'ont pas pu voter pour elle, apparaissant techniquement comme abstentionnistes. Mais dans quelle ampleur ? La question restera sans réponse sûre, mais on peut essayer d'y réfléchir.

J'émetts l'hypothèse que l'abstention forcée due à un recensement inégalitaire ou à d'autres mesures d'empêchement ou d'intimidation a été forte. En effet, si l'abstention avait été principalement politique, c'est-à-dire relative à des gens qui, en 1999, avaient voté Renamo et en 2004 ne voulaient plus voter pour elle, alors ce volant d'électeurs hésitants se serait forcément divisé en deux parties. Les uns en seraient restés à l'abstention en l'absence de toute troisième force crédible, mais d'autres auraient nécessairement choisi de voter Frelimo. En effet, quand des gens sont mécontents d'un parti – en l'occurrence la Renamo –, certains passent forcément au vote pour le camp opposé – en l'occurrence le Frelimo (du reste, certains notables de la Renamo l'ont fait, avec force déclaration dans la presse gouvernementale). Or le nombre de voix du Frelimo n'a nullement augmenté, il a encore diminué. Certes, on peut admettre un chassé-croisé statistiquement indiscernable entre une abstention croissante également dans le camp du Frelimo et un volant inférieur d'anciens électeurs Renamo passant au parti gouvernemental. Mais, compte tenu de l'ampleur de l'effondrement de la Renamo, si ce chassé-croisé a existé, il n'explique nullement l'effondrement et a dû être bien modeste. Tant le nombre des électeurs Renamo passés au Frelimo que le nombre de ceux qui, hésitant entre les deux partis, se sont abstenus *pour cette raison-là*, ont sans doute été très faibles. Cela n'exclut pas l'existence d'une abstention volontaire, mais

---

demande de la Renamo a été totalement contournée sans que cette dernière ne s'en aperçoive ». Entretien, Maputo, 12 septembre 2007.

<sup>122</sup> Pour annuler un bulletin de vote, il suffit de lui adjoindre une tache d'encre indélébile (certaines d'entre ces « taches » incluent même les empreintes digitales de l'auteur, mais cela n'a pas incité la CNE à ouvrir une enquête (voir A. Cordeiro, *op. cit.*). Luís de Brito (dans une analyse qui porte sur les élections locales de 2003 et 2008 mais dont on n'a pas de raison de nier la validité plus générale) a montré que, parmi les bulletins déclarés nuls, la proportion de ceux exprimant en réalité un vote favorable à la Renamo était supérieure à celle de ceux favorables au Frelimo. Or ce sont les scrutateurs du Frelimo qui, presque partout, dominent les bureaux de vote. L. de Brito, « Sobre os Votos nulos », *Ideias* (Maputo, Instituto de estudos sociais e económicos), 8, 5 février 2009.

<sup>123</sup> Cité par A. Cordeiro, *op. cit.*, p. 3. L'« effet Bouteflika » a été décrit par le général Nezzar, de la haute hiérarchie militaire algérienne, comme un ensemble d'actions en diverses directions (clientélisme à large échelle, meetings concerts spectaculaires, propagande hégémonique du parti gouvernemental, recensement sélectif) afin d'accroître la distance entre le candidat officiel et ses opposants (entrevue du général Nezzar, RFI, 30 septembre 2004).

elle est d'une autre nature (voir *infra*), et l'incapacité de voter en zones rurales Renamo en raison des conditions du recensement a dû être forte. Mais l'« abstention forcée » ne fait que souligner que, face à un État-parti clientéliste qu'elle connaît pourtant bien, la Renamo n'a pas réussi à s'organiser et à former des cadres locaux suffisants pour contrôler au moins en partie le processus, depuis la préparation du recensement jusqu'au dépouillement du vote. Le problème « externe » renvoie donc à un problème « interne ».

Il y a donc une autre hypothèse, que presque aucun des cadres de la Renamo que j'ai interrogés, à commencer par A. Dhlakama, n'accepte de bon gré : l'abstention non point par hésitation à choisir entre Renamo et Frelimo mais, à l'inverse, par radicalisation du mécontentement anti-Frelimo au sein de l'électorat Renamo, qui sonne comme une critique à l'égard de la Renamo elle-même<sup>124</sup>. Les élections de 1999 ont été une cruelle déception au sein de la base : que ce fût avéré ou non, la conviction y exista que le Frelimo avait gagné les élections (au moins les présidentielles) par fraude massive et que, quoi qu'il arrivât, il garderait toujours le pouvoir. Au moins un dirigeant important reconnaît que l'abstention politique a été importante – et de surcroît fait remonter le problème à 1998 –, le député Hermínio Morais, alias l'ancien général Bob Chalton :

« Il n'est jamais bon de peindre la réalité à notre goût. [Quand] la Renamo a dit qu'elle ne participerait pas aux élections municipales de 1998, ce fut une grande erreur, les populations questionnaient : "Est-ce que la Renamo veut vraiment arriver au pouvoir, veut gouverner ?" Ces populations ont accepté de ne pas voter, mais ensuite elles ont continué à ne pas voter<sup>125</sup>, puisque la Renamo elle-même disait que cela ne valait pas la peine. Ensuite, ce fut l'insuffisance du travail politique de la Renamo, qui n'a pas donné l'information aux populations. C'est qu'il n'y avait déjà plus assez de gens pour transmettre la volonté [du parti]. Le Frelimo s'est aperçu de cela et a commencé à faire quelques investissements dans les zones de la Renamo, et la Renamo elle-même n'était pas présente. Le Frelimo a créé des écoles, des hôpitaux, des coopératives, il a donné des bicyclettes et des uniformes aux *regulos*, qui ont commencé à se sentir satisfaits. Mais même ainsi, les populations ne votèrent pas pour le Frelimo, mais elles ont cessé de voter pour la

---

<sup>124</sup> Entrevue avec A. Dhlakama, Maputo, 6 octobre 2006. Ce dernier considère que l'affluence à ses meetings électoraux contredit l'idée d'une abstention volontaire. Or, justement, il s'agit d'une abstention *sans changer de camp*, ce qui explique la présence aux meetings.

<sup>125</sup> Il est vrai que l'essor, en pourcentages, de la Renamo aux élections générales de 1999 ne saurait cacher, déjà, une chute de la participation au scrutin.

Renamo, parce que le parti à la base, dans les districts et les localités, avait disparu. [...] En 2004, la majorité de l'électorat de la Renamo n'a pas été aux urnes, bien que dans les meetings il y avait beaucoup de gens, mais quand ce fut le moment de vérité, je peux dire que la majorité de l'électorat de la Renamo n'a pas voulu y aller. Il y a eu la fraude du recensement et les empêchements de voter, mais la majorité, ce fut parce qu'ils n'ont pas voulu<sup>126</sup>. »

La répression violente des manifestations de novembre 2000<sup>127</sup>, puis, dans les localités concernées, les résultats décevants des élections municipales de 2003 et, enfin, les incessants discours d'Afonso Dhlakama que le Frelimo ne « pouvait gagner que par la fraude » ont convaincu une partie de sa base qu'il était donc inutile de voter. Dans l'immédiat, cette radicalisation ne produisit pas d'expression politique propre et peut aussi conduire à un désintérêt de long terme pour la chose politique, voire, comme il a été signalé *supra*, à une récupération néopatrimonialiste par le parti au pouvoir. Mais si la crise aiguë de la Renamo ouvre l'espace nécessaire à la création d'une nouvelle formation partisane, politiquement distincte mais nourrie par le même terreau social de la « coalition des marginalités<sup>128</sup> », cette radicalisation pourrait alors s'y engouffrer et donner des résultats surprenants.

Bien entendu, il y eut aussi une abstention importante par désintérêt ou dégoût de la chose politique, notamment parmi les électeurs jeunes – ce que Luís de Brito a appelé l'« abstention comme exercice critique de la citoyenneté<sup>129</sup> ». Mais cet abstentionnisme touche tous les partis. L'abstentionnisme de masse spécifique au camp de la Renamo, l'effondrement de son électorat semblent donc dû principalement à la combinaison d'une impossibilité de voter et à une radicalisation du mécontentement de gens qui ont la carte de ce parti mais ne perçoivent plus l'utilité de voter<sup>130</sup>. Ce qui est certain est que la Renamo a été tétanisée par le résultat et ne s'en est jamais remise.

---

<sup>126</sup> Entrevue avec Hermínio Morais (Bob Chalton), Maputo, 23 octobre 2006.

<sup>127</sup> M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », art. cité.

<sup>128</sup> Dès 1994, j'ai analysé le succès électoral de la Renamo comme l'expression politique des processus sociaux de marginalisations massives produites par les Portugais, puis par le Frelimo : « "Dhlakama é maningue nice !" Une guérilla atypique dans la campagne électorale au Mozambique », *L'Année africaine* (Bordeaux, CEAN, Paris, Karthala), 1995, pp. 119-161 ; « Entrons dans la nation. Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique », *Politique africaine*, octobre 1997, 67, pp. 70-88.

<sup>129</sup> L. de Brito, *Uma nota...*, op. cit., pp. 10-11.

<sup>130</sup> B. Mazula (ed.), *Voto e Urna de Costas Voltadas : Abstenção Eleitoral 2004*, Maputo, Livraria Universitária, 2006. Bien que, selon L. de Brito (*Uma nota...*, op. cit., p. 16), cette étude dirigée par B. Mazula souffre de carences méthodologiques qui empêchent d'en suivre les conclusions exactes, elle reste la seule étude sur l'abstentionnisme en 2004 et enregistre les trois causes principales d'abstention : la distance des bureaux de vote, l'inversion des listes électorales et la préférence pour les activités de travail. Or la « préférence pour le travail » est forcément en rapport avec la perception de l'utilité de voter.

Plusieurs délégations provinciales ont été déstabilisées, avec des changements successifs et compulsifs de délégués politiques<sup>131</sup> (voir *infra*). La Renamo paria alors sur les élections provinciales<sup>132</sup> qui devaient se tenir en 2007 ou 2008 : mais elles n'eurent pas lieu. Elle misa ensuite sur les élections municipales de fin 2008, pari extrêmement risqué en raison de l'abstention probablement forte pour ce genre de scrutin et de l'effet puissant, à la base, du néopatrimonialisme du parti-État.

#### LES EFFETS DELETERES DE LA DEFAITE

Un parti est un instrument d'intervention dans la société politique utilisé par certains milieux sociaux pour tenter d'atteindre les bénéfices de l'État moderne : il est donc fait pour gagner. Il ne sort pas indemne de défaites successives<sup>133</sup> et celles-ci aggravent les causes mêmes qui ont mené à la défaite.

#### **Le poisson pourrit-il par la tête ?**

L'effondrement électoral de la Renamo en 2004 a eu des causes externes déjà évoquées, mais les raisons en sont d'abord internes. Contrairement à ce que l'on lit souvent à propos des partis politiques en Afrique, les causes programmatiques sont tout à fait importantes. Certes, dans le cas de la Renamo, il ne s'agissait évidemment plus, au-delà des discours, de discuter des avantages respectifs du « socialisme » et du « capitalisme ». Mais la Renamo, qui accusait le Frelimo de nourrir un tribalisme pro-sudiste et de mépriser les ethnicités majoritaires du pays, n'a jamais demandé le changement de sa capitale située à l'extrême sud du pays, n'a pas proposé la

---

<sup>131</sup> Dans la structure de la Renamo, le *delegado* (délégué politique local, de district, provincial) exprime en principe le choix de la base et est le véritable dirigeant. Mais, notamment au niveau provincial, il est toujours « aidé » par un *assessor* (chargé de mission) directement nommé par le Président, auquel il envoie ses propres rapports, parfois divergents de ceux du délégué. Or, la tendance est alors naturellement à prendre plus en compte le rapport de l'*assessor* que du *delegado*, et à entrer dans une classique autodésinformation : l'*assessor* directement nommé par la présidence ne va jamais dire qu'il ne contrôle pas la situation, ou il accusera le *delegado* de tous les problèmes.

<sup>132</sup> Sous le parti unique, il y avait des élections provinciales indirectes (les élus des assemblées de base élisaient les députés provinciaux), mais de tels scrutins n'ont pas été prévus par les accords de paix de Rome (4 octobre 1992). Comme la Constitution continue néanmoins d'y faire référence, la Renamo demanda en vain leur organisation – ce qui, eussent-elles lieu, ne lui aurait pas forcément apporté le succès escompté.

<sup>133</sup> Les effets de la défaite sur les partis ne sont pas un thème très fréquent en sciences politiques. Voir, par exemple, F. Louault, « Coups et coûts d'un échec électoral. La défaite du Parti des travailleurs à Porto Alegre (octobre 2004), *Lusotopie*, XIII (2), 2006, pp. 73-90.

construction d'un chemin de fer nord-sud afin de désenclaver l'hinterland central et septentrional (tous les chemins de fer ont gardé la structure coloniale est-ouest), ni élaboré un projet de refonte des régions pour qu'elles correspondent mieux aux sociétés et ethnicités locales (les limites des régions et de la grande majorité des districts sont restées celles de la colonisation) ; elle n'a pas été à l'initiative de la loi (guère appliquée) pour l'alphabétisation primaire des enfants en langues africaines, n'a pris aucune position cohérente sur le processus de privatisation (en revanche, elle dénonce désormais le « capitalisme sauvage ») ni sur la corruption – elle a été totalement muette sur les assassinats du journaliste Carlos Cardoso<sup>134</sup> et du juriste António Siba-Siba Macuacua et la tentative concomitante contre l'avocat Albano Silva (époux de l'ancienne ministre des Finances Luisa Diogo), qui mettaient pourtant en cause la proche famille du président J. Chissano<sup>135</sup>. Elle n'a pas dénoncé non plus le silence du pouvoir mozambicain sur la dérive zimbabwéenne, alors qu'elle avait mené la guerre y compris à l'intérieur du Zimbabwe<sup>136</sup>, etc.

Globalement, on peut dire que la Renamo dénonce les *gens du pouvoir* (et les *milieux sociaux* qui en bénéficient) mais guère leur politique, dénonce son exclusion passée et présente de la « nation<sup>137</sup> » mais n'est jamais parvenue à se penser comme alternative au pouvoir en place<sup>138</sup>, ni n'a réussi à faire émerger des éléments d'une autre culture politique. Même si, on l'a dit, la critique du « communisme » garde

---

<sup>134</sup> Sur l'affaire Cardoso, voir notamment J. Bertrand, « Le "cas" Cardoso au Mozambique : la violence et la corruption en procès », *Lusotopie* (Paris, Karthala), X, 2003, pp. 453-463 ; et C. Jone, « "Les gauchistes orphelins". Presse et pouvoir dans le Mozambique post-colonial (1975-1990) », *Lusotopie*, XI, 2004, pp. 281-294.

<sup>135</sup> Une étude particulière serait nécessaire sur l'attitude de la Renamo envers les affaires de corruption et de criminalité. Force est de constater que c'est un avocat proche de la Renamo, Orlando da Graça, qui fut le défenseur du principal accusé du procès Cardoso, et qu'un hebdomadaire proche de ce parti, *Zambeze*, a mené une campagne persistante contre le procureur général Augusto Paulino, connu pour son courage et sa persévérance dans les poursuites contre la corruption et le crime organisé qui ont mené à l'arrestation de l'ancien ministre de l'Intérieur (1996-2005) de l'ère Chissano, Almerino Manhenje, et à huit autres cadres supérieurs. On peut certainement analyser ces arrestations, ainsi que la mort suspecte de l'ancien directeur des services secrets José Zumbire (6 mars 2005), comme l'effet d'une lutte feutrée entre les clans Chissano et Guebuza au sein de l'État-parti, mais on voit mal l'intérêt pour la Renamo de sembler défendre l'un de ces deux camps, si ce n'est en raison d'une alliance obscure nouée dès les accords de Rome et au plus haut niveau. Voir, notamment, « Justice on trial : the Albano Silva case », dossier de *Mozambiquefile* (Maputo, Agência de informação de Moçambique), 371 [2008], pp. 3-17 ; « Attorney-general Under Attack », *Mozambiquefile*, numéro spécial, 372 [2008] [à noter que le bulletin en anglais de l'AIM, rédigé par Paul Fauvet, est aujourd'hui assez indépendant du gouvernement mozambicain].

<sup>136</sup> Entrevue avec Bob Chalton (alias Herminio Morais), 17 novembre 1994, Maputo (voir M. Cahen, *Les Bandits...*, op. cit., pp. 309-313).

<sup>137</sup> Sur la *mentalité de marginalité* de la Renamo, voir M. Cahen, « Entrons dans la nation... », art. cité, et « Mozambique : une impossible alternative dans la culture politique ? », à paraître in R. Otayek et F. Iniesta, *Identités, représentations, démocratie politique en Afrique et dans l'émigration*.

<sup>138</sup> À l'approche des élections de 2004, un journaliste demanda à A. Dhlakama quel était son programme. La réponse fut que ce programme ne serait pas rendu public dans l'immédiat, afin que le Frelimo « ne puisse le copier ». Mais il ne fut jamais publié...

étrangement une certaine efficacité comme stigmate des milieux sociaux au pouvoir, il n'empêche que, lors des prochaines élections générales (2009), plus de 35 % des Mozambicains seront nés après la fin de la guerre civile. Il n'y a guère que sur la question des chefferies traditionnelles que la Renamo a dénoncé de manière tenace et assidue la confusion volontaire organisée par le décret 15/2000 sous couvert de légalisation des « autorités communautaires ». En effet, le Frelimo a fait passer sous ce vocable de très nombreux « notables » locaux qui ne sont autres, dans leur grande majorité, que les secrétaires de quartier nommés par... le Frelimo, avec ici ou là des chefs « traditionnels » qui conviennent<sup>139</sup>. On touchait là au cœur de la base sociale que la Renamo s'était construite pendant la guerre civile<sup>140</sup>, et que le Frelimo grignote méthodiquement en pratiquant officiellement une politique de « retour des rois » et de retraditionnalisation qui cache en réalité l'institutionnalisation des structures locales

<sup>139</sup> On manque cruellement d'une étude quantitative et qualitative sur les « autorités communautaires », aucune donnée statistique nationale n'ayant été publiée par le gouvernement. Mais cet aspect – l'inclusion des secrétaires de quartier parmi les « autorités communautaires », et donc la poursuite de la modernisation autoritaire sous couvert du « retour des rois » n'a à mon avis pas été suffisamment étudié par les observateurs qui, en revanche, se sont rués sur ledit « retour des rois ». En attendant, voir notamment sur cette question et, plus généralement, sur le contrôle centralisé de la... décentralisation, E. Braathen, *Politics of Decentralization. The Case of Mozambique*, Prigolo, 1998 ; H. G. West et S. Kloeck-Jenson, « Betwixt and between: "traditional authority" and democratic decentralization in post-war Mozambique », *African Affairs* (Oxford, Royal African Society) 1999, 98, pp. 455-484 ; B. Lachartre, *Enjeux urbains au Mozambique : de Lourenço Marques à Maputo*, Paris, Karthala, 2000 ; L. Buur et H. M. Kyed, *State Recognition of Traditional Authority in Mozambique. The Nexus of Community Representation and State Assistance*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2005, multigr. (« Discussion Paper », 28), « Contested sources of authority : re-claiming State sovereignty by formalizing traditional authority in Mozambique », *Development and Change* (Oxford, Blackwell), 2006, XXXVII (4), pp. 847-869 (2006), et « New sites of citizenship : recognition of traditional authority and group-based citizenship in Mozambique », *Journal of Southern African Studies* (Oxford, Carfax), 2006, XXXII (3), septembre 2006, pp. 563-582. Pour des monographies régionales sur ces aspects, voir notamment les thèses récemment soutenues par S. C. Forquilha, *Des autoridades gentílicas aux autoridades comunitárias. Le processus de mobilisation des chefferies comme ressource politique. État, chefferie et démocratisation au Mozambique : le cas du district de Cheringoma*, thèse de sciences politiques, Université Montesquieu-Bordeaux-IV, mars 2006, multigr. ; S. Chichava, *Le « Vieux Mozambique ». Étude sur l'identité politique de la Zambézie*, thèse en sciences politiques, Bordeaux, Université de Bordeaux-IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, juin 2007, multigr. ; D. do Rosário, *Les Mairies des Autres...*, *op. cit.*

<sup>140</sup> Sur les liens spécifiques entre la Renamo et les chefferies traditionnelles pendant et au sortir de la guerre civile, voir notamment : J. Alexander, « The local State in post-war Mozambique : political practice and ideas about authority », *Africa* (Édimbourg, International African Institute), 1997, LXVII (1), pp. 1-26 ; C. Geffray, *La Cause des armes...*, *op. cit.* ; H. G. West, « Traditional authorities and the Mozambican transition to democratic governance », in L. Graybill et K. W. Thompson (eds), *Africa's Second Wave of Freedom : Development, Democracy and Rights*, Lanham (Md), University Press of America, 1998, pp. 65-80 ; J. C. Graziani Pereira, *The Politics of Survival : Peasants, Chiefs and Renamo in Maringue District, Mozambique, 1982-1992*, mémoire de master, Johannesburg, University of Witwatersrand 1999 ; M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.* ; M. Padrão Temudo, « Campos de Batalha da cidadania no Norte de Moçambique », *Cadernos de estudos africanos* (Lisbonne, Centro de estudos africanos), 7-8, juin 2005, pp. 31-51 ; V. A. Antunes Lourenço, « Estado, autoridades tradicionais e legitimidade política : os parametros de um "casamentode con,veniencia" em Mandlakazi », *Cadernos de estudos africanos*, 7-8, juin 2005, pp. 79-103 ; F. Florêncio, *Ao encontro dos mambos. Autoridades tradicionais vaNdau e Estado em Moçambique*, Lisbonne, Imprensa de Ciências sociais, 2005.

péripartisanes issues du temps du parti unique<sup>141</sup>. Le *Serviço de informação e segurança do Estado* (service d'information et de sécurité de l'État, SISE) surveille étroitement l'idonéité des « leaders communautaires » nommés et a pour objectif assumé que 100 % d'entre eux soient des partisans du Frelimo<sup>142</sup>. Le discours de la Renamo est efficace quand il dénonce la fusion État-parti, mais il s'agit toujours d'un discours « contre », accolé au discours sur le passé. La question d'un « nouveau programme » est éternellement repoussé au « prochain congrès ».

Plus grave est l'incapacité de la Renamo à mener des campagnes politiques en dehors des campagnes électorales. Après le grave échec de 2004, A. Dhlakama comptait sur le relais des élections provinciales prévues le 16 janvier 2008, en pleine saison des pluies<sup>143</sup>... Il espérait qu'il y aurait de l'argent public pour la campagne des partis, ce qui aurait permis de « faire vivre » la Renamo – mais il fut rapidement certain qu'il n'y en aurait pas par refus de l'Union européenne de le fournir, et que ces élections ne seraient pas internationalement observées. Finalement, elles n'eurent jamais lieu, le seul relais électoral avant les élections de fin 2009 étant donc les élections municipales dans les quarante-trois villes et bourgs concernés. Mais, de toute manière, dans la vie d'un parti, il ne peut y avoir seulement les campagnes électorales. On a déjà évoqué le silence de la Renamo face aux affaires de corruption et de criminalité dans l'État. Elle est également muette face aux multiples exemples factuels de fusion entre l'État et le Frelimo : par exemple quand, en juin 2004, ce parti a convoqué les administrateurs de district (donc des fonctionnaires de l'État) de tout le pays pour une Conférence nationale du Frelimo en vue de la préparation des élections, la Renamo n'y a vu aucune occasion de campagne pour la démocratie, la séparation entre l'État et le parti, et la défense de la liberté d'opinion dans l'administration publique. De même peut-on observer son silence quand le Frelimo procédait à la désignation de son candidat aux présidentielles de 2004 qui s'approchaient, commençant par le choix d'un nouveau secrétaire général du parti : le clan Chissano n'était pas encore tout à fait battu, et si la Renamo pouvait certes considérer qu'une bataille interne au parti au pouvoir ne la concernait pas, elle pouvait en revanche mener campagne, dès alors,

---

<sup>141</sup> Ainsi, les secrétaires de quartier remplissent-ils le rôle des anciens « Groupes dynamiseurs » des quartiers.

<sup>142</sup> Merci à Éric Morier-Genoud pour m'avoir transmis des informations concrètes sur cette caractéristique, notamment pour la province d'Inhambane.

<sup>143</sup> Voir notamment l'éditorial de Joseph Hanlon, « Voting in the rain ? », *Mozambique Political Process Bulletin*, 34, 6 juillet 2007.



contre le vainqueur probable<sup>144</sup> en vue de la campagne électorale de 2004. Mais elle n'évoqua même pas la biographie politique de A. Guebuza pour ses actes les plus contestables de l'époque du parti unique et des affaires ultérieures, dont la dénonciation eût pu dessiner en filigrane un programme social alternatif ou d'éthique politique et, surtout, pouvait contester l'hégémonie du Frelimo dans la capitale et dans les provinces du Sud qui avaient particulièrement souffert de ses actes<sup>145</sup>. Une fois président, A. Guebuza attribua, au nom de la « décentralisation » bénie par la communauté internationale, sept milliards de *meticais* aux gouvernements de district, afin de leur permettre de « prendre des initiatives ». Cet argent, dans l'optique des élections provinciales d'abord programmées pour 2007 puis pour janvier 2008 et qui n'eurent jamais lieu, puis des élections locales (qui se sont tenues en 2008 et 2009), fut naturellement distribué de manière très partisane par les représentants locaux de l'État, sans appels d'offres ou autre procédure transparente. La Renamo aurait pu mener une campagne nationale sur cette question, se comportant de la sorte un peu comme un « syndicat de gens ». Il n'en fut rien. Même sur la symbolique de la paix, elle est inopérante. Ainsi, sous la présidence de J. Chissano, lors de chaque 4 octobre (anniversaire des accords de Rome de 1992), A. Dhlakama était invité à participer aux cérémonies ne serait-ce qu'en tant que membre du Conseil d'État. Or, un an après son élection, le président A. Guebuza décida d'organiser seul la cérémonie des accords, pourtant signés par les deux parties. Des cadres de la Renamo suggèrent à

---

<sup>144</sup> Hélder Muteia, jeune ministre de l'Agriculture du gouvernement Chissano, assez populaire parmi les quadras du parti de sa génération, obtint seulement 12 % des voix à la réunion du Comité central du Frelimo de juin 2002, contre 76 % à Armando Guebuza. Joaquim Chissano sera définitivement écarté de la présidence du parti en mars 2005 par le comité central, par entorse aux statuts qui prévoient qu'une telle décision revient au Congrès (*AIM News Cast*, 8 juin 2002, réf. 32502E, cité par A. Cordeiro, *op. cit.*, p. 12). Depuis, A. Guebuza cumule les fonctions de président du parti et de l'État, comme au temps du parti unique.

<sup>145</sup> Commissaire politique national au début de l'indépendance, A. Guebuza se fit connaître pour les expulsions « 20/24 » (20 kg de bagage sous 24 heures) du pays auxquelles il procéda contre des Portugais (blancs mais aussi d'autres couleurs) qui avaient choisi de rester. Considéré comme « prosoviétique », il fut l'homme de la villagisation forcée de la vallée du Limpopo en 1977 et 1978, mettant à profit des inondations catastrophiques du fleuve (les terres inondées ne furent pas rendues aux paysans, mais dévolues à des fermes d'État et villages communaux dont les mêmes paysans devaient devenir les travailleurs); ensuite, il fut l'un des principaux auteurs de l'« opération Production » qui visa, en 1983, à expulser des villes les milieux sociaux du travail informel. Un tel pedigree pouvait être mis à profit par la Renamo... Devenu ministre des Transports après les accords de Nkomati, sa fortune personnelle s'accrut désormais de manière continue. Un temps proche, voire inspirateur des Anciens Combattants (voir « Lettre des Anciens Combattants », *Politique africaine*, 29, mars 1988, pp. 115-130), propagandiste de la « promotion des cadres nationaux » (comprendre « noirs »), il fut l'un des premiers à théoriser ouvertement la nécessité de la création d'une « bourgeoisie nationale », dont il entendit naturellement faire partie. Considéré comme l'homme le plus riche du pays, il est familièrement surnommé « Guebusiness ». Là encore, la Renamo aurait pu poser des questions sur une richesse qui ne pouvait pas être issue de son seul salaire de ministre ou d'un (très fameux) « élevage de canards » (source officielle de sa richesse). M. Mosse, *Corrupção em Moçambique. Alguns elementos para debate*, Maputo, édition de l'auteur, novembre 2004, donne une longue liste des entreprises dans lesquelles A. Guebusa avait des intérêts au moment de son accession à la présidence.

A. Dhlakama de s'y rendre de lui-même, en présence de la presse : certes, il aurait été refoulé, mais aurait transformé la cérémonie en événement politique autour du thème de la réconciliation et du respect de l'Autre. Dhlakama préféra organiser une petite cérémonie privée au siège du parti<sup>146</sup>.

Un exemple local illustrera l'« incapacité démocratique » de la Renamo à se construire comme ce « syndicat de gens » face aux abus quotidiens du parti-État.

### La pintade du Save et l'État de droit

L'estuaire du fleuve Save est une vieille zone de résistance anticoloniale, déjà évoquée *supra* à propos des salines de Mambone. L'aire est artificiellement divisée entre les deux provinces d'Inhambane au sud du fleuve, et de Sofala au nord. C'est la partie extrême sud-orientale du peuplement ndau, qui se prolonge jusqu'au Zimbabwe. Le Frelimo, qui compte très peu de dirigeants de cette ethnicité en raison de la répression contre Uria Simango, y a tôt été ressenti comme un corps étranger. Machanga (au nord) et Mambone (au sud du fleuve) n'ont jamais été occupées par la Renamo pendant la guerre, mais votèrent cependant d'une manière écrasante en sa faveur en 1994 : 80,14 et 85,05 % pour tout le district de Machanga et 63,47 et 71,35 % dans la localité de Mambone proprement dite<sup>147</sup>, respectivement aux présidentielles et législatives. Ces scores sont globalement confirmés en 2004 : 78,73 et 72,08 % dans le district de Machanga et 74,70 et 68,56 % à Mambone *stricto sensu* respectivement aux présidentielles et législatives<sup>148</sup>. Bref, la Renamo y échappe au désastre général : dans cette *terra*, elle est chez elle. C'est important pour la suite de l'histoire...

Ibraimo Omar Abdullah, dit « Guerra » du fait de l'ancienne amitié de sa famille avec un Portugais (éponyme) de l'administration coloniale, est un commerçant de Mambone de trajectoire assez rare dans la région puisqu'il est un ancien descendant d'un marchand d'Arabie Saoudite qui vendait des *missangas*<sup>149</sup>. Ce dernier épousa des

---

<sup>146</sup> Entrevue avec Miguel Padrão, Maputo, 4 octobre 2006 (le jour même de ladite cérémonie).

<sup>147</sup> Ces résultats concernent les huit bureaux de vote de la localité de Mambone. Le district dont le chef-lieu est à Mambone est le Govuro, très étendu et de peuplement partagé. La zone majoritairement ndau est au nord, autour de Mambone (qui, en tant que « capitale », est quelque peu multiethnique), les deux tiers sud étant de peuplement presque exclusivement tsua, l'un des grands groupes ethniques du Sud qui vote traditionnellement Frelimo. Les résultats à l'échelle de tout le Govuro donnèrent une petite avance au Frelimo : 43,88 % (Dhlakama) et 48,37 % (Chissano).

<sup>148</sup> Valeurs en pourcentage des suffrages validés, calculés à partir de B. Mazula (ed.), *Moçambique. Dados estatísticos do processo eleitoral 1994, op. cit.*, et de A. G. Carrasco (coord. général), *Eleições gerais 2004, op. cit.* Je n'ai pas trouvé les résultats détaillés pour 1999.

<sup>149</sup> Perles de pacotille. Je ne crois pas qu'il y ait eu une traite servile dans la région au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

femmes africaines et créa une nombreuse famille qui possédait des boutiques dans toute la région, une famille *assimilada*<sup>150</sup>. La famille a un peu souffert du Frelimo, certains soutenant ce parti et commerçant avec l'armée zimbabwéenne<sup>151</sup>, d'autres non. Lui-même, Ibraimo, est partisan de la Renamo, mais discrètement, car il a besoin du crédit bancaire.

Sa sœur, femme d'un professeur, donc d'un adhérent du Frelimo – et de confiance<sup>152</sup>! –, élevait des pintades dans son jardin à Mambone. Or, une de ces pintades vola jusqu'à la maison de l'administrateur du district. Ce dernier était en brousse. La sœur alla demander qu'on la lui rendît, ce qui fut refusé par l'épouse du responsable. Quelques mots furent échangés, l'épouse pensant sans doute que l'animal était à elle<sup>153</sup>. Mais la pintade s'envola à nouveau du *palácio*<sup>154</sup>, ce qui permit à la sœur de la capturer et de la ramener dans son jardin. C'était le samedi 17 septembre 2006, il faisait déjà nuit mais l'administrateur, de retour, envoya *illico presto* la police arrêter l'insolente et saisir la pintade. On ne sait pas ce qu'il advint de la dernière, mais la première fut emprisonnée durant six jours. Le juge de district – membre du Frelimo – la condamna à cinq mois de prison pour avoir manqué de respect à... l'administrateur. Ibraimo dut payer cinq millions de *meticais* (167 euros, l'équivalent local de 100 pintades) pour la tirer du cachot. Son mari, le professeur du Frelimo, hurla dans la rue qu'il ne voulait plus entendre parler de ce parti<sup>155</sup>.

Voici une toute petite histoire d'abus de pouvoir, de celles qui empoisonnent la vie quotidienne des citoyens, voire de corruption locale (les cinq millions de *meticais* ont-ils échu dans les caisses de l'État?). Mais l'important à présent n'est pas là. Ibraimo est très connu sur place, et la Renamo locale, qui est ici comme un poisson dans l'eau, a très vite été informée. C'était un exemple immédiat de ce que l'on reproche au parti au pouvoir, un rassemblement pacifique devant la prison locale était possible, une délégation pouvait demander rendez-vous à l'administrateur, etc. Bref, on peut construire un parti en tant que « syndicat de gens » par de telles petites actions. N'y avait-il pas eu une manifestation à Mambone, en novembre 2000, pour répondre au mot d'ordre national? Mais quelle initiative propre prit la délégation locale de la

---

<sup>150</sup> L'assimilation consistait à octroyer la citoyenneté portugaise à une infime élite africaine.

<sup>151</sup> Les troupes de Robert Mugabe participèrent aux combats contre la Renamo en appui à l'armée mozambicaine, principalement dans le centre du pays.

<sup>152</sup> ... c'est lui qui avait dépouillé les votes de la conférence locale préparatoire au IX<sup>e</sup> congrès du Frelimo.

<sup>153</sup> La pintade est un cadeau fréquemment offert par les gens à l'administrateur.

<sup>154</sup> Le « palais », la maison de l'administrateur.

<sup>155</sup> Entrevue avec Ibraimo Omar Abdullah, Mambone, 21 septembre 2006.

Renamo pour cet incident significatif ? Aucune. *Estamos à espera de orientações*<sup>156</sup>. Prévinrent-ils, tout du moins, la délégation provinciale à Inhambane ? Non<sup>157</sup> : ils n'ont pas même pensé localement que cet incident pouvait leur permettre de recevoir des *orientações* autorisant dès lors la mobilisation locale. À Mambone, il y a une forte tradition de vote pour la Renamo, mais on peut supposer que cet « auto-immobilisme » est catastrophique dans les régions où il s'agit de gagner (ou de préserver) l'électorat face à l'État clientéliste.

### **Le fax d'Ossufo Momade**

La crise de la délégation provinciale de la Renamo de Nampula fut connue par le fait qu'un simple fax venu de la direction nationale aurait démis de ses fonctions le délégué provincial élu par la base, Benjamin Cortês, pour lui substituer Mário Albino, le 22 juillet 2005. La presse gouvernementale en fit des gorges chaudes, montrant comment ce parti, décidément, n'était pas démocratique. Comme il s'agit de la province du Nord la plus peuplée, et que sa capitale est en passe de devenir la seconde ville du pays, il vaut la peine d'évoquer cet incident.

La province, maintenue par le Frelimo dans les limites identiques à celles de la colonisation, contient une partie de l'ancienne Macuana, cette vaste aire de sociétés macuas matrilineaires qui n'a pas tellement soutenu le Frelimo – perçu comme le parti des Macondes<sup>158</sup> ou des gens de la ville. La Renamo y a été puissante (quoique à un degré moindre qu'en Zambézie) pendant la guerre civile et, en 1994 et 1999, elle y a obtenu la majorité, relative ou absolue, tant aux législatives qu'aux présidentielles (voir tableaux I et II). Or, en 2004, elle a obtenu 40,22 % des voix aux législatives (contre 47,85 au Frelimo) pendant que Dhlakama, de ses 57 % obtenus en 1999, tombait à 44 % (contre 49,8 à Chissano). Même si les scores rénamistes restaient encore élevés, cette perte de la province la plus peuplée était catastrophique et très typique du fort réinvestissement politique, clientéliste et même religieux du Frelimo dans le Nord,

---

<sup>156</sup> « Nous attendons les ordres. »

<sup>157</sup> Entrevue avec Lino Jequé, Mambone, 21 septembre 2006. J'ai raconté cette « petite histoire » à Afonso Dhlakama lui-même qui, avant même que je n'en tire la conclusion devant lui, ajouta : « ... e não fizeram nada » (« et alors ils n'ont rien fait »). Entrevue avec A. Dhlakama, Maputo, 24 octobre 2006.

<sup>158</sup> Les Macondes, une ethnicité très minoritaire dans le pays, située à l'extrême nord du Cabo Delgado et se prolongeant en territoire tanzanien, furent le fer de lance de la guerre de libération, surtout à ses débuts. Ils sont vus (par nombre de Macuas) comme une « société guerrière » exprimant un complexe de supériorité. Par ailleurs, les Macuas se sont toujours sentis méprisés par l'élite sudiste et urbaine du Frelimo. Voir notamment C. Geffray, *Ni père ni mère. Critique de la parenté : le cas makhuwa*, Paris, Seuil, 1990, et D. do Rosário, *Les Mairies des autres...*, op. cit.

depuis que A. Guebuza a pris les rênes du parti en 2002. Il était donc logique que la question de la direction provinciale de la Renamo fût posée. Mais les versions que j'ai recueillies divergent fort.

Selon David Aloni, la campagne de 2004 n'aurait pas été bien menée, et la défaite (avec ses conséquences matérielles immédiates : moins de députés, etc.) aurait fait ressurgir des tensions ethniques internes au parti que la logique précédente de conquête avait contenues. Le premier *delegado provincial* avait été Ricardo Sebastião de Oliveira, un Macua, mais il fut élu député en 1994. C'est Ossufo Momade, un Macua musulman, qui fut élu. En 1999, ce dernier devint député et Luís Trinta Mecupia fut nommé *delegado*. Ce dernier fut élu député en 2004 (avec Ossufo Momade entre-temps devenu secrétaire général du parti) et le problème se reposa pour la *delegação*. La Renamo avait officiellement décidé que les délégués devaient être vraiment élus par la base. Ce fut alors un ancien fonctionnaire de l'administration coloniale puis indépendante qui gagna les élections internes, Benjamin Cortês. Le travail de ce dernier était apprécié de tous, à commencer par A. Dhlakama. Cortês était un Zambézien de l'élite créole de Quelimane, employé au port de Nacala (le grand port lié à Nampula par chemin de fer), qui fut dès lors aidé par deux *assessores* nommés par A. Dhlakama, l'un ndau, António Gonçalves, l'autre sena, Luciano Salvador. La duplication du travail entre *delegado* et *assessores* d'une part, et le fait qu'aucun des dirigeants ne soient d'origine locale d'autre part, dans une province qui avait beaucoup souffert de l'imposition de cadres extérieurs dans l'administration du Frelimo, commencèrent à créer un malaise. Or, dans un parti très hiérarchisé et personnalisé, on ne touche pas à la personne nommée par le chef (*l'assessor*), mais on peut toucher au *delegado*, même si celui-ci a été élu. Bref, les *assessores* et l'ancien délégué Sebastião de Oliveira se mirent à faire de l'agitation auprès de A. Dhlakama pour que Cortês soit remplacé par un Macua<sup>159</sup>. La direction centrale semble s'être convaincue de cette nécessité et c'est dans ce cadre que surgit l'affaire du « fax d'Ossufo Momade » reçu pendant une réunion de militants provinciaux réunis à Angoche, et congédiant sans ménagement Benjamin Cortês<sup>160</sup>.

Selon A. Dhlakama, les choses ne se sont pas passées ainsi. La lutte avait été très dure à Nampula : de 32 députés en 1994, le nombre baissa à 26 en 1999 et 23 en 2004, mais trois municipalités furent gagnées en 2003, Nacala, Ilha et Angoche, Monapo

---

<sup>159</sup> Entrevue avec David Aloni, Matola, 11 septembre 2006.

<sup>160</sup> Selon une autre version, le fax fut envoyé à Nampula, et apporté à Angoche par João Alexandre, membre de la Commission politique de la Renamo (entrevue avec Linette Olofsson, Maputo, 12 septembre 2006).

échappant à la Renamo d'une seule voix, avec la vraie défaite de Nampula, la capitale de province. Selon lui, quand Trinta Mecupia quitta la délégation, Benjamin Cortês, qui était *vereador* (adjoint au maire) à Nacala depuis l'année précédente, fut appelée à la rescousse à Nampula. Cortês

« travaillait, mais il y avait de fait une carence en termes de direction, il ne savait pas faire de meetings, il ne savait pas parler aux Macuas bien que parlant l'emacua. C'était plus un homme de bureau que de parti. Les membres ont commencé à se plaindre, mais nous [à Maputo] n'avons rien fait. Les membres ont alors écrit une lettre demandant l'autorisation de choisir un enfant du pays [port. : *um homem da Terra*]. Nous avons répondu : "Vous pouvez choisir, nous acceptons ce que vous voulez." Ossufo Momade envoie le fax, où il dit "Nous avons compris ce que vous êtes en train de faire". Voilà ce qu'il en a été de ce fax ! Nous n'avons pas démis Bento, nous avons seulement dit que nous comprenions ce que le conseil provincial faisait<sup>161</sup> ».

Ossufo Momade donne quelques autres détails. Le Président était déjà venu antérieurement à une réunion du conseil provincial et des conseils de districts à Nampula, et

« les membres ont demandé à ce que l'on retire le Snr *Delegado* Benjamin Cortês. [...] Cortês lui-même dit, au cours de cette même réunion, en face du Président, qu'il mettait son mandat à la disposition du parti. [...] Mais le Président a dit qu'il n'était pas venu pour ça, mais pour visiter la province. Alors ces mêmes membres nous ont fait une lettre récapitulant les reproches. [...] j'ai fait un fax à la Commission politique [provinciale], demandant de se mettre en rapport avec le Conseil provincial, pour qu'eux-mêmes prennent cette mesure. Le président de séance [du Conseil] a lu le fax, l'ancien délégué a été démis. Il est reparti à Nacala Porto, où il est toujours adhérent et fait partie du conseil municipal<sup>162</sup> ».

---

<sup>161</sup> Entrevue avec A. Dhlakama, Maputo, 12 septembre 2006.

<sup>162</sup> Entrevue avec Ossufo Momade Ossufo, 3 octobre 2006.

Selon le nouveau *delegado*, Mário Albino :

« Il y avait des choses qui ne fonctionnaient pas bien [...] quand Trinta Mecupia est devenu député [lors des élections de 2004] une conférence provinciale a élu Benjamin Cortês [...]. Ce fut le temps de la faiblesse politique dans la province. Certes, à la différence de Trinta Mecupia, B. Cortês allait dans les districts, mais il ne poussait pas jusqu'aux localités et ne faisaient pas de meetings avec la population. Normalement, le *Delegado provincial* doit aller aux districts avec la *Liga da Juventude*, la *Liga feminina*, les *Desmobilizados*<sup>163</sup> et d'autres pour activer le travail dans les domaines respectifs. Il y allait tout seul, ou avec seulement deux personnes [...] il se réunissait seulement avec les directions [de districts] et revenait. La mission d'un dirigeant politique est de travailler avec le peuple, de faire des meetings, de dire à la population que la Renamo existe, que Dhlakama existe. [...] Le mauvais travail provoquait des problèmes politiques. Alors les cadres ont demandé à Dhlakama, mais il avait entière confiance en Cortês [...] Il a répondu [...] qu'il soumettrait la question à la Commission politique nationale. C'est de là qu'est venu le fameux fax. Le fax venait avec la cessation de fonction de Cortês et avec la proposition de mon élection. Mais ce fax est arrivé à une réunion qui était déjà une conférence provinciale [*i.e.* au lieu d'arriver à la commission politique provinciale, pour qu'elle l'apprécie] et le fax fut lu par le coordinateur de la commission politique provinciale<sup>164</sup>. »

La version de David Aloni et les trois suivantes ne sont en fait pas si contradictoires. Quels que fussent les « membres » qui ont écrit à la direction nationale pour demander le changement du délégué provincial, ils l'ont fait dans le cadre d'un parti très hiérarchisé : ils demandent *l'autorisation d'élire* quelqu'un d'autre, alors que c'est de leur compétence statutaire, et il est tout à fait certain que si la direction n'avait pas répondu qu'elle « acceptait » ce qu'ils désiraient, rien ne se serait passé. M. Albino confirme que le fax contenait déjà le nom de la personne à élire – lui-même, un enfant du pays, un Macua. La crise ne fut pas résolue pour autant, puisque le « chef de la mobilisation » pour Nampula, Rupansana, un Macua militant de longue date, se démit de ses fonctions pour protester contre cette manière de faire<sup>165</sup>.

---

<sup>163</sup> À l'image du Frelimo, la Renamo a créé ses « organisations de masse », la Ligue de la jeunesse, la Ligue des femmes, les Démobilisés (Anciens Combattants), etc.

<sup>164</sup> Entrevue avec Mário Albino, Nampula, 6 octobre 2006.

<sup>165</sup> Entrevue avec Linete Olofsson, Maputo, 12 septembre 2006.

Cette affaire illustre la difficulté à élaborer une « analyse politisante » des échecs : il n'y a jamais de vraies discussions politiques sur la meilleure manière de construire le parti, le choix des thèmes de campagne, la capacité de réaction rapide à un événement local – la seule discussion possible semble être sur la personnalité et le profil du chef à choisir localement, avec l'autorisation du chef supérieur. Cela montre une fois de plus l'incapacité de la Renamo à faire émerger les éléments d'une nouvelle culture politique : le modèle reste le paternalisme autoritaire du Frelimo hai.

#### LES MECONTENTENTS SONT-ILS DES VENDUS ?

Le mécontentement est ancien au sein de la Renamo – pour ne point remonter au temps de la guerre civile.

#### La nébuleuse des Anciens Combattants

La Renamo comme parti s'est très vite « civilisée » entre 1992 et 1994 à la base et à ses échelons intermédiaires. Une grande partie des soldats se sont dispersés dans la société. Mais il demeure, on l'a vu à propos de Tete, des villages d'anciens combattants et, un peu partout, d'ex-guérilleros de niveau hiérarchique intermédiaire qui se sentent abandonnés. Dès 1995 est ainsi apparue à Chimoio une *Associação dos Antigos Combatentes desfavorecidos da Renamo* (Acodermo, Association des anciens combattants défavorisés de la Renamo) menée notamment par Janota Luís, qui s'enorgueillit d'avoir tiré le premier coup de feu de la Renamo le 3 février 1977<sup>166</sup>, avant même le « premier coup de feu officiel » d'André Matsangaissa<sup>167</sup>. Janota Luís n'a jamais eu de bons rapports avec A. Dhlakama, ayant travaillé pour les Rhodésiens puis les Sud-Africains, puis étant toujours resté simple soldat de la Renamo en dépit de ses compétences, devenant capitaine seulement au cours de la démobilisation. Malgré cela, il avait refusé d'entrer dans la nouvelle armée unifiée. Et la Renamo ne lui avait accordé aucun *subsídio*. En 1994, il avait par vengeance fait la campagne du parti SOL qui soutenait

---

<sup>166</sup> Le mythe du « premier coup de feu » est un mimétisme de plus envers le Frelimo, qui a fabriqué toute une mémoire autour du premier coup de feu officiel du 25 septembre 1964 à Chai (district de Macomia), alors même que côté Frelimo il y eut deux opérations militaires antérieures à celle de Chai, et que d'autres incidents armés organisés par des groupes dissidents avaient eu lieu en Zambézie et au Cabo Delgado respectivement en juillet et août 1964.

<sup>167</sup> Entrevue avec Janota Luís (alias Sebastião Moçulando Chapepa dans l'exil puis la Renamo), Chimoio, 28 septembre 2006.



Casimiro Nhamitanda, ce qui l'avait d'autant plus marginalisé. Son Acodermo semble avoir eu un certain succès au départ, puisque l'on signale une réunion à son domicile de Chimoio en présence de trois généraux de la Renamo en novembre 1995<sup>168</sup>. L'association fait encore un peu parler d'elle en 1997<sup>169</sup> et paraît avoir disparu ensuite. La « biographie de rancœur » d'un Janota Luís constitue évidemment un exemple parmi bien d'autres et est à rapprocher du mécontentement de nombreux « civils de la clandestinité » qui ne se sont pas sentis suffisamment considérés par leur parti, étant « doublés » par d'autres civils indiqués par la direction. Le phénomène, classique de toutes les formations militaires au sortir d'une guerre, est aggravé ici par la verticalité du parti : le chef ne peut tout évaluer et est donc étroitement dépendant des intrigues et des rumeurs pour la sélection des responsables.

Une autre initiative de profil « civil » mais regroupant une partie des mêmes personnes que l'Acodermo, et de nouveaux mécontents, fut annoncée par conférence de presse les 20-21 janvier 2006 à Beira, la *Junta nacional de Salvação da Renamo* (Junte nationale de salut de la Renamo). La direction de la Renamo s'en gaussa, disant qu'il s'agissait d'une « Junte de salut du PDD » – le petit parti fondé par le dirigeant exclu, Raúl Domingos, et qui n'avait pas réussi à percer lors des élections de 2004. Il est vrai que certains de ses animateurs, à commencer par sa porte-parole Aldina da Cruz<sup>170</sup>, avaient soutenu la campagne de Raúl Domingos sans avoir nécessairement la carte du parti. L'histoire de la dissidence d'Aldina est intéressante car elle fut, dans la Renamo, « DF<sup>171</sup> » à partir de 1987. Ancienne « enfant de l'armée » gouvernementale<sup>172</sup> puis instructrice, elle est raptée à 19 ans et devient major dans le camp rebelle. Lors de la démobilisation, elle a des responsabilités politiques en Zambézie et à Manica, puis entre à l'Amodeg<sup>173</sup> dans le secteur féminin. Or, là, elle « travaille bien » avec des femmes du Frelimo, au service de l'association comme elles, ce qui attire la suspicion de la Renamo, d'où sa marginalisation. Le document fondateur de la JNSR énumère

---

<sup>168</sup> Entrevue avec Saimone Muteerwa Manhiqueza, Tete, 29 septembre 2006. Muteerwa était, en 1995, l'agent de la *Segurança* chargé par A. Dhlakama d'en finir avec l'Acodermo, ce qu'il semble avoir réussi, permettant même le recrutement de J. Luís pour ladite *Segurança* avec la promesse de devenir député. Voir aussi l'article « Descontentes da Renamo criam associação em Manica », *Notícias* (Maputo), 7 novembre 1995, p. 3, qui cite quelques noms de généraux « concernés » par l'Acodermo (ce qui ne veut pas dire adhérents, sans oublier que le *Notícias* est un journal gouvernemental qui aggrave ainsi les problèmes en citant ces noms...).

<sup>169</sup> « Líder da Acodermo rejeita alegações de A. Dhlakama », *Notícias*, 3 octobre 1997, p. 4.

<sup>170</sup> Entrevue avec Aldina Riva da Cruz Rosário Almeida, Chimoio, 29 septembre 2006.

<sup>171</sup> À l'image du Frelimo pendant la guerre anticoloniale, la Renamo avait fondé, pendant la guerre civile, son propre *destacamento feminino* (détachement féminin).

<sup>172</sup> Fille d'ancien combattant, elle-même engagée dans des tâches civiles pour l'armée dès l'âge de 12 ans.

<sup>173</sup> L'Amodeg (*Associação moçambicana dos deficientes de guerra*, Association mozambicaine des handicapés de guerre) est une association très vivante, relativement indépendante du parti au pouvoir et qui a réellement suivi d'anciens guérilleros des deux camps.

une série impressionnante de motifs de mécontentement, qui tournent toujours autour de la verticalité du parti et de la non-valorisation d'anciens combattants gradés et de civils de la clandestinité<sup>174</sup>. Cependant, cette JNSR, qui s'était formée notamment en prévision du congrès suivant de la Renamo (qui n'eut jamais lieu...), n'a développé aucune tendance contestataire au sein de la Renamo, bien qu'ayant réussi à tisser des liens dans plusieurs délégations provinciales du parti<sup>175</sup> et à s'attirer la sympathie de plusieurs députés qui restèrent... muets. Une fois de plus, la contestation ne s'est pas appuyée sur le développement d'une pensée politique mais seulement sur des critiques au chef et sur la recherche d'un chef alternatif.

Une autre manifestation de l'importance du mécontentement des Anciens Combattants fut l'initiative que prit la direction de la Renamo, peut-être en réponse au danger potentiel de la JNSR, d'annoncer la création de l'*Associação dos Antigos Combatentes da Luta pela Democracia*<sup>176</sup>. Mais le besoin venait de plus loin, comme en témoigne Hermínio Morais, membre de la direction nationale de la Renamo et du Conseil national de défense et sécurité<sup>177</sup>, et ancien général :

« [En 1994], la Renamo avait une base solide à la campagne. Cet appui, cette force, a persisté jusqu'en 1999, avec les Anciens Combattants, les voisins, leurs familles, dans l'espoir que nous pourrions changer la situation. En 1999, en raison de la faible capacité administrative de la Renamo, le Frelimo a été capable de faire ce qu'il a fait. [...] La Renamo aurait dû être capable de former des cadres, elle ne l'a jamais fait [...]. La Renamo ensuite n'a pas monté des projets [économiques et sociaux], afin de maintenir cette force dans sa base, parmi les Anciens Combattants [Ils] ont commencé à disparaître, au milieu de leurs familles, à force d'être marginalisés. [...] au lieu de faire des activités politiques, [ils] en vinrent à vouloir seulement assurer la subsistance de leurs familles. [...] Le Frelimo a compris la fragilité de nos Anciens Combattants. Cette force a commencé à se diluer. Ils étaient discriminés au sein des Forces armées<sup>178</sup>, avec des démobilisations forcées [...]. La Renamo commença à avoir des problèmes internes : éloignement de Raúl Domingos, mécontentement d'autres. Raúl Domingos a créé son parti, certes petit

---

<sup>174</sup> « Querem que Dhlakama mude mas não querem derrubá-lo », *Canal de Moçambique* (Maputo), 154, 14 septembre 2006, pp. &-4.

<sup>175</sup> Entrevues avec Francisco Jorge Almeida Samaria, Tete, 29 et 30 septembre 2006.

<sup>176</sup> « Association des anciens combattants de la lutte pour la démocratie », dont le nom est mimétique de l'association congénère du Frelimo, l'« Association des anciens combattants de la lutte pour l'indépendance » – la différence notable entre les deux associations étant que la carte d'adhérent à la seconde donne droit à une petite pension de l'État...

<sup>177</sup> Le *Conselho nacional de Defesa e Segurança* est une instance consultative auprès de la présidence de la République qui se réunit trimestriellement.

<sup>178</sup> Il s'agit de ceux qui avaient rejoint l'armée unifiée.

mais certains l'y ont suivi. Quelques-uns ont créé l'Acodermo [...]. Ça été une grande erreur de la direction nationale, dont je fais partie, de n'avoir pas créé une association dès 1994, alors qu'il y avait encore l'Onumuz qui pouvait donner son appui à la création des conditions de son fonctionnement. À la base, quand les populations ont vu que les Anciens Combattants étaient faibles, ne faisaient aucun travail politique, [quand] ils ont vu que celui qui est du côté de la Renamo n'obtient jamais d'emploi ou de crédit, alors ils se sont mis à penser [...] Et les Anciens Combattants qui auraient dû pouvoir aider leurs familles sont restés à la charge de leurs familles. La Renamo n'avait pas les moyens de subvenir à leurs besoins, mais n'a pas non plus créé les conditions pour des projets, des coopératives. Ce fut une grande erreur<sup>179</sup>. »

Il semble que A. Dhlakama ait toujours craint, ne serait-ce que pour des raisons financières, l'organisation formelle des Anciens Combattants. De même a-t-il toujours refusé que l'on dressât la simple liste des anciens civils de la clandestinité : « il n'a pas été d'accord, il avait peur qu'ils lui demandent alors de l'argent<sup>180</sup> ». On peut aussi penser que la crainte était politique, face à la formation d'associations certes liées au parti mais potentiellement puissantes. Néanmoins, il y avait déjà eu des tentatives de mener de petits projets, y compris avec des financements obtenus : cependant, le matériel n'était soit jamais arrivé, soit était inadapté et les projets tombèrent à l'eau faute du minimum de gestion nécessaire. De fait, A. Dhlakama octroyait déjà un très petit subside privé à certains anciens combattants (sans doute principalement ceux des « villages » et de sa garde de Maringué), mais leur situation sociale était désastreuse. Selon A. Dhlakama lui-même, nombre d'handicapés de guerre n'avaient jamais reçu la petite pension d'invalidité prévue au moment de la démobilisation en 1993-1994 :

« Les nôtres n'y parviennent pas. Du point de vue humain, il faut donc une association. Le second objectif est politique, ils font toujours pression sur moi, j'ai été leur commandant en chef, ils sont en train de perdre l'espoir. Ils voient que la démocratie disparaît, que le parti au pouvoir a tendance à éliminer le pluripartisme. Quelle alternative pour freiner cette évolution ? Telle est l'idée<sup>181</sup>. »

---

<sup>179</sup> Entrevue avec Hermínio Morais, Maputo, 23 octobre 2006.

<sup>180</sup> Selon le témoignage de Saimone Muterwa (Manhiqueza), Chimio, 29 septembre 2006.

<sup>181</sup> Entretien avec Afonso Dhlakama, Maputo, 12 septembre 2006.

En fait, il semble bien que l'« initiative » de la direction de la Renamo visa aussi à ce qu'elle ne fût pas prise par les Anciens Combattants eux-mêmes. Cela est transparent dans le témoignage d'Hermínio Morais :

« À partir de 2004, la Renamo a vu qu'elle ne pouvait se passer d'utiliser la force civile des anciens militaires. C'est la grande lutte [port. : *é a grande guerra*] que les Anciens Combattants mènent en ce moment au sein de la Renamo. Comme forme de faire valoir leurs intérêts, les Anciens Combattants sont venus voir la direction nationale et ont dit qu'ils allaient créer une association. La direction recevait des lettres d'Anciens Combattants, de critiques au Président qui les aurait abandonnés, et de nombreuses lettres demandaient une représentation au sein de tous les organismes, y compris la Commission nationale électorale, le STAE, les municipalités, et pour y parvenir voulaient tenir un congrès pour discuter de la vie de la Renamo du Rovuma au Maputo<sup>182</sup> ? J'ai été mis dos au mur, comme ancien général. Monsieur le général, vous devez faire pression sur le Président, pour nous donner de la voix, car nous sommes oubliés. C'était les gens eux-mêmes, non des groupes voulant déstabiliser [le parti]. Alors la direction s'est aperçu que les Anciens Combattants veulent changer le parti, veulent un parti fort comme il l'était auparavant<sup>183</sup>. »

Plus de douze ans après la fin de la guerre et la démobilisation, la création de l'association visait donc également à empêcher des dissidences politiques, voire *in fine* le recrutement d'anciens combattants de la Renamo par le Frelimo, et à capter l'aide d'ONG étrangères pour de petits projets sociaux ou économiques avec les anciens guérilleros. Il devait enfin s'agir d'un *lobby* pour les militaires ex-rénomistes dans l'armée unifiée qui étaient peu à peu marginalisés (ils n'ont ainsi le commandement que pour trois des vingt-trois bataillons d'une armée qui reste éminemment sudiste au niveau de la direction et, pour les cours de spécialisation, le gouvernement exige que les militaires aient la 12<sup>e</sup> classe – équivalent de la première de lycée en France –, ce qui a pour effet d'écartier les guérilleros de la Renamo, qui, maintenus en bas grade, atteignent vite l'âge de la démobilisation<sup>184</sup>). Il était donc prévu une réunion des Anciens Combattants pour officialiser l'association, à Quelimane pour bien montrer

---

<sup>182</sup> « Du Rovuma au Maputo », expression mimétique de celle du Frelimo insistant sur l'unité du peuple mozambicain (autour du Frelimo), du fleuve septentrional frontalier avec la Tanzanie jusqu'à la province de l'extrême sud.

<sup>183</sup> Entretien avec Hermínio Morais, Maputo, 23 octobre 2006.

<sup>184</sup> Entrevue avec David Aloni, Matola, 11 septembre 2006.

que cette ville, en dépit de l'étonnant résultat des municipales de 2003, appartenait bien encore « à la Renamo ».

Prévue en octobre 2006, la réunion fut repoussée au mois de décembre. Le processus était officiellement mené par Hermínio Morais, bien accepté par des Anciens Combattants bien qu'il fût métis, et à présent respecté par A. Dhlakama<sup>185</sup>. Cependant, la « prédésignation » du dirigeant associatif a aussi fait craindre que tout ne fût « ficelé d'avance » et ne profitât qu'aux anciens combattants les plus proches du Président<sup>186</sup>. Le retard à convoquer la réunion constitutive serait également lié au fait que Hermínio Morais, au cours d'une réunion du gouvernement fantôme, avait présenté une résolution en faveur de la réconciliation de « toute la grande famille Renamo », s'adressant donc également aux anciens combattants qui n'étaient plus membres du parti<sup>187</sup>.

La réunion eut finalement lieu, à Quelimane, et elle créa formellement l'association, dirigée comme prévue par Hermínio Morais. Mais tout indique qu'elle n'a pas apporté, en termes de fonctionnement, une amélioration relativement à la période précédente. Il semble notamment que le problème des Anciens Combattants est loin d'être résolu, ce qui risque de provoquer des raisons supplémentaires d'abstention volontaire ou de dissidence partisane. Janota Luís, le dissident de Chimoio, avait-il raison quand il me disait « Hermínio Morais ne va pas réussir, le Président ne va pas le laisser faire<sup>188</sup> » ? Linette Olofsson, elle, parle de « réunion de consolation et rien de plus. [Les Anciens Combattants] restent abandonnés un peu partout dans le pays<sup>189</sup> ».

---

<sup>185</sup> Cela n'a pas toujours été le cas pendant la guerre (voir M. Cahen, *Les Bandits...*, op. cit., pp. 307-314) et il a été écarté de toute responsabilité centrale à la Renamo de 1994 à 2003.

<sup>186</sup> Entrevue avec Saimone Muteerwa (Manhiqueza), Chimoio, 29 septembre 2006.

<sup>187</sup> Selon Miguel Padrão, entrevue à Maputo, 4 octobre 2006. M. Padrão a été un proche conseiller de A. Dhlakama, en charge du petit *Instituto moçambicano para a democracia* (IMD, Institut mozambicain pour la démocratie), une émanation de la présidence du parti.

<sup>188</sup> Entrevue avec Janota Luís, Chimoio, 28 septembre 2006.

<sup>189</sup> Courriel de Linette Olofsson, 14 mars 2009. À noter qu'à la date de ce message L. Olofsson a quitté la Renamo pour participer à la fondation du MDM (voir *infra*).

## Gouvernement fantôme, Liga feminina et autres occasions perdues

Le « 4<sup>e</sup> congrès<sup>190</sup> » de la Renamo réuni à Nampula en novembre 2001 après les éprouvantes années 1999 et 2000 avait lui-même été une occasion perdue. Sans que la personne du président Dhlakama fût encore contestée, le congrès avait néanmoins été le lieu d'un large déballage de tous les dysfonctionnements, de toutes les erreurs, de toutes les rancœurs, sans aucune limite à la base, n'épargnant pas les plus proches conseillers du Président, si bien que David Aloni le décrivit comme ayant été « presque trop démocratique ». Des décisions importantes furent prises, comme celles d'une véritable élection des *delegados* par chaque échelon concerné et du vote également local pour désigner les candidats à la députation. Même si cela fut partiellement consigné dans les nouveaux statuts<sup>191</sup>, cela est resté, on l'a vu, largement formel, tant la pression de la présidence que l'attitude de la base à toujours attendre son appui demeurèrent des traits mentaux du fonctionnement du parti. Cependant, lors de l'élection du Conseil national, des proches du Président se retrouvèrent bel et bien avec les plus bas scores. Mais comme c'est le Président qui « propose au Conseil national l'élection des membres de la Commission politique nationale<sup>192</sup> », ces mal élus se retrouvèrent proposés par lui pour intégrer ladite Commission, et le Conseil national n'osa évidemment pas refuser. Le congrès ne déboucha donc pas vraiment sur un renouvellement des pratiques. Quant au congrès suivant, annoncé pour juin 2007 à Nampula<sup>193</sup>, il n'a jamais eu lieu...

L'utilisation même des députés est calamiteuse. Outre le fait que, dans toutes les provinces, le processus de désignation des candidats avec forte intervention de la présidence a provoqué bien des rancœurs, aggravées du fait du petit nombre d'élus en 2004, leur utilisation est très en deçà des besoins. Certes, Maria Moreno, la cheffe du groupe parlementaire depuis 2004 et jusqu'en 2008<sup>194</sup>, est très capable, joue pleinement son rôle, « donne de la voix ». Quelques autres ténors font de même, mais la grande

---

<sup>190</sup> Ce congrès était en réalité le premier depuis 1992... L'appellation « 4<sup>e</sup> congrès » est un intitulé fabriqué pour montrer que la Renamo aussi tient des congrès, qui considéra *a posteriori* comme « congrès » diverses conférences tenues pendant la guerre civile. En fait, la Renamo a tenu un seul vrai « congrès » à cette période.

<sup>191</sup> Les premiers statuts de la Renamo étaient venus du Portugal, de style droite extrême. C'est Gulamo Jaffar qui les récrivit en droite modérée (entrevue avec M. Padrão, Maputo, 4 octobre 2006). *Estatutos da Resistência Nacional Moçambicana*, Nampula, 30 novembre 2001. Ni le processus de désignation des candidats à la députation, ni l'existence des « assesseurs » nommés par le Président auprès des délégués provinciaux, ni bien sûr l'existence de la *Segurança* ne sont mentionnés dans les statuts qui, du reste, sont eux-mêmes très peu diffusés dans le parti.

<sup>192</sup> §. 6 de l'article 23 des statuts.

<sup>193</sup> Entrevue avec Mário Albino (délégué provincial), Nampula, 6 octobre 2006.

<sup>194</sup> Elle a été démise de ses fonctions par A. Dhlakama fin 2008, voir *infra*.

majorité des quatre-vingt-dix autres<sup>195</sup> restent muets. Pis, alors que l'essentiel de la base sociale de la Renamo est paysanne, seuls deux ou trois députés n'habitent ni dans la capitale du pays ni dans les capitales provinciales. Au sein du groupe Frelimo, la majorité des députés ne prennent jamais la parole non plus, mais ils ont été choisis soigneusement parce qu'habitent dans les districts où ils mènent le travail partisan. Les députés de la Renamo sont, à l'inverse, principalement à leurs postes en fonction de l'allégeance clientéliste au Président – certains d'entre eux n'ayant pas même été indiqués par leur province, mais appointés directement par lui<sup>196</sup>.

La question financière aussi provoque des effets délétères. Les directions de district ne reçoivent rien, en tout cas rien régulièrement à l'exception de l'infime solde de mille *meticais* – moins que le salaire minimum légal – versée au *delegado* local. La situation financière des provinces n'est non seulement pas claire, mais également précaire. Pourtant, même avec un nombre réduit de députés, la Renamo reçoit encore du budget de l'État treize mensualités d'environ 80 000 euros et avait reçu 368 000 euros de subventions pour les législatives et présidentielles de 2004, non compte tenu des aides internationales. Ces sommes permettaient évidemment de doter chacun des 128 districts d'un siège en dur, avec un délégué modestement mais honnêtement rémunéré, et un budget pour l'essence – problème crucial. Le Président lui-même ne vit pas richement, sa garde militaire de Maringué vit pauvrement. Il y a donc un certain mystère autour de cette question financière, mais l'opacité la plus totale est maintenue<sup>197</sup>. Le mécontentement à la base est cependant très fort : quand, dans un district où la Renamo recueille 80 % des suffrages, le siège du parti se résume à une pauvre paillote, c'est la dignité même qui est en jeu, et les sections locales sont étroitement dépendantes des moyens personnels que le délégué peut mettre à la disposition du parti. Le 7 février 2005, il y eut même à Maputo une sorte de mutinerie des gardes du corps de Dhlakama, qui prirent en otage notamment le chef de la sécurité, José Bute, excédés des promesses répétées d'amélioration de leur sort faites par ce dernier, alors qu'ils continuaient à vivre dans des maisons sans porte ni fenêtre<sup>198</sup>.

Au-delà des finances *stricto sensu*, c'est toute l'organisation matérielle du parti qui est chaotique. Les militants réprimés et emprisonnés un peu partout dans le pays ne sont pas accompagnés. Certes, la Renamo a peu d'avocats, mais elles ne les emploient

---

<sup>195</sup> Pour ne parler que de la Renamo proprement dite, non compte tenu des quelques députés des petits partis alliés qui s'étaient présentés sur les listes Renamo.

<sup>196</sup> Entrevue avec Miguel Padrão, Maputo, 4 octobre 2006.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> « Mutiny among Dhlakama's guards », *Mozambiquefile*, 344, mars 2005, p. 13.

pas principalement à cela. La paralysie politique des délégations locales a un effet dangereux sur les *régulos*. Ces derniers ne demandent pas grand-chose, seulement que la Renamo leur rende visite, ce qui leur confère une dignité. Mais l'ancien parti rebelle a une forte tendance à considérer que l'appui des *régulos* est une donnée intangible, alors que, de son côté, le Frelimo a, surtout depuis l'élection présidentielle de 2004, fortement investi sur ce terrain. Les *régulos* sont systématiquement visités par le parti du pouvoir, qui leur donne des cadeaux et des uniformes. Cependant, même ainsi, la Renamo, moins riche, pourrait agir, car l'interventionnisme du Frelimo pose aussi problème : il essaie de favoriser les uns au détriment des autres, manipule les processus de succession. Le décret 15/2000 sur les « autorités communautaires » (voir *supra*) provoque aussi des tensions, car non seulement les *régulos* reconnus sont mis sur le même pied que des secrétaires de quartier qu'ils considèrent illégitimes, mais s'aperçoivent que le parti au pouvoir attend d'eux désormais qu'ils agissent comme des secrétaires de quartier membres du Frelimo. Intervenir dans ce conflit latent pourrait les ramener à la Renamo, même si le Frelimo a perçu le danger et préfère désormais marginaliser et neutraliser un chef plutôt que de l'intégrer de force, attendant patiemment qu'un jour arrive le moment de sa succession<sup>199</sup>. Sauf que la Renamo, rarement présente, se révèle trop souvent incapable d'intervenir dans ces conflits de brousse. L'isolement est parfois patent. Linette Olofsson raconte par exemple que, lors d'une de ses missions comme députée de la Renamo à Mopeia (district en bordure du Zambèze) vers 2003, alors qu'elle se trouvait sur le plateau, est arrivé soudain un *régulo* de la zone basse et pauvre ayant eu vent de sa visite, qui lui dit :

« Depuis que le colon est parti, nous n'avons jamais reçu de visite [du gouvernement]. Pendant seize ans, nous avons vécu avec la Renamo, le gouverneur était Mafuta Banda<sup>200</sup>. Ma zone est désemparée : c'est nous qui avons ravitaillé Maringué<sup>201</sup>, nous avons porté beaucoup de riz [mais] la Renamo ne nous a plus jamais rendu visite<sup>202</sup>... »

---

<sup>199</sup> Entrevue avec Miguel Padrão, Maputo, 4 octobre 2006.

<sup>200</sup> Il s'agit naturellement du « gouverneur » de la zone de la Renamo. Mafuta Banda fut ensuite délégué provincial à Tete (voir M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.*).

<sup>201</sup> Quartier général de la rébellion, dans la province de Sofala.

<sup>202</sup> D'après Linette Olofsson, Maputo, 12 septembre 2006.



Cette paralysie aggrave l'« auto-intoxication » de la présidence de la Renamo : elle est informée par des délégués ou assesseurs provinciaux qui ont intérêt à dire que tout va bien chez eux, ou à reporter la faute sur d'autres, alors qu'eux-mêmes se reposent sur des délégués de district n'ayant pas les moyens de mener leurs tâches locales. Mais, à l'inverse du temps de la guerre civile, ces derniers attendent qu'arrive l'argent pour l'essence, plutôt que de se déplacer à bicyclette ou même à pied. Faute de liens intenses avec les localités règne alors le *fofoquismo*, la rumeur érigée en système, qui permet toutes les infiltrations et pièges...

La Renamo étant la section mozambicaine de l'Internationale chrétienne-démocrate (ICD), les fondations liées à ce mouvement – comme la Konrad Adenauer Stiftung (KAS) – ont essayé de l'aider à se réorganiser et à former des cadres. Une enquête extensive sur la situation interne du parti a même été conduite, avec enquête partout dans le pays, par l'*Instituto democrático de Moçambique* (IDM<sup>203</sup>), la KAS et le *Netherland Institute for Multiparty Democracy* (NIMD), l'une des rares ONG qui agissent réellement auprès de toutes les organisations politiques et des collectivités locales, dont le rapport devait mener à une discussion générale dans le parti<sup>204</sup>. Mais A. Dhlakama n'en autorisa pas la diffusion, se contentant des recommandations générales, qui furent l'objet d'un simple débat à l'hôtel Avenida de Maputo avec quelques dizaines de cadres le 19 octobre 2006<sup>205</sup>. Si la KAS et le NIMD ont encore mené quelques actions de formation des cadres ou d'aide aux municipalités Renamo, on peut dire que les relations étaient, à partir de 2006, glaciales entre l'ICD, la KAS, le NIMD et la présidence de la Renamo. Une dernière initiative à laquelle poussèrent ces organisations fut l'idée d'un « gouvernement fantôme », à l'image de la tradition britannique dans laquelle l'opposition forme régulièrement un tel « gouvernement ». Mais, dans ce cas précis, l'idée était double : créer un staff de cadres supérieurs et compétents (qui pourrait être épaulé par des aides internationales) permettant à la Renamo de porter des propositions crédibles, et surtout commencer à faire apparaître une relève... Dans cette optique, le « Premier ministre » devait évidemment être Daviz Mbepo Simango, le maire (Renamo) de Beira, la deuxième ville du pays, qui venait de recevoir le prix du meilleur maire d'Afrique australe.

On se trouve encore ici face à un cas d'école : en effet, les relations entre A. Dhlakama et D. M. Simango étaient correctes jusqu'aux élections municipales de

---

<sup>203</sup> L'Institut démocratique du Mozambique est un petit institut directement lié à la Renamo.

<sup>204</sup> Entrevues avec David Aloni, Matola, 11 septembre 2006 ; avec Miguel Padrão, Maputo, 4 octobre 2006 ; avec Sultan Mussa (KAS), Maputo, 22 octobre 2006.

<sup>205</sup> Entrevue avec Sultan Mussa, Maputo, 22 octobre 2006.

2003 ; mais, quand Simango arracha la ville au Frelimo, le magazine *Revista Mais* fit sa une avec un montage photographique mettant côte à côte Dhlakama et Simango avec, sous la photo de ce dernier, la mention : « *O sucessor ?* » (« Le successeur ? »). Or *Revista Mais* était liée à Lútero Simango, animateur du petit *Partido da Convenção Nacional* proche de la Renamo, et surtout frère de Daviz M. Simango... Cela suffit pour que Dhlakama se persuade d'une volonté des fils d'Uria Simango de l'écarter du pouvoir<sup>206</sup>. Depuis cette épisode, Dhlakama fit tout pour marginaliser D. Simango, le qualifiant systématiquement de « *garoto* » (gamin, sans expérience), d'autant qu'il n'avait même pas fait la guerre. Cette attitude, évidemment, le posa encore plus comme la personne recours des mécontents mais, jusqu'à fin 2008, il resta discipliné, accueillant une réunion du Conseil national de la Renamo du 20 au 22 septembre 2006, annonçant la création de l'*Escola Superior André Matsangaissa* – qui ne vit pas le jour<sup>207</sup> –, etc. Parmi les premières manifestations d'ostracisme, Dhlakama refusa catégoriquement que Simango, chaudement recommandé par la Communauté internationale qui avait déjà offert une maison pour cela, dirigeât le gouvernement fantôme, nommant à la place Maria Angéline Dique Eunoque, une économiste. Il refusa aussi Linette Olofsson et le député Rui de Souza, mais inclut Hermínio Morais, Vicente Ululu (ancien secrétaire général<sup>208</sup>), Rahil Khan, Manuel Araujo, David Aloni, etc., en général des cadres marginalisés depuis un certain temps, à l'exception de H. Morais et de A. Eunoque. L'important était que celle-ci n'était pas une héritière possible. David Aloni décrivit le fonctionnement de ce gouvernement comme une espèce de cellule de discussion sans conséquence aucune<sup>209</sup>. En tout cas, ce « gouvernement » n'a plus jamais fait parler de lui. Un autre problème tenait aussi au fait que Dhlakama est à la fois fasciné par les intellectuels et s'en méfie comme de la peste. Ainsi, quand, à la suite des excellents résultats de 1999, certains universitaires (Eduardo Namburete et Ismael Mussa par exemple) franchirent le pas et se rallièrent publiquement à la Renamo, apport précieux pour un parti manquant cruellement de cadres, leur ascension dans le parti fut immédiatement contrecarrée par un tir de barrage d'« Anciens Combattants » contre les ambitions de ces civils.

---

<sup>206</sup> N'oublions pas (voir *supra*) que, en termes traditionnels, le clan Simango est plus noble que le clan Dhlakama. A. Dhlakama ne fut pas présent lors de la remise du prix du meilleur maire d'Afrique australe à Daviz Simango.

<sup>207</sup> Tout comme le Frelimo a toujours eu une École centrale du parti, la Renamo rêvait d'avoir la sienne. André Matsangaissa fut le premier commandant de la Renamo, mort au combat en 1979.

<sup>208</sup> ... et l'un des très rares dirigeants d'ethnicité maconde (les Macondes sont des fidellissimes du Frelimo).

<sup>209</sup> La liste complète des membres du *Governo-sombra* peut être trouvée dans l'article « Dhlakama plans renewal of Renamo », *Mozambiquefile*, 346, mai 2005, pp. 12-13.

Bien que l'on puisse questionner la réalité de leur fonctionnement, la Renamo a officiellement deux « organisations de masse », la Ligue de la jeunesse et la Ligue féminine. Les 10 et 11 mars 2006 s'est réuni le I<sup>er</sup> congrès de la *Liga feminina* au cinéma Olímpia de Beira. Même si la création de cette ligue remonte officiellement à la période de la lutte armée, partiellement confondue avec le *Destacamento feminino* (voir *supra*), on ne peut pas dire qu'elle ait eu une existence en elle-même depuis 1992. Elle participa évidemment aux campagnes électorales, mais comme simple représentation féminine du parti, ses militantes faisaient la cuisine lors des fêtes... Cet immobilisme avait provoqué un certain mécontentement, notamment au sein des Anciennes Combattantes – et la comparaison avec le mécontentement des Anciens Combattants peut d'ailleurs être faite. En effet, la Ligue manquait de toute activité d'entraide pour la promotion sociale et économique de ses membres, ou des femmes, notamment paysannes. Tel fut en partie l'enjeu de ce congrès, puisque l'une des candidates à la présidence, Linette Olofsson, profitant de ses liens avec l'ambassade de Suède et d'autres ambassades occidentales<sup>210</sup>, avait obtenu le financement pour toute une série de petits projets de développement permettant à la *Liga* de jouer un rôle actif à la base, notamment auprès des *desmobilizadas* (anciennes guérilleras démobilisées). Elle fut au départ soutenue par Afonso Dhlakama et son épouse Rosália, et un congrès de large discussion était prévu. Il se réunit dans une salle de cinéma où les congressistes ne disposaient pas de table pour écrire, sans lumière autre que celle de l'estrade, et avec une forte pression de dernière minute de la présidence en faveur d'une autre candidate. Les trois candidates eurent droit à seulement quinze minutes chacune pour exposer leur projet, de telle manière qu'il apparut que tout était joué d'avance. Même si cela fut démenti vigoureusement par le porte-parole du parti<sup>211</sup>, il semble bien que de nombreuses largesses aient été distribuées aux congressistes pour les convaincre du vote adéquat. Les deux candidates vaincues « peuvent réclamer à n'en plus finir, mais nous avons voté pour la personne qui nous a donné quelque chose et rien de plus », dit une congressiste au journaliste du *Zambeze*<sup>212</sup>. Il est apparu ouvertement que, si Afonso Dhlakama avait changé d'avis, son épouse Rosália était restée fidèle à L. Olofsson. On

---

<sup>210</sup> L. Olofsson possède les deux nationalités et fut militante, en Suède, du Parti social-démocrate (section suédoise de l'Internationale socialiste dont le Frelimo est la section mozambicaine...), mais rallia la Renamo en 1994 en raison de sa longue détention arbitraire dans les cachots du SNASP (police secrète du parti unique) à l'indépendance.

<sup>211</sup> Fernando Mazanga, « Renamo Vence em congresso », *Zambeze* (Maputo), 23 mars 2006.

<sup>212</sup> Il faut noter que *Zambeze* est un hebdomadaire généralement favorable à la Renamo. Lourenço Jossias et Isaias Natal, « Rosália Dhlakama recusa cumprimentar Maria Inês », *Zambeze*, 16 mars 2006, p. 2.

peut avancer diverses explications à ce changement de dernière minute<sup>213</sup>, mais il s'est une fois de plus agi d'une décision personnelle et brusque du Président éloignant une cadre de valeur. Le congrès s'acheva dans une atmosphère maussade – et, surtout, sans que n'ait eu lieu la large et libre discussion qui était attendue pour redynamiser la *Liga*<sup>214</sup>.

Avant la catastrophe supplémentaire qu'allaient être les élections municipales de 2008, quel était donc l'état du mécontentement au sein de la Renamo ? La presse gouvernementale se faisait très fréquemment l'écho de cadres locaux qui, publiquement, passaient de la Renamo au Frelimo en accusant la première de toutes les tares de la Terre. La réalité que j'ai pu observer à la base<sup>215</sup> est que, hors ces « départs organisés », les « vrais mécontents » ralliaient fort rarement le Frelimo : ils tentaient d'exprimer leurs inquiétudes au sein de la Renamo, souvent en écrivant au Président, qui était « bon » mais entouré de « mauvais conseillers », ou, s'ils décidaient de quitter le parti, *vão para a casa* (rentr[ai]ent à la maison). Leur mécontentement était relatif à l'incapacité de la Renamo à lutter contre le Frelimo et ne les rapprochait nullement de ce parti<sup>216</sup>. Ils ressentaient une grande angoisse face à ce qui était perçu comme une tendance au retour au parti unique et face à l'incapacité de la Renamo à y résister. Ils subissaient la pression dans leur travail (surtout s'ils étaient fonctionnaires ou commerçants), les sièges locaux de la Renamo étaient trop souvent incendiés, ils étaient victimes de harcèlement, quand il y avait des heurts physiques entre militants des deux partis, seuls ceux de la Renamo étaient arrêtés<sup>217</sup>... Ils se montraient souvent très critiques également envers les ONG qui travaillaient avec l'État et donc le Frelimo – ainsi parfaitement intégrés au jeu clientéliste de ce dernier. Le mécontentement concernait aussi, comme on l'a vu, l'immobilisme du parti en dehors des campagnes électorales : la pénurie financière l'expliquait partiellement et l'aggravait en retour. En effet, 95 % des adhérents ne payaient plus jamais leurs cotisations. Ce mécontentement, jusqu'à très récemment, n'avait pas produit d'opposition politique interne, restant très

---

<sup>213</sup> Il ne semble pas que le fait que L. Olofsson soit blanche ait été une raison ayant poussé A. Dhlakama à changer d'avis, mais ce fait a fort bien pu jouer dans des intrigues qui, elles, l'ont mené à prendre une telle décision.

<sup>214</sup> Entrevues avec Linette Oloffsson, Maputo, 12 septembre et 3 octobre 2006.

<sup>215</sup> ... parfois dès 1994, mais surtout dans mes missions de 2000, puis de 2006 et 2007.

<sup>216</sup> ... sauf exception locale (voir *infra* le cas de la « Renamo 2 » à Angoche). Ce n'est également plus nécessairement vrai avec le passage de générations. J'ai noté plusieurs cas où des parents fidèles de la Renamo avaient des enfants qui décidaient d'adhérer au Frelimo parce que cela permettait leur promotion ou que la Renamo était plus représentative de la tradition et du passé, alors que le Frelimo était avant tout « moderne » – discours aussi relayé par l'école.

<sup>217</sup> On peut se référer aux graves incidents de Mutarara en 2004 et de Mocimboa da Praia en 2005, suivis de lourdes condamnations de militants de la Renamo.

stratifié. Des gens n'émettaient aucune critique, ressentant un très grand respect pour le Président, convaincus que les difficultés venaient exclusivement du Frelimo. D'autres, très inquiets, avaient face à l'adversité un réflexe légitimiste : il faut s'unir face aux difficultés, aider le Président à éloigner les mauvais conseillers – ce sentiment était peut-être, en 2006-2007, le plus répandu à la base. Aux échelons intermédiaire et supérieur – notamment au sein du Conseil national (qui en réalité n'a que peu de pouvoirs) –, des gens considéraient effectivement que le problème n° 1 de la Renamo relevait de la présidence, mais aussi que le parti était si personnalisé que changer de président serait une catastrophe : « Pour moi, pour nous tous, il ne s'agit en rien d'écarter le Président, nous sommes tous avec lui, nous l'aimons tous, et il semble ne pas même s'en apercevoir<sup>218</sup>. » Enfin, à de rares exceptions près de personnes prenant précocement position en ce sens<sup>219</sup>, certains, s'exprimant avec précaution mais de plus en plus ouvertement, pensaient que le problème n° 1 de la Renamo était son président, et qu'il fallait en changer. Selon Rahil Khan, cette opinion était partagée par 50 à 70 % des membres du Conseil national, 20 % pouvant rapidement les rejoindre, seuls 10 % n'étant pas critiques envers le Président<sup>220</sup>. On remarquera que même cette position, la plus radicale, en restait à la recherche du bon chef et du meilleur maître et ne nourrissait guère une réflexion sur le type de parti à construire. Force est de constater que, pour des raisons diverses et notamment matérielles (postes de députés ou de délégués provinciaux, etc.), cette opposition potentiellement massive ne s'est pas exprimée avant 2008.

#### DE LA DEFAITE A LA DEROUTE : L'ERADICATION MUNICIPALE ET LA NAISSANCE DU MDM

La direction de la Renamo plaça beaucoup d'espoir dans les élections provinciales qui, selon la Constitution, devaient se tenir en 2007. Non seulement cela offrirait à la Renamo des élections générales intermédiaires avant les législatives et présidentielles de 2009 (les municipales de 2008 n'ayant lieu que dans 43 communes), mais ainsi les gouverneurs des provinces où la Renamo serait majoritaire devraient obligatoirement tenir compte de l'avis de la majorité, ce qui amputerait grandement leur pouvoir

---

<sup>218</sup> Entrevue avec Rahil Khan, Ilha de Moçambique, 10 octobre 2006.

<sup>219</sup> Par exemple Benjamim Pequeno, *A Renamo por dentro*, op. cit.

<sup>220</sup> Entrevue avec Rahil Khan, Ilha de Moçambique, 10 octobre 2006.

discrétionnaire<sup>221</sup>. Enfin, elle espérait un *subsídio* électoral, comme pour les élections générales. Le problème est que, à la suite des problèmes de recensement que les élections de 2004 avaient mis en évidence (inscriptions de nouveaux habitants sans prise en compte des décès et déménagements), tout le monde s'accordait sur le fait qu'il en fallait un nouveau, *de raíz*<sup>222</sup>. Or devait aussi avoir lieu le recensement démographique décennal, opération mobilisant des milliers de techniciens et de méthodologie complètement différente du recensement électoral<sup>223</sup>. Le Frelimo, visiblement peu enthousiaste, laissait cependant la Renamo s'époumoner à dire qu'il fallait « respecter la Constitution ».

Les élections furent finalement décidées pour janvier 2008 (au cœur de la saison des pluies...) par la nouvelle Commission nationale électorale formée en juin 2007. Rapidement, la communauté internationale décréta qu'elle ne financerait pas ces élections et ne les observerait donc pas. Le recensement avait pris, en octobre, un tel retard que les deux partis durent finalement se rendre à l'évidence. Le 16 novembre 2008 fut promulguée une révision constitutionnelle repoussant les élections provinciales à 2009 (en même temps que les élections législatives et présidentielles). Les élections municipales de 2008 n'en devinrent que plus cruciales. Si la Renamo se donna officiellement comme objectif de conquérir plus de villes, il s'agissait surtout pour elle de réussir à garder ses quatre municipalités et demie<sup>224</sup>.

---

<sup>221</sup> Cet optimisme manquait de réalisme : les assemblées provinciales n'ont aucun pouvoir législatif ; elles doivent, certes, apprécier le plan d'action proposé par le gouverneur au nom du gouvernement, mais elles ne peuvent pas proposer d'alternative. En cas de vote négatif, le gouvernement doit en proposer une seconde version et ainsi de suite. Au plus, on aboutit alors à une situation de blocage, fort partielle car n'interdisant nullement au gouverneur d'agir directement par le biais des districts. Par ailleurs, on peut douter de la capacité de la Renamo à gagner des élections provinciales qui suscitent un fort abstentionnisme (il ne s'agit ni de choisir un Président ni de choisir un maire) dans l'état où elle se trouvait après sa défaite de 2004.

<sup>222</sup> Littéralement : « de racine », c'est-à-dire repris à zéro.

<sup>223</sup> Telle fut du moins la raison énoncée pour expliquer l'impossibilité de mener à bien les deux recensements en même temps : le recensement démographique est obligatoire, avec des brigades allant donc frapper à toutes les portes, pendant que le recensement électoral est libre, les citoyens se rendant d'eux-mêmes au poste de recensement. On n'est pas forcément convaincu, car « qui peut le plus peut le moins » : la première méthodologie, appliquée au recensement électoral, n'implique nullement de forcer les gens à se faire recenser électoralement.

<sup>224</sup> Rappelons que la Renamo avait, en 2003, remporté les élections à Beira, Angoche, Ilha de Moçambique et Nacala (c'est-à-dire à la fois la présidence de la *Câmara* et de l'*Assembleia municipal*), alors qu'à Marromeu elle avait remporté la présidence de la *Câmara* mais point la majorité à l'*Assembleia*.

## L'éradication municipale de novembre 2008 et février 2009

Il faudrait une étude spécifique sur les élections municipales de novembre 2008, et l'on donnera ici seulement quelques éléments. Lors de la campagne électorale de 2003, la Renamo avait promis beaucoup d'emplois en cas de victoire. Or, outre que la désignation des candidats avait, on l'a vu, provoqué de nombreuses polémiques et rancœurs locales recouvrant souvent les historicités distinctes de milieux sociaux divers, d'emblée la Renamo se positionnait ainsi dans un cadre clientéliste similaire à celui du Frelimo. Mais les mairies n'ont virtuellement pas d'autonomie financière, encore moins quand elles sont d'opposition, et le nombre d'« emplois » effectivement donnés fut très réduit : il concerna donc les plus proches collaborateurs du maire, à savoir les *vereadores* – sortes d'adjoints au maire – du *Conselho municipal*, alors que les élus à l'*Assembleia municipal* ne recevaient virtuellement rien. Cela entraîna parfois de véritables scissions locales, comme à Angoche, où la « Renamo 1 », principalement représentative des Cotis<sup>225</sup>, et la « Renamo 2 » devinrent des ennemis publics, la seconde s'alliant dès lors au Frelimo<sup>226</sup>. Les mairies de la Renamo se heurtèrent à un ennemi redoutable et multiforme : non seulement, sous la présidence de A. Guebuza, le Frelimo accorda à nouveau une grande importance à ses échelons de base, mais il renforça l'opérationnalité, notamment financière, des gouvernements de district<sup>227</sup>. Ainsi, même là où la mairie était rénamiste, l'administrateur de district exerça un véritable gouvernement parallèle, assumant des compétences municipales comme la levée des impôts, les taxes de marché, la gestion des écoles, etc. La situation la plus extrême fut observée dans les communes de Nacala Porto et d'Ilha de Moçambique. En effet, normalement, le gouvernement de district devait exercer ses compétences dans la partie rurale du district, et point dans celle de la commune. Par conséquent, dans les cas où la commune occupait la totalité de l'espace du district, les compétences du

---

<sup>225</sup> ... c'est-à-dire la population urbaine de l'ancien sultanat. Les situations socio-historiques sont presque inverses à Quelimane et à Angoche, car dans la première les *filhos da terra* sont un milieu social qui est le produit direct du premier âge de la colonisation, alors qu'à Angoche il s'agit des descendants d'une société de type swahilie vaincue par le colonisateur au tournant entre les deux âges coloniaux. Pourtant, les uns et les autres, fortement marginalisés par l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, période du Frelimo incluse, nourrissaient une forte tendance à voter Renamo. Mais il est bien possible que l'analyse de Pio Matos soit avérée : « il n'y a pas de vote en faveur de la Renamo, il y a un vote contre le Frelimo » (entrevue téléphonique avec P. Matos, 14 mars 2009).

<sup>226</sup> La municipalité antérieure du Frelimo aurait pu avoir le même problème, sauf que la majeure partie des élus municipaux étaient aussi des fonctionnaires de l'État touchant donc par ailleurs un salaire. Or les élus de la Renamo n'étaient évidemment pas fonctionnaires dans le contexte du parti-État. Voir Domingos do Rosário, *Les Mairies des Autres...*, op. cit., p. 511.

<sup>227</sup> J. Hanlon, « Décentralisation. Controversy over MT 7 mn for district job création », *Mozambique Political Process Bulletin*, 34, 6 juillet 2007, pp. 6-7.

second devaient être exercées par la municipalité. C'est du reste ce qu'appliqua le Frelimo de 1998 à 2003 dans les cas de ce type. Mais, en 2003, la Renamo l'emporta dans deux de ces municipalités, Ilha de Moçambique et Nacala. Le Frelimo recréa alors un gouvernement de district calquant totalement l'aire de la municipalité élue, mais disposant des moyens de l'État... À cela s'ajouta le versement volontiers fort tardif de la subvention annuelle de l'État, la gestion des fontaines publiques par les secrétaires de quartier (nommés par le Frelimo) et des conflits permanents sur les « autorités communautaires », Frelimo et Renamo nommant les leurs, les unes avec le drapeau de l'État, les autres avec celui de la commune<sup>228</sup>. À Ilha de Moçambique, le gouverneur provincial de Nampula ordonna le transfert immédiat, quand la Renamo gagna la mairie, des fonctionnaires de la municipalité vers le gouvernement de district, sans l'autorisation du maire. À Nacala, en revanche, le nouveau maire avait eu l'intelligence, contre son parti, de garder les cadres municipaux antérieurs, qui acceptèrent et furent alors expulsés du Frelimo. Cela n'empêcha pas la guérilla entre mairie et gouvernement de district, notamment sur les délicates questions de l'érosion et de l'eau.

Ce qui est certain est que nulle part la Renamo ne mit en place un modèle alternatif de gestion susceptible de contrebalancer l'efficacité du jeu clientéliste de l'État local (le gouvernement de district). À tenter de jouer ce même jeu, la Renamo était forcément perdante, car infiniment moins riche en ressources financières et humaines. Pour l'anecdote, je puis dire que c'est moi qui parlai longuement à Afonso Dhlakama du Parti des travailleurs brésilien et de son expérience de la démocratie participative permettant de mobiliser les gens autour de leurs propres besoins et de transformer leur propension habituelle à quémander des faveurs en une pression pour l'obtention de droits<sup>229</sup>. À Lumbo, partie continentale de la commune d'Ilha de Moçambique, je demandai au chef de poste (nommé par la Renamo) pourquoi il ne mobilisait pas les femmes pour rouvrir, en coopératives pouvant facilement obtenir l'appui d'ONG, les usines de décorticage du cajou que la Banque mondiale avait fait fermer et qui n'avaient jamais rouvert, plongeant des centaines de familles dans la précarité : il n'y avait jamais pensé<sup>230</sup>. Là encore, on constate l'incapacité de la Renamo à faire émerger ne serait-ce que des bribes d'une culture politique alternative.

---

<sup>228</sup> *Ibid.*, pp. 509-517.

<sup>229</sup> Entretien avec A. Dhlakama, 24 octobre 2006.

<sup>230</sup> Entrevue avec Béne Giua (chef de poste du Lumbo), Lumbo-Sancul, 7 octobre 2006. Il prit note, mais à ma connaissance rien ne s'est produit.



Il n'y a en réalité qu'à Beira que les choses se sont passées sensiblement différemment, mais sans doute est-ce dû avant tout à la qualité de la personne du maire, Daviz Mbepo Simango, et à l'importance de la ville, qui permettait de dégager des ressources plus conséquentes. En particulier, les taxes de marché, non augmentées, entrèrent désormais dans les ressources municipales – où allaient-elles auparavant ? –, ce qui permit d'affronter efficacement la malédiction de la ville, à savoir le ramassage des ordures. Le maire réussit également à capter des aides internationales, facilitées par son aura grandissante de « bon maire ». Sa relation avec A. Dhlakama restait exécrationnelle, mais il était extrêmement prudent. Quand je l'interviewai en septembre 2007, il m'expliqua encore qu'il savait pertinemment qu'une partie de la Renamo « voulait qu'il avance et affronte Dhlakama ». Mais lui-même pensait que la meilleure stratégie pour unir le parti derrière lui était d'attendre soit que Dhlakama « prenne conscience de la situation et se retire, le désignant comme son dauphin », soit que « la situation devienne tellement catastrophique que la relève s'impose à tous ». En pratique,

« cela impose d'attendre 2009, après les élections provinciales<sup>231</sup>, après les municipales de novembre 2008 et les élections générales de 2009 [...]. Alors, si la Renamo est réduite à un groupe de trente députés et que le budget d'État qui lui est imparti est réduit d'autant, les schémas de clientélisme et de dépendance qui unissent nombre de cadres et de députés à Dhlakama s'effondreront et il sera plus facile de poser les problèmes politiquement [...]. En attendant, je vais m'engager en force dans les provinciales pour y être le meilleur défenseur de mon parti et en ferai évidemment de même aux municipales et aux élections générales suivantes<sup>232</sup> ».

Il considérait toutefois très dangereuses pour tout le parti les déclarations de Dhlakama à son sujet le qualifiant de « bon technicien » mais lui reprochant « de n'être pas politique » : « La capacité à gérer la seconde ville du pays n'est-elle pas politique<sup>233</sup> ? »

Cependant, au moment où le « vote des militants » devait désigner les candidats à la mairie pour les élections de 2008, une « assemblée », réunie le 28 août, écarta D. Simango au profit de Manuel Pereira, un historique du parti pourtant brouillé de

---

<sup>231</sup> ... alors programmées pour le 16 janvier 2008.

<sup>232</sup> Entrevue avec Daviz Mbepo Simango, Maputo, 12 septembre 2007.

<sup>233</sup> *Ibid.*

longue date avec Dhlakama mais qui n'avait pas joué de rôle important depuis que la ville était passée à la Renamo<sup>234</sup>. Ce fut sans doute l'erreur majeure de A. Dhlakama, car cela provoqua une véritable révolte des militants et de l'électorat rénamiste de Beira – appelée par certains la « Révolution du 28 août ». Manuel Pereira ne put absolument pas faire campagne et passa une bonne partie du temps réfugié à Maputo. Plus grave, cela désinhiba de nombreux passages à l'opposition interne. La cheffe du groupe parlementaire Maria Moreno, le chef adjoint Luís Trinta (ancien *delegado* de Nampula), le porte-parole Eduardo Namburete, Manuel Araujo, un député au blog fort visité, Ismael Mussa, Linette Olufsson et de nombreux autres s'affichèrent ainsi publiquement en soutien à la campagne de Simango, contre l'orientation imposée par la présidence du parti. Simango fut exclu peu après par la direction nationale (ce qui n'est pas statutaire) et se présenta comme indépendant au scrutin du 19 novembre.

Quelimane n'avait jamais été une municipalité gagnée par la Renamo, mais il est intéressant d'en suivre ici la fin de l'histoire, commencée *supra*. Pio Matos s'y présenta pour la troisième fois, potentiellement affaibli par des intrigues au sein de son propre parti – l'appareil mené par l'ancien gouverneur Bonifácio Gruveta semblant lui préférer Lourenço Aboobacar<sup>235</sup>. Mais, contrairement à Maputo où le maire sortant, reconnu par tous comme honnête et compétent, Eneas Comiche, ne fut pas reconduit par le « vote des militants » du Frelimo, à Quelimane les *filhos da terra* tinrent bon derrière lui. La Renamo semble avoir fait l'inverse, changeant à nouveau de candidat, une fois de plus à quelques mois seulement des élections. Leopoldo A. Ernesto, le candidat de la Renamo en 2003, continuait à ne pas vouloir se présenter afin de ne pas perdre son poste de député, mais le délégué provincial de la Renamo Ernesto Wachave souhaitait, lui, être candidat. Quoique né à Alto-Molócuè, il résidait depuis longtemps à Quelimane et, bien que lómuè, était bien accepté par la base de la Renamo dans la ville, principalement chuabo. Il était un Ancien Combattant du Frelimo (guerre anticoloniale) et de la Renamo (guerre civile). Certes, son ethnicité lómuè pouvait poser un problème, non pas probablement au sein de la Renamo locale, mais de l'électorat populaire de la ville. Il ne semble pas, en tout cas, que ce fût la raison pour laquelle

---

<sup>234</sup> La concomitance avec le fait que le Frelimo écarta aussi Eneas Comiche, également connu pour être un bon maire pour Maputo (mais ne donnant pas assez de places aux amis), fit couler beaucoup d'encre ! Voir par exemple Sérgio Chichava (qui considère que A. Dhlakama savait pertinemment que Simango passerait outre et que Pereira aurait un piètre résultat – écartant ainsi les deux d'une seule et même manœuvre) : *Eneas Comiche e Daviz Simango : porque "cairam" ?*, [Maputo], [IESE], septembre 2008, multigr.

<sup>235</sup> Manuel de Araújo, « Democracia autarquica quo vadis ? Nas internas da F[relimo] em Maputo : Comiche ou Simango ? Quelimane : Pio Matos ou Lourenco Aboobacar ? », Maputo, 22 août 2008, <<http://manueldearaujo.blogspot.com/2008/08/democracia-autarquica-quo-vadis-nas.html>> (visité le 15 mars 2009).

A. Dhlakama l'écarta. Ce dernier nomma cette fois-ci un métis musulman, Latifo Ismael Xarifo. Il est plausible que ce choix ait recouvert des frictions entre milieux sociaux différents dans la ville des Bons Augures<sup>236</sup>, où l'élite créole (noire ou métisse), catholique et de langue portugaise maternelle, ne forme plus la totalité de l'élite urbaine, pour ne point parler des Machuabo de la population. Mais, au lieu d'être le fruit d'une large discussion au sein du parti local, la décision une fois de plus tomba d'en haut. Les mauvaises langues remarquèrent en tout cas que Latifo Xarifo était un *madeireiro* (exploitant en bois), gérant d'une société dont Dhlakama était actionnaire. Cela provoqua une forte dissension à la base, le *delegado* Wachave abandonna la ville pour aller soutenir le candidat de sa cité natale, Alto-Molócuè, et n'organisa pas la campagne dans la capitale provinciale. Le fait est que la campagne fut « très faible et désorganisée<sup>237</sup> » et que ce choix « démobilisa complètement l'électorat<sup>238</sup> ».

Le résultat des élections se révéla désastreux, la Renamo étant écrasée certes par la puissante machine électorale du Frelimo, mais aussi par le grand soin que celui-ci mit au choix des candidats locaux. Ainsi, à Angoche, le Frelimo avait imposé, en 1998 et 2003, un cadre du parti contre la volonté de ses instances locales. En 2008, il laissa ces dernières aller jusqu'au bout du choix, qui retomba sur Assane Adamudji, un Coti d'une grande famille islamo-créole (originaire des îles Catamoio), consensuel largement au-delà de l'électorat habituel du parti et qui obtint le soutien de la « Renamo 2 » de la ville<sup>239</sup>. À Ilha de Moçambique, sans surprise, l'administrateur du « district doublon », qui avait réalisé nombre de travaux au nom de l'État (donc du Frelimo), fut choisi comme candidat. Par ailleurs, pour limiter le danger, le gouvernement central décida de séparer Lumbo (la partie continentale de la commune) de l'île, seule cette dernière restant municipalité. Ainsi le poste de Lumbo, où la Renamo est majoritaire, ne connaîtrait-il plus d'élection puisque repassant sous le régime du gouvernement de district, pendant que l'île et sa vieille élite, plus frélimiste, élirait un maire... du Frelimo.

---

<sup>236</sup> Quelimane est située à l'embouchure du Rio dos Bons Sinais (« fleuve des bons augures ») et a gardé cette réputation.

<sup>237</sup> Entretien téléphonique avec Nobre Canhanga (Maputo), 18 mars 2009.

<sup>238</sup> Entrevue avec Rahil Khan, Ilha de Moçambique, 10 octobre 2006.

<sup>239</sup> « Nous possédons 600 cartes de membres de la Renamo mécontents [...]. Si le Frelimo négocie avec nous, s'il nous donne de l'argent, s'il s'engage avec nous, nous allons lui donner la victoire [...]. L'actuel maire [de la Renamo nous a] montré que les partis ne servent pas à aider la population, mais à aider leur famille. Alors dans ce contexte-là, le parti qui va le mieux payer aura la victoire » (entretien de D. do Rosário avec Hibrahimo Assane, Inguri [Angoche], 23 octobre 2007). Il faut noter que cette politique du ventre ne signifie pas que ces « 600 membres » aient pris la carte du Frelimo. D. do Rosário, *Les Mairies...*, op. cit., p. 547.

Plus généralement, la Renamo, traumatisée par ses divisions et dans l'attente du matériel de propagande qui devait arriver de la capitale pendant que partout les sections locales du Frelimo passaient à une campagne active, n'y résista pas, sauf, du point de vue de sa base électorale, à... Beira et partiellement à Nacala, les deux villes où les maires appliquèrent la politique la plus autonome envers la direction du parti. Elle perdit en effet la totalité de ses municipalités : Angoche, Ilha de Moçambique, Marromeu furent gagnées dès le premier tour (19 novembre) par le Frelimo, Beira fut gagnée dès le premier tour également par Simango, désormais candidat indépendant, et Nacala fut perdue seulement au second tour, le 11 février 2009. Partout où il y eut un véritable enjeu la participation au scrutin se révéla plus forte : ce fut vrai en moyenne des 43 municipalités (46 % au lieu de 28 % en 2003), ce qui montre que les habitants commencent à saisir les enjeux de ces scrutins locaux ; mais ce fut vrai en particulier à Beira, Angoche et Nacala. Le Frelimo se retrouva donc avec 42 des 43 municipalités. Le tableau VI présente les résultats des six villes mentionnées *supra* (élection du maire seulement).

Tableau VI  
 SCORES DE LA RENAMO ET DU FRELIMO  
 AUX ELECTIONS MUNICIPALES DU 18 NOVEMBRE 2008 :  
 Nacala, Ilha de Moçambique, Angoche, Quelimane, Marromeu et Beira  
*Présidents du Conseil municipal*

	Nombre d'inscrits	Taux de participation % des inscrits	Candidat Renamo  <i>en % des suffrages validés<sup>a</sup></i>	Candidat Frelimo
Nacala (1 <sup>er</sup> tour)	86 596	56,8	M. dos Santos 47,8	C. Ossufo 49,8
Nacala (2 <sup>e</sup> tour)	86 596	54,1	M. dos Santos 44,9	C. Ossufo 55,1
Ilha	28 578	51,7	G. Mamudo 35,2	A. Matata 64,1
Angoche	36 136	56,8	A. Assane 34,4	A. Adamugi 65,6
Quelimane	110 013	43,6	L.I. Xarifo 44,3	Pio Matos 54,2
Marromeu	18 398	48,4	J. Agostinho 39,6	P. Rubino 54,4
Beira	230 720	56,2	M. Pereira 2,7 D. Simango <sup>b</sup> 61,6	L. Bulha 33,7

<sup>a</sup> à l'exclusion des autres candidatures. <sup>b</sup> Candidat indépendant, ex-Renamo.

Sources : *Boletim sobre o processo político em Moçambique – Boletim Eleitoral*, 20, 7 décembre 2008 (supplément n° 1) ; *Mozambique Political Process Bulletin. Local Election Issue*, 29, 13 février 2009.

À Tete, Celestino Bento fut écrasé avec 12,2 % des voix contre 87,8 % à César de Carvalho (Frelimo), payant le prix du discrédit de son parti. La réaction du président de la Renamo fut « classique ». Il dénonça la fraude<sup>240</sup> et, surtout, annonça qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats et maintiendrait « ses maires ». Après une présence presque permanente pendant le second tour des élections à Nacala, il fixa sa résidence à Nampula, entouré d'une centaine de gardes armés – sans que, étrangement, la police de l'État ne fasse rien<sup>241</sup> –, et annonça même une « campagne d'instabilité ». Naturellement, non seulement il ne se passa rien, mais ce type de déclarations

<sup>240</sup> ... avérée notamment par l'abus de l'annulation de bulletins de vote, mais sans doute pas de nature à inverser les résultats (sauf peut-être à Nacala).

<sup>241</sup> « Nacala-Porto "Segurança de Dhlakama não preocupa a ninguém" », *Canal de Moçambique* (Maputo), 23 mars, 783, pp. 1-4.

désormais aussi habituelles qu'ubuesques<sup>242</sup> aggrava les divisions au sein de la Renamo, de nombreux cadres, y compris des maires battus, disant qu'une telle bravade n'était ni réaliste ni politiquement utile, et encore moins efficace pour corriger les déficiences internes à la Renamo.

En fait, A. Dhlakama est obligé de montrer à sa base et aux cadres intermédiaires qu'il est toujours un « homme fort » et sait s'opposer au Frelimo, pendant que le Frelimo a soudain intérêt à le ménager. C'est qu'un nouveau larron politique est apparu entre temps.

### **Introuvable troisième force**

En fait, le désastre annoncé par D. Simango pour 2009<sup>243</sup> a surgi avec une année d'antécédence, puisque le seul maire ayant résisté au Frelimo a été exclu de la Renamo. Il est encore tôt pour mesurer quantitativement le mécontentement au sein de la Renamo, mais il est certain qu'un saut qualitatif a été franchi : tout le monde savait désormais que la Renamo, après sa défaite cuisante en 2004 et son éradication municipale en 2008, allait à la déroute pour 2009. Si certains hauts cadres souvent critiques sont néanmoins restés très prudents (comme Hermínio Morais, voire le général Mateus Ngonhamo<sup>244</sup>, ou Rahil Khan, membre du gouvernement fantôme), ne relayant pas, par exemple, les appels à un congrès, toute une série d'autres – comme Maria Moreno, démise de ses fonctions de cheffe du groupe parlementaire le 5 mars 2009 – ont désormais franchi le pas, faisant publiquement pression sur Daviz Mbepo Simango pour qu'il annonce la création d'un nouveau parti, rejoints par certains transfuges du PDD de Raúl Domingos. Ce fut chose faite les 5, 6 et 7 mars avec le lancement à Beira du *Movimento democrático de Moçambique*, en présence de 357 délégués venus, selon les responsables, de la totalité des 128 districts<sup>245</sup>. La grande majorité des membres poussèrent D. Simango à se présenter aux élections présidentielles dès 2009 – et, à vrai dire, on voit mal quelle autre décision il pourrait prendre pour imposer le nouveau parti face au Frelimo et à la Renamo. Le discours de clôture de D. M. Simango le 7 mars, sobre et moraliste, ne se positionne nullement

---

<sup>242</sup> Dhlakama avait plusieurs fois déclaré qu'il allait « réarmer ses combattants », « mettre le pays en l'air en 24 heures », etc., sans que jamais il ne se passât rien (en tout cas de son initiative).

<sup>243</sup> Voir *supra*, note 231.

<sup>244</sup> ... sans doute dans l'attente de mieux cerner l'état d'esprit des Anciens Combattants.

<sup>245</sup> Correspondances électroniques de Linette Olufsson (participante au congrès de fondation et membre du Conseil national), 13 et 14 mars 2009 ; agence Lusa, 12 mars 2009.

entre le Frelimo et la Renamo mais rejette les deux, même s'il assume la filiation avec cette dernière, tout en posant quelques éléments de rupture avec la culture politique du premier :

« [...] L'important est que nous préservions notre dignité. Nous n'accepterons pas d'être traités comme un troupeau ou une manade de bœufs. [...] Si le MDM sait capter la dignité pluraliste mozambicaine, [alors] il contribuera à la moralisation de notre société si tristement atteinte. [...] Le Mozambique a besoin d'une direction politique qui regarde prioritairement le pays réel [En effet, si la situation de] la nation de l'État, qui est sous le contrôle du parti au pouvoir, est bonne, l'état de la nation réelle ne l'est pas ! [...] Au long des mois écoulés au sein du mouvement de masse qui a donné naissance à cette rencontre mémorable, est née une devise qui me paraît bien capter l'esprit du MDM : "Mozambique pour Tous." [...] Paraphrasant le "Poème du futur citoyen", du poète majeur de la mozambicanité, José Craveirinha, nous pouvons dire que "Mozambique pour Tous" est une "Nation qui n'existe pas encore"<sup>246</sup> [...]. Il y a quatre décades, quand le Front de libération du Mozambique était dirigé par le Dr Eduardo Mondlane et son vice-président Uria Simango<sup>247</sup>, "Lutter pour le Mozambique"<sup>248</sup> signifiait lutter pour une indépendance nationale dans laquelle tous les citoyens pourraient jouir de la liberté [...]. Malheureusement, il est vite devenu clair qu'elle avait été capturée par, et resta otage, de l'option radicale extrémiste d'une partie des libérateurs de la Patrie. Nous avons été poussés dans un chemin discriminatoire et vengeur, un chemin dans lequel de nombreux Mozambicains ayant lutté pour le Mozambique n'ont pu trouver place [...]. C'est pourquoi, durant une décennie et demie, des milliers de Mozambicains se sont mobilisés et ont lutté pour la transformation du Mozambique en une nation démocratique, tolérante et pluraliste. L'introduction de la 2<sup>e</sup> Constitution de la République en 1990, fruit de la lutte des Mozambicains courageux comme le commandant André Massangaissa [*sic*]<sup>249</sup> et le président de la Renamo, Afonso Dhlakama, a élargi les possibilités du Mozambique pour Tous. La guerre des seize ans<sup>250</sup> a été une tragique expérience dans la lutte pour que l'indépendance nationale soit en harmonie avec la démocratie pluraliste. [Les Anciens Combattants] méritent [...] une valorisation et l'intégration sociale et

---

<sup>246</sup> Rappelons que, pour le Frelimo, la nation a été créée par le fait même de l'indépendance le 25 juin 1975, si ce n'est par la création du Front le 25 juin 1962 à Dar es-Salaam.

<sup>247</sup> Rappel : Uria Simango est le père de Daviz Mbepo Simango.

<sup>248</sup> *Lutar por Moçambique* est le titre d'un ouvrage d'Eduardo Mondlane.

<sup>249</sup> André Matsangaissa, premier commandant en chef de la Renamo, tué en 1979.

<sup>250</sup> La « guerre des 16 ans » est la formulation notamment employée par les Églises (catholiques et protestantes) pour désigner de manière neutre la « guerre de déstabilisation soutenue par l'apartheid » (selon les uns) et la « guerre pour la démocratie » (selon les autres).

économique pour qu'ils puissent profiter de cette démocratie, raison de notre existence, et c'est ce que le MDM va faire. [...] N'attendons aucune formule magique, aucune potion miraculeuse pour garantir le succès immédiat et massif du MDM. Ce que nous savons, de l'expérience passée et récente, c'est que les victoires durables se conquièrent, jour après jour, par le travail ardu, la dédication, l'imagination, l'organisation, la créativité et beaucoup de persévérance<sup>251</sup>...<sup>252</sup> »

L'avertissement est clair : il n'y a guère de possibilité de victoire rapide. Mais, signe que la décision de D. M. Simango de se préparer immédiatement aux élections présidentielles de novembre 2009 est déjà prise, il est parti le 14 mars pour une première tournée internationale, au Portugal, au Parlement européen et dans les pays scandinaves<sup>253</sup>. La communauté internationale est de toute évidence attentive au processus, qui n'est pas du tout comparable à la dissidence de Raúl Domingos en 2000. Cette dernière s'était produite alors que l'ancien négociateur des accords de Rome (1992) était accusé d'avoir accepté 500 000 US\$ du Frelimo<sup>254</sup>, et à une époque où le mécontentement interne n'avait nullement atteint le présent niveau. Il n'avait donc pas provoqué de scission réelle dans la Renamo, même si, on l'a vu, une partie des initiateurs de la JNSR l'avait soutenu.

Le président A. Guebuza prend très au sérieux l'émergence du nouveau parti : un indice sûr en est que les directions provinciales de Sofala et de la ville de Beira ont été entièrement démisées en février 2008 lors de la venue d'une délégation de la capitale dirigée par Joaquim Chipande, un Maconde vétéran de la guerre de libération et longtemps ministre de la Défense, revenu en grâce à l'occasion de la présidence de A. Guebuza.

On pourrait être tenté de considérer que le Mozambique tient enfin sa « troisième force », entre Frelimo et Renamo. Telle n'est pas mon hypothèse. Pour des raisons historiques – la longue marginalisation de tous les noyaux d'élites issus du premier âge de la colonisation, situés dans la partie nord du pays et incapables de retrouver une dynamique propre ; l'extrême polarisation économique, mais aussi intellectuelle, dans la seule capitale située à l'extrême sud ; la forte « occupation » de la totalité de

---

<sup>251</sup> Probable allusion au slogan du Frelimo « A vitória constroi-se, organiza-se » (« La victoire se construit, s'organise »).

<sup>252</sup> D. Simango, *Discurso de Daviz Simango no encerramento da A[ssembleia] C[onstitutiva]*, Beira, 7 mars 2009 do MDM, multigr.

<sup>253</sup> Cette attention aux pays scandinaves a une forte signification, étant donné le lien historique des social-démocraties nordiques, depuis la lutte de libération anticoloniale, avec le Frelimo.

<sup>254</sup> Accusation avérée selon David Aloni qui entretenait de bonnes relations avec lui.



l'imaginaire national par le Frelimo<sup>255</sup> –, il n'y a pas de base sociale pour une troisième force au Mozambique. L'échec du PDD en 2004 l'a montré une fois de plus.

Cela ne signifie pas que le MDM ne peut pas réussir : mais il ne pourra réussir qu'en tant que nouvel instrument d'expression de la même base sociale que la Renamo, cette potentiellement immense coalition des marginalités qui n'ont jamais trouvé leur place dans la « nation » du Frelimo. Le slogan du MDM « *Moçambique para Todos* » y fait explicitement référence. Le MDM ne peut donc surgir que de l'effondrement de la Renamo, successeur de cette dernière dans l'expression de la crise du rapport à l'État moderne dans de vastes secteurs de la population ; mais justement pour cela, au moins dans un premier temps, il ne mordra qu'à la marge sur l'électorat du Frelimo, parti qui est un meilleur outil pour ceux qui vivent dans la sphère de cet État, que la régulation en soit capitaliste ou clientéliste<sup>256</sup>. Côté « rebelle », il s'agirait alors d'un changement de direction politique pour le même ensemble de forces sociales. La Renamo avait réussi, entre 1992 et 1994, sa « civilisation » sur le plan social, créant ainsi un authentique parti politique du point de vue des fonctions que l'électorat voulut lui faire jouer. Mais on a vu qu'elle ne l'a pas réussi sur le plan politique, produisant un système de direction structurellement incompétente, s'éloignant chaque fois plus de ces fonctions et acquérant d'une certaine manière les traits d'une secte. En ce sens, l'essor du MDM sur les ruines de la Renamo ne sera rien d'autre que le succès de la « civilisation politique » de la même mouvance sociopolitique. S'il est peu probable cependant que le MDM représente une vraie menace pour le Frelimo dès les élections de novembre 2009, il pourrait décisivement se construire à cette occasion, gagnant les adhésions de délégations locales et régionales entières de la Renamo : l'enjeu n'est pas de vaincre le Frelimo tout de go, mais d'obtenir plus de voix que la Renamo afin d'acquérir la légitimité dans ce monde social désormais disputé.

Le congrès fondateur du MDM signifie cependant un affaiblissement du cours ultra-hégémonique du Frelimo, et donc un renforcement potentiel de la démocratie dans le pays. Alors que le Zimbabwe de Robert Mugabe ne peut plus être un modèle, l'idéal « botswanais » du Frelimo – le Botswana étant un pays en paix dans lequel le même parti hégémonique, le *Botswana Democratic Party*, est au pouvoir depuis l'indépendance le 30 septembre 1966, soit quarante-trois ans – apparaît lui aussi peu

---

<sup>255</sup> Voir références de la note 22.

<sup>256</sup> Dans la province de Sofala, ancienne place forte de la Renamo et berceau du MDM, 37 000 membres de la « perdrix » (Renamo) auraient adhéré au « coq » (MDM), pour 2 000 membres du Frelimo rejoignant également le nouveau parti (selon Geraldo Carvalho, porte-parole du MDM, *Canal de Moçambique*, 23 mars 2009, 783, p. 6).

réaliste. Le Botswana présente une considérable homogénéité ethnique (90 % de la population est tswana), alors que le Mozambique est un pays entièrement constitué de minorités, dont la géopolitique régionale est divergente, écartelée entre un sud-africanocentrisme historiquement récent et la vieille sphère économique de l’océan Indien. L’actuelle présidence de A. Guebuza démontre une attention politique plus grande à cette réalité, mais elle le fait en termes de contrôle et d’élargissement clientéliste, sans vraiment réussir un développement économique régionalement équilibré<sup>257</sup>, et non par l’expression meilleure des sociétés locales.

En Angola, le MPLA a gagné les élections de septembre 2008 – les premières depuis l’arrêt des combats en février 2002 – avec 83 % des suffrages exprimés<sup>258</sup>. Pouvoir richissime, le parti du président Eduardo dos Santos a ainsi obtenu par les urnes l’expression de l’allégeance d’une vaste majorité de la population, dont 70 % vivent désormais sur la côte en raison des vagues successives de migrations forcées. Là encore, le Mozambique est beaucoup plus hétérogène, et si le clientélisme du Frelimo est plus riche que celui de la Renamo, il reste bien plus modeste et moins « structurant » que celui de son cousin angolais<sup>259</sup>.

Il est ainsi raisonnable de penser qu’au Mozambique l’ultra-hégémonie actuelle n’est pas (ou pas encore) synonyme de stabilité : comment réagira le Frelimo, parti-État, mais plus encore parti-nation pour lequel il est par conséquent inconcevable de perdre le pouvoir, si l’essor d’une nouvelle formation d’opposition mettrait en danger l’« unité nationale » ?

23 mars 2009

---

<sup>257</sup> En contexte néolibéral, les investissements, notamment étrangers, iront toujours plus vers les endroits où le tissu économique est déjà le plus développé, soit principalement le corridor de Maputo. L’exploitation pétrolière qui pourrait démarrer au nord côtier de la province d’Inhambane, voire dans l’extrême nord (îles Querimba), posera d’autres problèmes sociaux (ruine des pêcheurs, crise du tourisme en bel essor, etc.).

<sup>258</sup> P. Cristina Roque, « Élections législatives en Angola. Les raisons de la victoire triomphale du MPLA », *Lusotopie*, XVI (1), juin 2009.

<sup>259</sup> O. Vallée, « Du Palais aux banques : la reproduction élargie du capital indigène en Angola », *Politique africaine*, 110, juin 2008, pp. 21-47 (dossier « L’Angola dans la paix. Autoritarisme et reconversions », dirigé par D. Péclard).

## TABLE DES MATIERES

<b>La légitimation</b> .....	<b>4</b>
<b>Le temps de l'espoir</b> .....	<b>8</b>
L'erreur de 1998.....	10
La victoire confisquée ? .....	12
Les salines du <i>Padre</i> .....	12
<b>Le temps de la crise</b> .....	<b>14</b>
L' « incapacité démocratique » de la Renamo .....	14
Les municipales de 2003.....	15
Les <i>filhos da terra</i> ont-ils trahi ? .....	16
Les remords de Sebastião et la colère de Francisco.....	20
Beira, la victoire indésirable.....	23
<b>La catastrophe de 2004</b> .....	<b>26</b>
Le déclin inégal des deux partis de la guerre civile .....	32
<b>Un désastre qui vient de loin</b> .....	<b>37</b>
<b>Les effets délétères de la défaite</b> .....	<b>44</b>
Le poisson pourrit-il par la tête ?.....	44
La pintade du Save et l'État de droit .....	49
Le fax d'Ossufo Momade .....	51
<b>Les mécontents sont-ils des vendus ?</b> .....	<b>55</b>
La nébuleuse des Anciens Combattants .....	55
Gouvernement fantôme, Liga feminina et autres occasions perdues .....	61
<b>De la défaite à la déroute : l'éradication municipale et la naissance du</b>	
<b>MDM</b> .....	<b>68</b>
L'éradication municipale de novembre 2008 et février 2009.....	70
Introuvable troisième force.....	77